



Causeries juin 2010

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er juin

Vous m'excuserez, mais je ne me suis pas réveillé ce matin, je dors très mal, j'ai deux heures de retard et je dois faire des courses ce matin pour manger ainsi que mes chiens, et il vaut mieux aller chez le boucher le matin avec la chaleur qu'il fait, la viande est exposée à l'air libre sous 40°C ! Je terminerai l'actualisation du site cet après-midi.

Quelques réactions après l'agression sanglante de l'Etat sioniste contre un convoi humanitaire en direction de Gaza

Lire aussi l'article en ligne qui relate heures par heures le déroulement des faits et les déclarations internationales, les manifs à Paris et dans le monde, etc.

On n'ose même plus dire que l'Etat israélien apparaît au grand jour tel qu'il est vraiment, qui ne le sait pas déjà ? L'hypocrisie est totale, jugez plutôt.

Le premier secrétaire du Parti socialiste, Martine Aubry, a condamné "*avec la plus grande fermeté*" un usage de la force jugé "*inacceptable et disproportionné*".

Dans un communiqué, elle demande une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'Onu et une enquête sur les circonstances de l'assaut. (Pourquoi ne pas demander au gouvernement israélien de mener lui-même cette enquête pendant qu'elle y est. - Lutte de classe)

"Après le massacre, la France et les Européens doivent contraindre Israël à lever immédiatement le blocus", a estimé pour sa part Marie-George Buffet, secrétaire nationale du Parti communiste. (Stalinien for ever ! - Lutte de classe)

La CGT "*condamne fermement*" l'intervention israélienne.

Elle exige dans un communiqué la création d'une "*commission d'enquête internationale sous l'égide de l'Onu*" ainsi que "*l'intervention de la France et de l'Union européenne pour obtenir la levée du blocus de la bande de Gaza*". (Stalinien for ever ! - Lutte de classe)

La CFDT dénonce "*un acte inqualifiable qui met à mal les efforts de paix*". (Quelle paix ? - Lutte de classe)

Pour le collectif Banlieues Respect, fédération d'associations actives dans les quartiers difficiles, cet épisode sanglant "*risque d'avoir des conséquences graves dans les banlieues*".

Son responsable, Hassan Ben M'Barek, met en garde dans un communiqué contre les "*graves tensions*" susceptibles d'être ravivées "*entre juifs et musulmans dans nos banlieues*".

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) "*déplore les conséquences humaines tragiques*" de cet acte tout en évoquant une possible "*provocation du Hamas*".

"*Sans porter de jugement prématuré, le Crif constate que sur un seul des bateaux les soldats ont été accueillis avec des armes, ce qui semble démontrer la possibilité d'une véritable embuscade organisée par le Hamas, ce qui serait incompatible avec le caractère humanitaire du convoi*", ajoute l'organisation juive dans un communiqué publié sur son site internet. (Ordures de sionistes ! - Lutte de classe)

(source : Reuters 31.05)

La liberté de la presse vue du Palais.

A l'occasion du sommet France-Afrique qui s'est ouvert ce lundi à Nice, la présidence de la République aurait fourni un entretien pré-rédigé au magazine Les Afriques.

Une accusation lancée par Pierre Soudan, directeur de la rédaction de Jeune Afrique, concurrent du magazine. Il accuse également l'Élysée de lui avoir fait la même proposition. En vain.

"[...] Une longue interview que, en prélude au sommet de Nice, Nicolas Sarkozy a donnée à nos confrères de l'hebdo Les Afriques. Ces derniers ne m'en voudront pas de révéler qu'il s'agit là d'un entretien pré-rédigé, en réponse à des questions écrites?: il suffit de le lire pour s'en rendre compte.

Il y a deux semaines, l'Élysée et le Quai d'Orsay avaient d'ailleurs approché Jeune Afrique avec la même proposition 'prête à publier'. Offre que nous avons poliment déclinée.", écrit-il sur le site web de son journal. (Lepost.fr 31.05)

Leur société secrète la violence.

Les agressions de voyageurs dans les transports urbains ont augmenté de 7,9 % en 2009 par rapport à 2008 (2 557 en 2008 à 2 760 en 2009), le nombre d'agressions d'employés des transports restant stable, selon l'Union des transports publics.

Concernant les agressions sur le personnel suivies d'un arrêt de travail, elles se sont élevées à 737 en 2009, contre 743 en 2008.

Autre indicateur de l'UTP, le coût du vandalisme sur le matériel (roulant et fixe) des sociétés de transport urbain : il s'est établi à 14,6 millions d'euros en 2009, soit "*le plus haut niveau atteint depuis treize ans*". En un an, ce coût a progressé de 6,2 %. L'UTP souligne que les entreprises mettent en oeuvre "*des moyens humains et matériels considérables*" pour lutter contre l'insécurité, avec "*plus de 131 millions d'euros*" qui y ont été consacrés en 2009.

L'UTP regroupe quelque 160 entreprises de transport urbain adhérentes (bus, métro, tramway), employant au total environ 43 000 salariés. (Lemonde.fr 31.05)

Le démantèlement de l'Education nationale continue sur fond de suppression de dizaine de milliers profs programmée.

Un document confidentiel propose dix pistes pour diminuer le nombre de profs

Ce document "*ne devrait pas se trouver entre les mains d'un journaliste*", soupire-t-on dans l'entourage de Luc Chatel, ministre de l'éducation nationale. Le document que Le Monde s'est procuré était en effet à usage interne au ministère.

Comment continuer à dégraisser le "*mammouth*" ? Tel est l'objet de cette présentation PowerPoint accompagnée de fiches qui a été discutée lors d'une réunion, début mai, avec les recteurs d'académie. Ceux-ci sont invités à réfléchir à la manière dont chaque académie peut "*mobiliser les gisements d'efficience*" pour tenir l'objectif du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux pour 2011-2013, et ce, "*sans dégrader les performances globales*". Ce "*dialogue*" doit aboutir à l'élaboration, d'ici au 15 juin, d'un "*schéma d'emplois 2011-2013*". Dès 2011, de 15 000 à 17 000 postes sont à supprimer.

Le document propose une méthode de travail et, surtout, des pistes d'économies. Dix "*leviers*" ont été identifiés : cinq dans le primaire et cinq dans le secondaire. A chaque académie de voir, en fonction de ses caractéristiques propres, quels leviers elle peut actionner pour

économiser des postes. (lemonde.fr 31.05)

La Bourse ou la vie.

En mai, Athènes a plongé de 17%, Madrid de près de 11% (-21,6% depuis le début de l'année), Paris 8,11%. La Bourse de Francfort s'en sort bien, avec une baisse mensuelle de l'ordre de 3%. L'euro a enregistré un recul de 7,5%. (JFD 31.05)

BCE. La crise, un bon prétexte pour réaliser un pas décisif vers un Etat fédéral.

«*Nous sommes une fédération monétaire. Nous avons maintenant besoin d'avoir l'équivalent d'une fédération budgétaire*», a défendu Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne (BCE) dans une interview au *Monde* daté de mardi.

Il appelle à un renforcement sans précédent de l'intégration européenne, afin de renforcer le «*contrôle et [la] surveillance de l'application des politiques en matière de finance publique*». A plus court terme, il exhorte les Européens à adopter des «plans de retour progressif à la sagesse budgétaire, ce que vous appelez plans d'austérité». (JFD 31.05)

Il y a encore loin de la coupe aux lèvres !

Commerce mondial.

Les échanges commerciaux mondiaux ont augmenté de 5,3% en volume au premier trimestre de cette année par rapport au quatrième trimestre de l'an dernier, une légère décélération qui confirme néanmoins un rebond solide après la crise, montrent les statistiques de l'institut néerlandais d'études CPB.

L'institut, dont les chiffres servent de référence à la Commission européenne et à la Banque mondiale, précise dans son rapport mensuel sur le commerce mondial que celui-ci a augmenté de 5,8% sur la période décembre-février par rapport aux trois mois précédents.

La croissance des échanges a été plus soutenue en Asie et en Amérique latine mais relativement faible dans la zone euro, précise le CPB.

Il ajoute que le commerce mondial se situait en mars 4% en dessous de son pic d'avril 2008 mais 21% au-dessus du point bas de mai 2009. (Reuters 31.05)

Allemagne.

Horst Köhler a inopinément annoncé sa démission de la présidence allemande à la suite de remous provoqués par ses propos sur l'utilité de l'action militaire de son pays à l'étranger pour ses intérêts économiques.

L'Allemagne a déployé en Afghanistan le troisième contingent militaire étranger en effectifs, avec 4.300 militaires, et, bien qu'elle y ait perdu 43 hommes depuis 2002, elle a accepté sous la pression de Washington d'en porter le nombre à 5.350 soldats d'ici cet été.

Cet accroissement a été décidé par le gouvernement de Berlin à contre-courant de son opinion publique, mais, il y a une semaine, Köhler avait souligné, lors d'une interview à la radio qu'un pays comme l'Allemagne, dépendant fortement de son commerce extérieur, devait être consciente de l'importance de son action militaire à l'étranger

Elle est "*nécessaire pour maintenir nos intérêts, comme par exemple libérer les routes commerciales ou prévenir des instabilités régionales qui pourraient avoir un impact négatif sur nos perspectives en termes de commerce, d'emplois et de revenus*".

Köhler s'est dit surpris par les critiques suscitées par ses propos, qui sous-entendraient qu'il appuie des interventions militaires non autorisées par la constitution. "*Ces critiques sont complètement injustifiées*", a-t-il assuré, en ajoutant qu'elles portaient atteinte à sa fonction. (Reuters 31.05)

Inde.

Alors que l'Inde avait vu sa croissance ralentir à 6,7 % en 2008-2009, la troisième puissance économique d'Asie, après le Japon et la Chine, a rebondi de 7,4 % en 2009-2010, année fiscale terminée le 31 mars dernier. Elle devrait passer à 8,5 % l'an prochain, assure le ministre indien des Finances, Pranab Mukherjee.

Fin mars, la production industrielle du pays enregistrait un bond en avant de 13,5 % par rapport au même mois de l'an dernier.

Revers de la médaille, en avril dernier, les prix à la consommation se sont envolés de 16,8 % par rapport à avril 2009. Les céréales, le riz,

les lentilles, le sucre, toutes ces denrées de base deviennent inabordables. La banque centrale a relevé deux fois en un mois ses principaux taux d'intérêt pour l'endiguer, mais en vain. (lefigaro.fr 31.05)

Le 2 juin

J'ai encore rectifié l'adresse erronée de quelques fichiers, dont celle sur la causerie de mai. Toutes les infos des rubriques social, syndical, politique et international de mai ont été archivées et elles ne sont plus disponibles qu'au format pdf.

Je vous recommande l'article du groupe Bolchevik sur la situation en Grèce, car il fournit des indications intéressantes sur le mouvement ouvrier grec. Chacun ensuite est libre d'adhérer ou non à la ligne politique défendue par ce groupe. C'est aussi cela une véritable tribune libre que de permettre la libre confrontation des idées des uns et des autres.

Les dirigeants syndicaux ont donc appelé (à l'exception de FO et de la CGC) à une semaine d'actions entre le 21 et le 25 juin ponctuées par une nouvelle journée d'action le 24. Il fallait s'y attendre.

Dans la foulée du dernier congrès de la CGT, au risque d'être incompris, j'affirmais que l'opposition qui s'était manifestée envers la direction de la CGT n'était finalement qu'une posture pour ne pas dire une imposture, car aucun de ses participants n'avait osé remettre en cause le financement des syndicats par l'Etat et la participation des syndicats au côté du gouvernement et du patronat dans une multitude d'organismes dans le cadre de la collaboration de classes institutionalisée à partir de 1945 et qui n'a cessé de se développer jusqu'à nos jours.

Tous les regroupements de syndiqués CGT font aujourd'hui la démonstration de leur impuissance à s'opposer efficacement au fossoyeur du syndicalisme qu'incarne Thibault, parce que finalement ils n'ont pas rompu avec le stalinisme dans ses différentes déclinaisons ou le réformisme. Ceci explique sans doute cela. Je voudrais que l'on m'explique comment on peut mener un combat contre le capital et la direction confédérale de la CGT (ou un autre syndicat) dans un syndicat corrompu par le capital, sans orienter clairement son combat dans la perspective de l'abolition du capital, en ne mettant pas à l'ordre du jour l'expropriation des capitalistes dès lors qu'ils jettent des millions de travailleurs à la rue, notamment.

Le front unique de cette racaille (les dirigeants syndicaux ainsi que ceux du PS et du PCF) inféodée au capital est la pire illusion que l'on peut colporter auprès des travailleurs, il ne peut conduire en l'absence d'un parti révolutionnaire qu'à un nouveau front populaire qui préparera les prochaines défaites de la classe ouvrière, comme chaque fois depuis 1936.

C'est bien l'absence du parti qui donne cet aspect inextricable à la situation et la caractérise. C'est finalement le résultat du refus de rompre avec les appareils et le capital pendant 60 ans que l'on paie le prix fort aujourd'hui, et on est loin d'être au bout de nos peines comme c'est parti !

Les fatalistes ou pessimistes n'imaginent pas cette rupture possible aujourd'hui, ils estiment qu'elle nous marginaliserait, qu'elle nous coûterait trop cher, qu'on se placerait nous-mêmes en marge du mouvement ouvrier, qu'on apparaîtrait aux yeux des travailleurs comme des excentriques ou des gauchistes, ce ne serait pas la première fois que l'avant-garde se retrouverait dans cette situation depuis la moitié du XIXe siècle et on n'en est pas mort pour autant !

Faut-il combattre sur la base de nos convictions et notre programme de la révolution socialiste ou faut-il les troquer pour les illusions entretenues par le mouvement ouvrier (spontané) devenu bourgeois, subordonné au capital, dont la collaboration de classes et le financement par l'Etat constituent à la fois les principaux points d'appui et l'expression ? Doit-on mener notre combat en direction des masses dans la perspective de les hisser à la hauteur du socialisme ou doit-on se fondre dans le mouvement ouvrier tel qu'il existe, en espérant qu'un jour indéterminé et par lui-même, il en viendra par on ne sait quel miracle à franchir tous les obstacles pour finalement adopter le socialisme ? On a essayé la seconde formule pendant 60 ans, voyez où nous en sommes. Faut-il continuer dans la même voie ?

C'est malheureux à dire, mais on n'a plus qu'à espérer que la crise du capitalisme s'approfondisse encore jusqu'à la dislocation du marché mondial qui entraînera l'effondrement du système avec son lot de souffrances supplémentaires, les travailleurs n'étant apparemment pas capables de faire la part des choses ou de passer à l'action aussi longtemps qu'ils ne sont pas confrontés à une situation devenue totalement insupportable. Ils offrent hélas une résistance à la douleur dont on se serait bien passé !

Ils s'en remettent aux bourreaux du peuple palestinien...

Le PS dans un communiqué a demandé une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'Onu.

Le PCF par la voix de Marie-George Buffet s'en est remis à " *la France et les Européens (qui) doivent contraindre Israël à lever immédiatement le blocus*".

Le PG dans un communiqué du 31 mai "*demande au gouvernement français d'exiger avec les autres pays européens*".

Le NPA dans un communiqué du 31 mai "*Il est temps que la communauté internationale condamne enfin l'État d'Israël, qui bafoue les droits fondamentaux des Palestiniens et les règles internationales depuis des décennies.*", "*La plupart des pays de l'Union européenne (UE) convoquent les ambassadeurs d'Israël. Dont acte. Mais pourquoi ne l'ont-ils pas fait plus tôt ?*", "*Nous appelons, en outre, les autorités françaises et européennes à rompre tout lien avec l'Etat d'Israël*". Ben voyons !

La CGT a réclamé dans un communiqué la création d'une "*commission d'enquête internationale sous l'égide de l'Onu*".

Sur le site du POI et de LO, rien, un silence assourdissant !

Quelle que soit l'appréciation que l'on peut porter sur cette tentative de forcer le blocus de Gaza et sur les intentions réelles des organisateurs de cette opération humanitaire, elle met en lumière le sort tragique que vivent quotidiennement les Palestiniens de Gaza et des territoires occupés, qui nécessite de notre part un soutien inconditionnel. Elle aura eu au moins le mérite de montrer une nouvelle fois à tous les peuples de quoi est capable l'Etat Israélien envers ceux qui s'opposent à sa politique, avec le soutien de Washington et de l'ONU.

... et pendant ce temps-là.

Une réunion en urgence du Conseil de Sécurité de l'ONU a eu lieu lundi soir suite à l'assaut de l'armée israélienne contre la flotille de bateaux transportant du matériel humanitaire pour la bande de Gaza.

Résultat des courses : une déclaration non contraignante pour Israël

C'est simplement ce à quoi sont parvenus les Etats présents autour de cette table: une demande d'enquête une demande de libération des civils arrêtés lors de cette opération. Contrairement à ce que voulait la Turquie, Israël n'est pas condamné pour cette attaque.

À noter: cette déclaration est non contraignante pour l'Etat d'Israël grâce aux Etats-Unis qui ont tout fait pour en édulcorer la rédaction (l'acte contraignant, une résolution, aurait nécessité un vote unanime des membres permanents du Conseil de Sécurité qui comprend les Etats-Unis).

Si commission d'enquête il y a, reste à ce qu'Israël accepte. (Lepost.fr 01.06)

Le Conseil de sécurité de l'ONU, l'Otan et l'Union européenne ont réclamé de concert une enquête impartiale. (20minutes.fr 01.06)

Le président égyptien, Hosni Moubarak, "*a donné des instructions pour ouvrir le terminal de Rafah afin de faire entrer les aides humanitaires et médicales nécessaires pour la bande de Gaza et accueillir les cas humanitaires, les blessés et les malades qui doivent passer par l'Egypte*", a indiqué l'agence égyptienne MENA.

Cette décision, qui "*fait partie des efforts de l'Egypte pour alléger les souffrances du peuple palestinien*", selon la MENA, a été appliquée en début d'après-midi. (lemonde.fr 01.06)

Depuis 1947-48 que les sionistes occupent la Palestine, l'Etat israélien n'a jamais respecté les résolutions votées à l'ONU, et en retour à aucun moment l'ONU ou un quelconque Etat n'a prévu de sanctions contre l'Etat sioniste, par contre toutes les résolutions que cette auguste assemblée a voté contre les Palestiniens ont été scrupuleusement appliquées.

L'Etat israélien est né du redécoupage du monde à Yalta et Potsdam entre Churchill et Roosevelt d'une part et Staline d'autre part après la seconde guerre mondiale. Pour les impérialistes britannique et américain il s'agissait d'implanter une agence au coeur de la plus grande réserve mondiale en pétrole afin de la contrôler et d'en tirer de gigantesques profits, sachant qu'avec le développement prévisible de l'automobile et des transports en général, il deviendrait l'or noir que l'ensemble des Etats s'arracheraient pour satisfaire leurs besoins et pour assurer leur développement.

Véritable gendarme surarmé au Proche-Orient, les impérialistes britannique et américain allaient profiter de la division existant au sein des différents régimes monarchiques arabes de la région déjà sous protectorat impérialiste, pour chasser militairement les Palestiniens arabes de leurs terres en les spoliant de tous leurs biens et droits, sous couvert de guerre sainte après la Shoah.

Ainsi, cet Etat à caractère théocratique créé artificiellement n'a aucune légitimité, il n'est que le bras armé de l'impérialisme britannique et américain dont la fonction n'est pas d'assurer la stabilité ou la paix dans la région, mais de maintenir en permanence la division des pays arabes et leur soumission à l'impérialisme, tandis que les multinationales Exxon Mobil, BP, etc. continuent d'engranger des centaines de milliards de profits.

La collusion d'intérêts entre les pays capitalistes dominants et Israël a franchi récemment une nouvelle étape avec l'adhésion d'Israël à l'OCDE.

C'est dans ces conditions que les uns et les autres s'adressent au gouvernement ou aux institutions politiques internationales du capital, l'UE ou l'ONU pour qu'ils contraignent Israël à lever le blocus de Gaza, alors qu'ils soutiennent tous l'Etat sioniste depuis sa création. Vous parlez d'anticapitalistes, d'internationalistes, ils s'en remettent aux bourreaux du peuple palestinien pour réclamer justice, les autorités israéliennes en tremblent déjà !

On lira avec intérêt l'article du Réseau Voltaire intitulé *Basculement stratégique au Proche-Orient*, qui fournit un certain nombre de précisions sur les relations entre les différents acteurs de la région avec la Russie et les Etats-Unis.

Consensus UMP-PS, suite.

L'Assemblée a approuvé mardi le projet de loi de finances rectificative sollicitant l'engagement de la France à hauteur de 111 milliards d'euros dans le cadre du Fonds européen de stabilité financière (FESF), mis sur pied par l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI).

La participation française au plan de sauvetage de l'euro a été votée par 462 voix contre 33. Le texte sera soumis au Sénat jeudi, en vue de son adoption définitive. (AP 01.06)

Autre caractéristique des sondages.

La cote de Nicolas Sarkozy est en baisse de quatre points à 36% de bonnes opinions, son plus bas niveau depuis le mois de juillet 2008, dans un sondage BVA-Orange-L'Express-France Inter paru mardi. (Reuters 01.06)

Ainsi, sans même qu'on ait eu le temps de s'en apercevoir il était déjà remonté à 40% ! Tandis qu'un institut de sondage (Ifop) le fait remonter, un autre (BVA) le fait descendre. On cherche à comprendre. L'opération doit consister à dire qu'il se maintient en équilibre, toujours prêt à rebondir conformément aux vœux des patrons des instituts de sondage et de Sarkozy lui-même. L'image de l'homme providentiel d'hier doit être entretenue malgré les aléas de la situation économique et sociale qui lui sont défavorables, jusqu'au moment où il s'appuiera sur son bilan pour se présenter comme l'homme providentiel de demain, mais là il va avoir du boulot pour convaincre des électeurs d'autres classes que la sienne de voter pour lui.

Produit jetable, mais trop cher.

«Il faut arrêter de se voiler la face, les entreprises n'embauchent pas des seniors parce qu'ils coûtent trop cher», explique Laurent Wauquiez, le secrétaire d'Etat à l'Emploi, dans une interview au Parisien daté de ce mardi.

Le dispositif "zéro charges" testé dans les petites entreprises durant la crise économique pourrait être transposé aux seniors, dit-il. «*Nous réfléchissons à un mécanisme permettant d'utiliser plus largement l'argent de la formation professionnelle afin de compléter le salaire du senior chargé de former les jeunes*», a-t-il ajouté.

Actuellement, le taux d'emploi des 60-64 ans est de 17% et celui des 55-59 est de 58,5%, selon les chiffres apportés par le secrétaire d'Etat. (20minutes.fr 01.06)

Bourage de classes.

"*Quand on est dans un collège d'une zone difficile, il faut être moins d'élèves par classe. Quand on est au lycée Henri IV à Paris (...) on peut être 33 ou 32 élèves par classe*", a affirmé Luc Chatel mardi sur RTL. (AP 01.06)

Il n'est pas possible de faire normalement son travail de prof avec autant d'élèves en classe, même s'il s'agit d'élèves issues des classes privilégiées pour la plupart. Au-delà de 20 les choses se compliquent, à 25 cela devient délicat, et à 30 ou au-dessus, c'est infernal, il n'y a plus qu'à faire son cours sans s'occuper des élèves qui ont des difficultés à suivre.

Plus ils sont nombreux en classe, et plus on doit faire de la discipline, passer son temps à dire à l'un ou à l'autre d'arrêter de parler, de faire du bruit, de s'asseoir, il y a toujours un groupe qui se forme dans un coin de la classe et qui ne participe pas au cours, j'en ai fait l'expérience au lycée français de Pondichéry avec des élèves relativement calmes, alors j'imagine ce que cela peut donner dans un lycée de banlieue, le prof doit s'arracher les cheveux !

Chômage.

Le taux de chômage a ainsi atteint 10,1% de la population active dans la zone euro en avril pour atteindre son plus haut niveau depuis près

de 12 ans, montrent les statistiques publiées mardi par Eurostat.

Le nombre des demandeurs d'emploi dans les 16 pays utilisant l'euro est monté à 15,860 millions. (Reuters 01.06)

Retraites.

La présidente du Medef Laurence Parisot propose d'allonger d'un semestre par an la durée de cotisation pour garantir la pérennité du régime des retraites.

Dans un entretien publié mercredi dans "Le Figaro", Mme Parisot estime que la réforme pourra se faire "de toute évidence en relevant l'âge de départ à la retraite et en allongeant la durée des cotisations". (AP 01.06)

Les banksters nous rançonnent.

Illisibilité et inflation des tarifs, libellés incompréhensibles, facturation d'opérations autrefois gratuites... L'UFC-Que Choisir a publié mardi une étude sur les frais bancaires qui dresse un "constat accablant" sur l'évolution des activités de détail de 12 établissements entre 2004 et 2009.

Selon l'étude, 40% des revenus de la banque de détail sont aujourd'hui issus des frais perçus sur les clients, lesquels "ont augmenté 1,7 fois plus vite que le PIB". Dans le même temps, l'UFC-Que Choisir dénonce une baisse du service aux usagers: "alors que le nombre de conseillers particuliers a diminué de 10% en cinq ans, celui des traders a bondi de 58%, celui des chargés de communication de 109%", dénonce-t-elle. (AP 01.06)

La charrette.

Le numéro un mondial des ordinateurs, Hewlett-Packard (HP), a annoncé ce mardi qu'il investissait 1 milliard de dollars dans des «centres de données entièrement automatisés et standardisés» et qu'en conséquence il allait supprimer 9.000 emplois sur plusieurs années. (libération.de et AFP 01.06)

Rien de tel que le paradis terrestre !

La justice italienne soupçonne l'Institut des Oeuvres Religieuses (IOR), la banque du Vatican, d'être impliqué dans des opérations de blanchiment d'argent et le parquet de Rome a ouvert une enquête, écrit mardi le quotidien La Repubblica.

L'Institut des Oeuvres Religieuses, qui gère les comptes des ordres religieux et des associations catholiques, est une structure bénéficiant de l'extraterritorialité accordée à l'Etat pontifical, donc non tenue de respecter les normes financières en vigueur pour les établissements italiens.

Selon La Repubblica, dix banques italiennes, dont les plus grandes comme Intesa San Paolo et Unicredit, sont également dans le collimateur des magistrats.

La justice a découvert que la banque vaticane gérait des comptes auprès des établissements italiens sans nom de titulaire, identifiés uniquement avec le sigle IOR. Sur un de ces comptes, découvert en 2004, «environ 180 millions d'euros ont transité en deux ans», écrit la Repubblica.

«L'hypothèse des enquêteurs est que des sujets ayant leur résidence fiscale en Italie utilisent l'IOR comme "paravent" pour cacher différents délits, comme la fraude ou l'évasion fiscale», précise le quotidien.

L'institut a fait la une de la presse avec la faillite, en 1981, de la banque italienne privée Banco Ambrosiano, dont l'IOR était le principal actionnaire.

La Banco Ambrosiano avait laissé un trou de 1,4 milliard de dollars dans ses caisses et de 250 millions de dollars dans les caisses de l'IOR. (20minutes.fr 01.06)

Le 3 juin Complément au tour d'horizon des prises de position sur l'agression israélienne sur un convoi humanitaire en route pour Gaza.

Le POI a sorti un communiqué le 31 mai qui n'était pas disponible sur son site Internet national hier matin 2 juin, je l'ai lu dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°100 page 12) que j'ai reçu hier, contrairement à tous les autres partis qui s'en remettaient au gouvernement français ou à l'UE ou encore à l'ONU, le POI "condamne l'assaut de l'armée israélienne et exige la levée immédiate du blocus.

Il réaffirme l'exigence seule à même de ramener la paix pour tous les peuples de la région : la reconnaissance du droit du peuple palestinien à la paix, à la terre et à la liberté."

Flottille vers Gaza, suite.

1- Israël a finalement décidé mercredi d'expulser la totalité des quelque 700 militants pro-palestiniens interpellés par son armée lundi sur six navires au large de la Bande de Gaza. Les autorités israéliennes ont visiblement préféré ne pas dégrader davantage les relations avec la Turquie, dont au moins quatre ressortissants ont été tués lors du raid, vivement condamné par la communauté internationale. (AP 02.06)

2- Le Conseil des droits de l'Homme des Nations unies a condamné mercredi "l'attaque scandaleuse" d'Israël contre la flottille à destination de Gaza lundi. (AP 02.06)

Cela ne coûte rien.

La fédération CFTC des cheminots a appelé mercredi à se joindre à la nouvelle journée d'action interprofessionnelle prévue le 24 juin contre la réforme des retraites -laissant entendre qu'elle pourrait déposer un préavis de grève à la SNCF- avant même que la confédération CFTC ne se prononce sur sa participation.

"Les régimes spéciaux seront bien impactés par la réforme, malgré le flou peu artistique entretenu sur le sujet par le gouvernement. Tout juste la mise en oeuvre de ce nouveau recul social est-elle décalée dans le temps, pour semer la division chez les salariés et éviter un embrasement général", estime la CFTC-Cheminots dans un communiqué. (AP 02.06)

L'analyse est correcte, mais le moyen pour infliger une défaite à Sarkozy, les journées d'action, ne l'est pas.

Salaires dans la Fonction publique.

Alors que plusieurs pays européens ont annoncé des restrictions budgétaires visant notamment leurs fonctionnaires, le secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique, Georges Tron, a assuré ce mercredi sur France Info qu'il n'était *«pas question»* d'une baisse ou d'un gel des rémunérations des fonctionnaires français. (20minutes.fr 02.06)

Quel soulagement !

L'Etat nous rançonne.

Le gouvernement *"étudie"* la possibilité de faire passer de 11 à 20 euros l'amende prévue en cas de non paiement du stationnement, mais il *"ne s'est pas encore prononcé"*, a expliqué le porte-parole du gouvernement Luc Chatel mercredi, à l'issue du conseil des ministres. (AP 02.06)

Agences de notation : Terreur, soumission et illusion.

1- Dans des témoignages écrits rendus publics mercredi par la commission d'enquête du Congrès sur la crise financière (FCIC), d'anciens cadres de Moody's ont décrit une atmosphère d'intimidation et de crainte.

La commission d'enquête a entendu le directeur général du groupe, Raymond McDaniel, puis l'investisseur milliardaire Warren Buffett, dont la holding Berkshire Hathaway est l'un des principaux actionnaires de Moody's.

"Fondamentalement, ils ont eu recours à l'intimidation pour créer une population docile d'analystes effrayés à l'idée de contrarier des banquiers d'investissement et prêts à coopérer le plus possible", a déclaré Mark Froeba, ancien vice-président de Moody's chargé des produits dérivés.(Reuters 02.06)

2- La Commission européenne a proposé mercredi d'instaurer un système plus centralisé de surveillance des agences de notation de crédit (ANC) à l'échelle de l'Union, avec des amendes à la clef pour celles qui n'expliqueraient pas la dégradation des notes d'entreprises ou de dettes souveraines.

L'exécutif européen souhaite que la nouvelle Autorité européenne des marchés financiers (AEMF) soit investie de pouvoirs de surveillance exclusifs sur les ANC enregistrées dans l'UE ainsi que sur les filiales européennes d'agences bien connues telles que Fitch, Moody's et Standard & Poor's. *"L'AEMF aurait le pouvoir de demander des informations, d'ouvrir des enquêtes et de procéder à des inspections sur place."*

La Commission européenne souhaite aussi une réforme du gouvernement d'entreprise dans les établissements financiers, afin de renforcer la surveillance exercée par le conseil d'administration et les actionnaires sur les dirigeants, et d'éviter que ces derniers ne prennent des risques excessifs en cédant au "court-termisme". (AP 02.06)

Japon. Crise politique.

Après seulement huit mois au pouvoir, le Premier ministre japonais de centre-gauche Yukio Hatoyama a annoncé mercredi sa démission, conséquence d'un record d'impopularité et de l'échec à tenir une de ses principales promesses de campagne: déménager la base militaire américaine de Futenma sur l'île d'Okinawa (sud).

M. Hatoyama, 63 ans, est le quatrième chef de gouvernement au Japon en quatre ans à démissionner avant la fin de son mandat.

Le chef du gouvernement a également invité le puissant secrétaire général du PDJ Ichiro Ozawa, poursuivi dans une autre affaire de financement politique illicite, à démissionner. "*Nous devons rompre avec l'argent*" et devenir irréprochables "*afin de revitaliser le parti*", a-t-il souligné. (AP 02.06)

Le 4 juin

Je suis crevé et de mauvaise humeur, il vaut mieux que je m'abstienne de trop causer aujourd'hui. Juste un mot rapide.

J'ai laissé tomber provisoirement l'article que j'avais commencé à rédiger sur le mouvement ouvrier en France, hier j'en ai commencé un autre sur le POI, en voici le début, les trois premiers paragraphes, la suite a été écrite ce matin :

On peut lire dans les extraits de la résolution du bureau national du Parti ouvrier indépendant s'est tenu le 29 mai (IO n°100) : "*Bien évidemment, nous comprenons que, dans une situation aussi complexe, où la classe ouvrière cherche à se regrouper sur son terrain de classe, mais où elle se heurte à des obstacles, où son mouvement est entravé, inévitablement, les travailleurs et militants avec qui nous discutons de nos propositions politiques nous confrontent à des interrogations et une certaine perplexité.*"

Quelle clarté ! Cela s'appelle tourner autour du pot sans jamais aborder les vrais problèmes auxquels sont confrontés le mouvement ouvrier et le prolétariat.

Pour le POI n'existerait-il qu'un seul obstacle : les appareils, rien que les appareils ?

Pour ces dirigeants, quand la situation n'est pas "*difficile*", elle serait "*complexe*", pour justifier qu'ils n'y comprennent rien ou que les travailleurs n'y comprennent rien, on se pose la question.

On se posera également la question de savoir si les travailleurs sont "*perplexes*" par rapport à la situation ou par rapport à la politique du POI ou les deux à la fois.

A force de vouloir faire croire aux travailleurs et militants que tout serait possible, alors qu'ils constatent exactement l'inverse par eux-mêmes quotidiennement depuis des années, il arrivera bien un moment où ces dirigeants aussi devront rendre des comptes. Finalement, que la politique du POI suscite la perplexité parmi les travailleurs et les militants, c'est un euphémisme pour ne pas avouer qu'elle est franchement opportuniste.

Maintenant que ces dirigeants soient incapables de définir précisément l'origine de cette "*perplexité*" ou plutôt qu'ils n'y tiennent pas vraiment, car cela nécessiterait de leur part de revoir de fond en comble leur analyse de la situation au risque d'arriver à des conclusions remettant en cause pas seulement leur stratégie, mais aussi l'existence même de leur parti, ne nous étonne plus depuis longtemps.

On est en présence de gens bornés pour lesquels en dehors des appareils et accessoirement du mouvement ouvrier qui ne regroupe qu'une infime partie de la classe ouvrière, le prolétariat et ses différentes couches n'existe pas. C'est à partir de ce rapport faussé entre les classes et à l'intérieur des classes qu'ils définissent leur ligne politique, leur stratégie et le type de parti qu'ils entendent construire.

On reconnaîtra au POI le mérite d'essayer d'organiser la classe, mais comme c'est sur une ligne politique et dans une perspective qui ne tiennent pas compte de la réalité, on comprend parfaitement la "*perplexité*" qu'elles suscitent chez les travailleurs et les militants, qui quelque part pour certains d'entre eux doivent penser encore confusément que sans un changement radical des fondements de la société, rien n'est possible et ils ont en grande partie raison de le penser.

C'est justement cet aspect de la situation que ces dirigeants ne veulent pas voir et prendre en compte, du coup ils demeurent prisonniers de leurs propres contradictions, qui sont totalement incompréhensibles aux travailleurs jusqu'à leurs propres militants. C'est P. Lambert qui a

défini la stratégie suivie aujourd'hui par le POI et avant lui par le PT, le PCI, l'OCI et les formations politiques qui les ont précédés à partir de la fin de la seconde guerre mondiale, qui consista à se détourner de la classe ouvrière pour se tourner uniquement du côté des appareils et des militants de leurs organisations ou partis, avec le succès que l'on sait... (A suivre)

Amalgame et manipulation. Comment les médias soutiennent l'Etat sioniste.

- 1- Les médias découvrent soudainement que les personnes à bord des bateaux faisant route pour Gaza avec 10.000 tonnes d'aide humanitaire seraient pro-Palestiniens, mieux que la plupart d'entre eux seraient des militants d'organisations soutenant le combat du peuple Palestinien, pour ensuite les présenter comme des partisans du Hamas, justifiant ainsi l'agression meurtrière de Tsahal.
- 2- Le gouvernement israélien a produit des photos du soi-disant armement des personnes à bord de la flotille ayant tenté de forcer le blocus de Gaza, sauf que voilà, ces photos dateraient en réalité de 2003 !
- 3- Les autorités israéliennes ont donc tenté de faire croire qu'il y avait des armes à bord de ces navires et qu'ils en transportaient peut-être dans leurs cales à destination du Hamas, oubliant de préciser qu'ils avaient été minutieusement contrôlés par les douanes et l'armée turque avant d'appareiller.
- 4- En résumé, une fois réalisé cet amalgame et avancé cette fausse preuve, les médias n'ont plus qu'à affirmer que les quelques personnalités qui se sont embarquées dans cette aventure avaient été manipulées par des organisations à la solde du Hamas caractérisé de terroriste par Washington et Bruxelles, pour ne pas dire qu'elles en étaient complices, et que le gouvernement israélien n'avait fait que se défendre contre un danger potentiel pour assurer sa sécurité comme l'aurait fait n'importe quel Etat placé dans une situation comparable.

Quand le Palais mène la grande vie.

La "garden party" du 14 juillet à l'Elysée s'était élevé, en 2009, à 732 826 euros. (Lexpress.fr 03.06)

Sondage, suite.

La cote de Nicolas Sarkozy est en baisse de deux points à 28% de bonnes opinions, après une petite embellie au mois de mai, dans un sondage TNS Sofres Logica pour Le Figaro Magazine. (Reuters 03.06)

On se croirait à la Bourse ! A 20% Yukio Hatoyama vient de jeter l'éponge au Japon, tandis que son prédécesseur était descendu à 10%, donc les tripatouilleurs des instituts de sondage ont encore de la marge !

Question : Faudra-t-il attendre d'en arriver là pour scander : Sarkozy est minoritaire et illégitime : dehors ? C'est la question que nous posons une nouvelle fois aux dirigeants des différents partis ouvriers.

On tire et on discute après.

Nicolas Sarkozy, en visite jeudi à la brigade de gendarmerie de Lamotte-Beuvron dans le Loir-et-Cher, a fait la promotion du Taser, notamment de son efficacité, parce qu'«avec ça, on n'a pas besoin d'être dix pour arrêter quelqu'un». Conclusion: le Taser, «c'est mieux que les effectifs». (20minutes.fr 03.06)

Espagne.

Quatre caisses d'épargne espagnoles ont annoncé mercredi s'être mises d'accord sur un projet de fusion, dernier épisode en date de la consolidation du secteur que la Banque d'Espagne a appelé de ses vœux.

Les quatre banques ont souligné que la nouvelle société réaliserait un produit net bancaire de quelque 103 milliards d'euros, ce qui en ferait la sixième caisse d'épargne espagnole.

Le nouveau SIP va solliciter l'aide du fonds de sauvetage du secteur bancaire (FROB), ont poursuivi les quatre caisses, sans préciser à quelle hauteur.

Selon la presse espagnole, l'aide demandée pourrait se situer entre 800 millions et un milliard d'euros.

Vendredi, les deux principales caisses d'épargne espagnoles, La Caixa et Caja Madrid, ont toutes les deux annoncé des fusions avec des établissements de taille plus modeste, entrant ainsi dans un processus dont elles s'étaient longtemps tenues à l'écart.

Des sources proches de Caja Madrid ont dit mardi que le groupe avait demandé trois milliards d'euros au FROB. (Reuters 03.06)

Ukraine.

Le Parlement ukrainien a adopté, jeudi 3 juin en première lecture, un projet de loi permettant d'empêcher une adhésion de cette ex-république soviétique à l'OTAN et confirmant son statut de pays 'non aligné'. Ce document a été préparé à l'initiative du nouveau président, Viktor Ianoukovitch, qui depuis son élection en février mène une politique de rapprochement accéléré avec la Russie.

Le projet de loi établit les '*principes de base*' de la politique nationale, notamment '*le maintien par l'Ukraine d'une politique de non-alignement, ce qui signifie sa non-participation à des unions militaro-politiques*', dont l'OTAN, selon son texte publié sur le site du Parlement. '*Le président propose de supprimer de l'ordre du jour la question (sur l'adhésion à l'OTAN) qui divise la société*' ukrainienne, majoritairement opposée à une intégration dans l'organisation euro-atlantique, a déclaré devant les députés le premier ministre, Mykola Azarov, en leur présentant le projet de loi. '*Il n'y a aucun doute que ce choix sera perçu avec soulagement et compréhension par le monde*', a-t-il poursuivi. (Lemonde.fr 03.06)

Le 5 juin

On en a presque perdu l'habitude, on est vendredi soir, on se détend un peu, demain c'est le week-end.

Pas vraiment génial pour se détendre, hier Magueswary m'a appelé d'Aubagne pour me dire que ces problèmes d'appartement n'étaient toujours pas réglés depuis près de deux mois (gaz et téléphone, merci Free au passage !) et qu'elle allait être à nouveau hospitalisée à partir de ce vendredi à 14h30 pour une durée indéterminée. Elle s'inquiétait pour moi car elle n'avait pas pu me joindre à plusieurs reprises, je n'ai toujours pas de téléphone portable et je n'en veux pas, elle m'a dit qu'elle ne vivait que pour moi, car si cela ne tenait qu'à elle, elle aurait déjà mis fin à ses jours. Bon, elle avait apparemment le moral, donc ne dramatisons pas inutilement.

J'ai acheté 120 kilos de riz des pauvres à un de ses cousins qui est passé hier, vous savez le riz que le gouvernement distribue à chaque famille au prix imbattable de 1 roupie au Tamil Nadu, 2 roupies dans le Territoire de Pondichéry, et que je rachète entre 4 et 6 roupies pour mes chiens et pour moi accessoirement, au lieu de 15 roupies le kilo minimum dans le commerce. Je me demande d'où ils sortent ce riz...

C'est tellement le bordel dans ce pays que n'importe qui doit figurer sur les Livrets de famille qui servent à l'établissement des carnets de rationnement, y compris les morts, comme en Corse ! Ils ont raison quand on voit les énormes inégalités qui existent en Inde : voler l'Etat, voler les riches, c'est légitime partout dans le monde, chacun se démerde comme il peut pour survivre et merde à la légalité !

En France, les braquages, les casses de bijouteries, les attaques de fourgons blindés, les fusillades en pleine ville en plein milieu de la journée se succèdent ces derniers temps, nous n'en avons jamais parlé. Le système se décompose à une vitesse accélérée. Il est trop tard pour se recycler !

En Ukraine le salaire minimum serait l'un des plus bas d'Europe, environ 700 hryvnias, soit 55€ le double du minimum dans la plupart des provinces chinoises. Le gouvernement chinois n'augmente pas le Smic pour tous les travailleurs chinois d'après ce que j'ai lu, cette mesure ne concernerait que les régions fortement industrialisés ou les grandes villes.

En France notre niveau de vie n'est plus financé par la surexploitation des colonies (et encore !), au moins on n'a pas les esclaves sous le nez, chacun peut s'arranger avec sa conscience ou interpréter l'histoire à sa façon (celle de la lutte des classes depuis 60 ans surtout), en Chine c'est plus difficile, les colonies sont à l'intérieur du pays et les esclaves aussi.

Au Cambodge, le salaire minimum est actuellement de 40 USD par mois.

En Chine, les ouvriers revendiquent et obtiennent des augmentations de salaire de 20 à 40%, en comparaison en France les bureaucrates syndicaux revendiquent 2% ou 3% tout au plus et le gouvernement et le patronat estiment que c'est encore trop, et comme personne n'osera revendiquer davantage, ils auraient tort de se gêner ! Finalement, c'est le gouvernement, le Medef et les dirigeants syndicaux qui déterminent les revendications salariales derrière lesquelles tous les partis s'alignent, et quand on dénonce cette collusion ou consensus, on passe pour des calomnieux ou des gauchistes. 20% d'une misère cela fait toujours une misère, surtout au regard des conditions de travail digne de la fin du XIXe siècle en France ou en Europe.

Renversons le régime, prenons le pouvoir pour nous octroyer des augmentations de salaire qui nous permettront de vivre enfin décemment, pas question de revendiquer dans une autre perspective politique, ce serait subordonner davantage encore les travailleurs au capitalisme...

La part du travail dans le PIB est passé de 56,5% en 1983 à 36,7% en 2005, comparativement en France elle a perdu 10% depuis le milieu des années 70, mais elle est encore supérieure à ce qu'elle était en Chine en 1983, donc si l'on suit le raisonnement de Strauss-Kahn pour lequel la Chine doit servir de modèle au développement à venir du capitalisme mondial, il faudrait en France (et dans l'Union européenne)

réduire les salaires (et les cotisations dites patronales) de 20 à 40% pour que les milliardaires de la planète, qui sont de plus en plus nombreux, continuent de vivre normalement. Mais ce ne serait pas encore suffisant car ces 20% de réduction de salaire seraient supérieure au salaire de l'ouvrier chinois une fois augmenté de 20%, la part de salaire qui nous resterait représenterait encore 6,8, 10 fois le salaire d'un ouvrier chinois.

Ici en Inde à Pondichéry, le Smic est aux alentours de 50 euros par mois pour 48h minimum de travail par semaine, et quand un ouvrier a la chance d'avoir un meilleur salaire, tout ce qu'il perçoit en plus, il le passe dans le crédit de sa petite moto (et l'essence très cher), les frais scolaires et les événements familiaux qui le ruinent littéralement, il dispose de plus de biens d'équipement à la longue, alors qu'hier encore il survivait de peu en travaillant peu très souvent, ses besoins demeuraient élémentaires, il n'était pas spécialement heureux mais il n'était pas particulièrement malheureux, disons qu'il trouvait des compensations agréables à son existence à moitié végétative, il profitait de la vie qui passait dans un état de semi-insouciance à défaut de pouvoir en changer.

J'ai pu constater par moi-même qu'on pouvait très bien survivre de peu car il existait toujours un moyen d'améliorer le quotidien, je ne parle pas des cas d'extrême pauvreté évidemment où la vie est un cauchemar permanent, dorénavant l'ouvrier indien doit impérativement travailler pour satisfaire ses nouveaux besoins, il y consacre tout son temps en l'absence de législation du travail et de droits sociaux, s'il avait encore l'impression que sa vie lui appartenait il y a peu, même s'il n'en faisait pas grand chose, cette époque est définitivement révolue, il n'est plus qu'une machine infernale à produire et à consommer, il a perdu beaucoup de son insouciance, de sa nonchalance et de sa joie de vivre, sa vie n'est plus qu'un enfer.

C'est la triste vie de mes beaux-frères que je viens de décrire ici. J'ai pu constater les importants changements intervenus dans leur mode de vie et dans la perception qu'ils avaient de l'existence au cours des 20 dernières années. Ils sont certes matériellement plus heureux qu'autrefois, mais pour ce qui est de la qualité de la vie, ils sont mille fois plus malheureux, au point qu'ils ne se parlent plus pour ainsi dire et qu'ils ont tous évoqué dernièrement la possibilité de se suicider...

Pour info seulement.

Le Comité de coordination des musulmans turcs de France (CCMTF) appelle à manifester samedi à Paris pour dénoncer l'attaque israélienne contre la flottille pro-palestinienne Free Gaza, à l'instar de plusieurs associations et organisations non gouvernementales. Le rassemblement est prévu à 15 heures sur la place de la Bastille, à l'initiative du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens. Le cortège doit ensuite rejoindre la place de la Concorde.

Les Verts, le Parti de gauche et le Nouveau Parti anticapitaliste, les syndicats FSU et Solidaires ainsi que le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples font partie des signataires de l'appel à manifester. Des rassemblements sont également annoncés samedi après-midi à Toulouse, Lyon ou encore Marseille. (lemonde.fr 04.06)

G20. Ils veulent nous "purger", nous faire rendre eau et sang jusqu'à la dernière goutte !

Purger l'économie européenne sans briser la reprise mondiale. C'est la délicate équation que tente de résoudre ce week-end le G20, à Busan, le grand port sud-coréen.

Pour les ministres des Finances des vingt plus grandes économies du monde, l'assainissement des finances publiques dans la zone euro passe avant la stimulation de la croissance. «*Il y a un courant majoritaire qui veut faire de la consolidation budgétaire la priorité numéro un*», reconnaissait vendredi Christine Lagarde, ministre de l'Économie, à l'issue du dîner à huis clos des grands argentiers de la planète.

Un appel à la rigueur qui a mis sous pression les Européens, priés d'intensifier leurs efforts pour remettre leurs comptes en ordre.

En route pour la Corée du Sud, le ministre allemand, Wolfgang Schäuble, n'a pas manqué de renouveler la pression sur ses partenaires européens en rappelant que «les marchés avaient toujours des doutes quant à savoir si les accords négociés seraient réellement appliqués». Berlin a reçu l'appui du nouveau chancelier de l'Échiquier britannique, George Osborne, qui a appelé les membres de l'eurozone à faire le ménage dans leurs comptes.

Mais, pour sa première sortie internationale, le nouveau chancelier a également rappelé l'importance de soutenir la fragile croissance mondiale pour éviter une rechute. Un appel qui a fait écho au secrétaire d'État américain, Timothy Geithner, qui a plaidé pour des mesures de consolidation budgétaire «compatibles» avec la croissance, prenant ses distances avec le refrain de la -rigueur. Une perche saisie par Christine Lagarde, qui a souligné la nécessité de «ne pas étrangler la croissance», alors que Paris cherche à Washington un allié pour contenir la pression de Berlin.

«*Nous devons favoriser la reprise économique, mais, dans le même temps, nous ne pouvons renoncer à la prudence en matière budgétaire*», a prévenu le ministre indien, Pranab Mukherjee. (lefigaro.fr 04.06)

Voilà qu'un ministre d'un des pays les plus corrompus au monde et endetté jusqu'aux dents donne des conseils aux ministres de l'Économie de l'Union européenne ou des États-Unis ! C'est pour dire à quel niveau ils en sont tous rendus, et qu'ils ne savent pas comment se sortir de

cette crise sans prendre le risque de devoir affronter directement le prolétariat.

La Bourse ou la vie.

Hier le CAC 40 a plongé de 2,86%. Sur l'ensemble de la semaine l'indice parisien affiche un recul de 1,7% ce qui porte ses pertes depuis le début de l'année à plus de 12%.

Londres a perdu 1,63 % et Francfort 1,91 %, Milan 3,79 % et Madrid 3,80 %. L'Euro Stoxx 50 a lâché 3,20 %.

Et l'euro a chuté sous le seuil de 1,20 dollar. (JDF 04.06)

Hongrie.

Le site internet d'informations napi.hu a cité jeudi le vice-président du parti au pouvoir Fidesz, Lajos Kosa, indiquant que le nouveau gouvernement avait trouvé des finances publiques dans un état pire que prévu et qu'il n'y avait ainsi qu'une très faible chance pour le pays d'échapper à un scénario grec en la matière.

Vendredi, Peter Szijjarto, porte-parole de Viktor Orban, a déclaré à propos de ces commentaires: "*C'est le Premier ministre (socialiste) Ferenc Gyurcsany qui a parlé d'un défaut.*"

Selon Peter Szijjart, le nouveau gouvernement hongrois envisage d'ailleurs de prendre des mesures d'ici 72 heures afin d'améliorer l'état des finances publiques du pays, et souhaite également lancer des réformes importantes et réduire la fiscalité pour accroître la compétitivité hongroise.

La banque centrale hongroise a estimé que le déficit budgétaire de la Hongrie pourrait être de 4,5% du produit intérieur brut (PIB) ou 4,3% si le gouvernement gèle les réserves budgétaires restantes. Les analystes anticipent plutôt un déficit de 5%, tandis que des représentants du gouvernement ont évoqué un chiffre supérieur à 7%. (Reuters 04.06)

Le 6 juin

Très vite. J'ai reçu un courriel d'un étudiant, ex-militants de l'AJR et du POI, j'y répondrai demain. Vous trouverez trois contributions qu'un autre camarade m'a adressées. Merci à eux en attendant que d'autres militants les imitent.

Compte-rendu succinct de quelques manifestations en soutien au peuple palestinien.

1- Des milliers d'Israéliens, juifs et arabes ont manifesté samedi soir à **Tel Aviv** à l'appel d'organisations de gauche contre la poursuite de l'occupation des territoires palestiniens, à l'occasion du 43e anniversaire de leur conquête en 1967, selon un journaliste de l'AFP.

Plus de 5.000 manifestants ont défilé dans le calme au centre de Tel Aviv, dénonçant un «gouvernement qui coule Israël, au lieu de naviguer vers la paix», en allusion à l'assaut meurtrier de la marine israélienne contre la flottille d'aide venue briser le blocus israélien de Gaza qui a fait neuf morts civils lundi.

Les orateurs ont appelé à cette occasion à lever le blocus de Gaza et à autoriser les bateaux d'aide internationaux à accoster dans l'enclave palestinienne.

Arborant des drapeaux israéliens et palestiniens, les manifestants ont scandé: «Israël, Palestine, deux Etats pour deux peuples» et «Nous aimons notre pays mais avons honte de son gouvernement». (libération.fr et AFP 05.06)

2- Des milliers de personnes ont défilé samedi à **Istanbul** pour manifester leur colère après la mort de neuf militants pro-palestiniens turcs abattus par des commandos israéliens lors de l'abordage, lundi dans les eaux internationales, d'une flottille transportant de l'aide humanitaire et du matériel destinés à la bande de Gaza.

"Maudit soit Israël !", "Israël, assassin !", scandait la foule, qui exigeait la rupture des relations économiques entre la Turquie et l'Etat juif.

A Istanbul, les manifestants, qui brandissaient des drapeaux palestiniens et turcs, ont demandé que la Turquie boycotte les produits israéliens et invité le gouvernement du Premier ministre, Tayyip Erdogan, à décréter des sanctions contre l'Etat juif. (Reuters 05.06)

3- Des manifestations pro-palestiniennes pour dénoncer l'assaut meurtrier lundi de l'armée israélienne sur une flottille en route pour Gaza a

rassemblé samedi des milliers de personnes dans plusieurs villes de France.

A Paris, quelque 5.000 personnes selon la police, avaient ainsi répondu à l'appel de dizaines d'organisations politiques, syndicales et religieuses.

2.000 personnes à Nice, Mulhouse ou Marseille, Toulouse (300 personnes) et à Montpellier, où les manifestants étaient au nombre de 500 selon la police. Entre un demi-millier et un millier de personnes ont par ailleurs manifesté à Bordeaux. (lefigaro.fr 05.06)

4-D'autres manifestations ont eu lieu en Europe, notamment en Espagne et en Grande-Bretagne et à travers le monde. Obama a annulé sa visite prévue en Indonésie.

G20.

Les gouvernements doivent remettre de l'ordre dans leurs finances publiques pour ramener le calme sur les marchés financiers ébranlés par la crise budgétaire en Europe, ont déclaré les ministres des Finances du G20, les vingt premières puissances économiques mondiales.

Les ministres des Finances du G20 ont par ailleurs enterré les propositions de création d'une taxe bancaire mondiale.

Dans une lettre à ses homologues rendue publique samedi, le secrétaire américain au Trésor, Timothy Geithner, a mis en garde : pour préserver le potentiel de croissance, les autres économies de la planète devront compenser le recul de la consommation des ménages américains, qui consacrent une part croissante de leurs revenus à l'épargne.

"*Dans ce contexte, nous sommes préoccupés par la faiblesse attendue de la demande intérieure en Europe et au Japon*", écrit-il. (Reuters 05.06)

Ils tables sur deux facteurs:

1- Ils basent la croissance sur la consommation, mais avec le chômage de masse et les plans de rigueur mis en place par les différents gouvernements ou les restrictions sur les salaires signées entre le patronat et les syndicats (Allemagne) ou encore l'endettement des ménages, la consommation ne peut que stagner ou décroître entraînant de nouveaux licenciements, et ainsi de suite...

2- Ils appellent les pays comme la Chine ou l'Inde dont la croissance avoisine les 10% ou dépasse 6%, à faciliter le crédit à la consommation, l'endettement de la population comme c'est le cas dans les pays dominants.

Ce qu'ils semblent ignorer, c'est qu'en Inde, dès qu'on a un peu d'argent on le dépose soigneusement à la banque, on achète de l'or, on ne le dépense pas dans des futilités, voilà que je me prends pour un Indien, je le suis à moitié à force, à ceci près que je n'ai pas les moyens d'économiser une roupie ! Même les Indiens qui ont plus d'argent qu'hier continuent de vivre chichement, par habitude, la crainte de manquer du lendemain qui ne s'évapore pas du jour au lendemain ou pour avoir toujours plus d'argent disponible. Certes, ils consomment davantage, mais pas dans les mêmes proportions qu'en France par exemple.

Bref, ils n'ont pas de solution à la crise que de s'attaquer toujours plus au prolétariat qui bénéficie encore d'avantages sociaux, pour le reste, c'est la fuite en avant qui prime, aucun des acteurs ne souhaitant voir remis en cause la place qu'il occupe sur le marché mondial.

La condamnation par la justice de Brice Hortefeux pour injures raciales posent plusieurs questions.

Tout d'abord, ce n'est pas n'importe quelle justice qui l'a condamné mais la sienne. Mais les contradictions du régime qui atteignent les sommets de l'Etat et le parti qui détient le pouvoir, concernent également les juges, Hortefeux peut très bien en faire les frais sans que pour autant cela ne remette en cause l'ordre établi et l'empêche de dormir tranquille.

Que leur justice ait voulu ainsi faire un exemple et montrer qu'elle demeurerait indépendante du pouvoir qu'elle ne s'y serait pas pris autrement, histoire dans un premier temps de faire croire que tous les citoyens seraient égaux devant la justice et bénéficieraient du même traitement, nous verrons plus loin, loin de cette idée reçue, quelle idée le juge avait peut-être derrière la tête en agissant de la sorte ou les implications qui sont liées à sa décision.

Ensuite, on pourrait penser que c'est un sale coup pour Sarkozy qui a toujours témoigné sa confiance à Hortefeux, un de ses plus fidèles et zélés collaborateurs, au point que certains réclament sa démission.

Après, à l'UMP, ils savent parfaitement qu'ils sont minoritaires dans le pays, que la majorité de la population ne peut plus les voir en peinture et qu'ils sont de plus en plus isolés dans leur tour d'ivoire, on pourrait en conclure que le gouvernement étant désespérément en quête de légitimité, l'UMP serait prêt à tous les sacrifices pour y parvenir avant 2012, sans pour autant aller jusqu'à désavouer sa politique liberticide ou lâcher l'un des siens, bien que cela se soit déjà vu dans le passé.

Maintenant, on peut légitimement s'interroger sur les raisons politiques qui ont conduit le juge à condamner Hortefeux, qui s'est empressé de faire appel par la voix de son avocat.

Hortefeux n'est pas n'importe qui, au cours des différentes fonctions ministérielles qu'il a occupées, à de multiples reprises ses décisions ou propos ont fait l'objet de violentes critiques d'une partie de la population et du mouvement ouvrier, cela ne l'a pas empêché de passer d'un ministère à l'autre comme si de rien n'était, mieux, il a même bénéficié de promotions de la part de Sarkozy, ce qui l'a amené à occuper aujourd'hui l'un des ministères clés du gouvernement, celui de l'Intérieur. On pourrait résumer, en disant que jusqu'à présent les vives critiques qui lui étaient adressées, glissaient sur lui sans laisser de traces, elles se sont même traduites par l'effet contraire de celui auquel on pouvait s'attendre.

Le juge a pu estimer, que dans un contexte où le gouvernement doit à la fois gérer la crise du capitalisme et de vives tensions sociales, il n'était pas inutile de rappeler à la population qu'un membre du gouvernement n'était pas au-dessus des lois, qu'il était un justiciable comme un autre, histoire de justifier, sans l'avouer, la dérive liberticide du régime des dernières années qui frappe indistinctement tous ceux qui ont le malheur de tomber sous le coup de la loi devenue arbitraire dans bien des cas, et cela sans recours possible comme dans une dictature, Hortefeux ayant les reins assez solides pour encaisser un coup qui en réalité ne lui était pas forcément destiné, l'ensemble de la population qui conteste la politique du gouvernement étant visée en premier lieu.

Je n'ai pas suivi précisément cette affaire, disons, le juge qui a décidé de condamner Hortefeux sur la base de propos prononcés lors d'une réunion de l'UMP, en présence de militants de son parti, il faut le préciser pour comprendre la portée de la décision du juge, donc des propos qui assurément sont familiers dans la bouche de membres de l'UMP ou qui ne sont pas susceptibles de les choquer en tout cas, qu'un juge s'immisce de fait à l'intérieur de cette réunion, et c'est là que se situe précisément le danger de son intervention, car ce cas faisant jurisprudence, il pourra dans l'avenir agir de même lors d'une réunion de n'importe quel parti politique ou même de groupes d'individus dans lequel une oreille indiscrette se sera glissée, qu'un juge s'octroie ensuite sur la base de ce témoignage le droit de sanctionner l'auteur de propos rapportés susceptibles d'être condamnés par la loi, signifie que dans n'importe quel lieu public ou privé, toute personne pourra être poursuivie par exemple pour atteinte à la sécurité de l'Etat pour avoir fait l'apologie de la terreur, du terrorisme, de la violence envers l'Etat et pourquoi pas, du renversement du régime par une révolution qui sera forcément violente en réponse à la violence déclenchée par la classe dominante pour se maintenir au pouvoir.

On s'aperçoit ici que la décision de ce juge repose sur une loi liberticide et qu'elle ne vise pas forcément celui qui l'aurait enfreinte, et que son intention pouvait très bien être d'une autre nature, politique évidemment, notamment.

Son objectif serait également de créer un climat de psychose et de suspicion généralisée dans la société qu'il ne s'y prendrait pas autrement. Personnellement, et pour les raisons qui viennent d'être invoquées, je ne m'associerai pas aux braillards qui réclament la démission d'Hortefeux.

Comme je l'ai déjà expliqué ailleurs, je ne suis pas pour baillonner les nazillons, comment voulez-vous que les travailleurs les reconnaissent pour ce qu'ils sont si vous les empêchez de s'exprimer avec leurs mots aussi insupportables soient-ils.

J'ai connu une époque, sous de Gaulle précisément, (pour l'histoire, dès son appel du 18 juin, à Londres, il sera entouré de cagouards que l'on retrouvera ensuite dans ses différents cabinets ou gouvernements, pas forcément au rang de ministres, préfets par exemple) où l'on ne pouvait pas sortir dans la rue ou prêter l'oreille à une conversation sans entendre des propos racistes, antisémites ou xénophobes d'une violence inouïe, même chez moi ou lors de réunions familiales on avait le droit à une avalanche de saloperies immondes sur les Arabes ou les Juifs que les jeunes ont peut-être du mal à imaginer aujourd'hui, pour le millièmme de ce qu'on entendait à cette époque, ce juge aurait condamné des millions de travailleurs, et pourtant, de Gaulle qui n'avait pas vraiment pris le pouvoir pour donner l'indépendance aux Algériens a dû s'y résigner, parce que malgré tout une large frange de la population était favorable à l'indépendance de l'Algérie, et personne n'avait contraint la population à adopter cette position, tandis que pendant les années et mêmes les décennies qui allaient suivre le racisme allait continuer d'avoir pignon sur rue et de s'exprimer le plus librement possible, l'un n'empêchant pas l'autre.

Toute atteinte à la liberté d'expression prononcée par ce régime ne peut que se retourner contre le mouvement ouvrier ou le visera un jour ou l'autre, s'il n'est pas directement visé dès le départ, c'est tout ce que je voulais préciser ici.

Ne sortez pas une blague à deux balles sur les Belges, demain vous pourrez être condamné pour xénophobie, cela peut faire sourire. N'oubliez pas non plus que l'histoire du XXe siècles a été marquée par une multitude de chasses aux sorcières, pas seulement contre les communistes, les franc-maçons ou les libres-penseurs, des intellectuels ou des artistes engagés politiquement, les homosexuels, les tziganes et les gens du voyage en général considérés comme des dépravés sexuels, des voleurs de poules ou des pestiférés.

Ce n'est pas en se plaçant sur le même terrain que notre ennemi que nous le vaincrons, qui plus est en réclamant une juste application de la Constitution que nous devons abolir, mais en se plaçant résolument sur notre propre terrain de classe indépendant que nous le vaincrons politiquement.

Que la justice fasse ce qu'elle veut d'Hortefeux, ce n'est pas notre affaire, par contre c'est notre devoir de dénoncer toute atteinte à la liberté d'expression et comment elle s'y prend pour tenter de nous intimider, de nous museler, pour finalement nous condamner à défaut de pouvoir

nous supprimer physiquement, pour le moment...

Nous revendiquons haut et fort les têtes de Louis XVI et de Nicolas II, on ne nous fera pas taire !

Le 7 juin

J'ai rédigé cette causerie à main levée ce matin à partir du premier paragraphe écrit hier, j'ai réécrit entièrement la suite. Je répondrai plus tard au militant qui m'a adressé un courriel hier.

La majorité du prolétariat, les générations qui ont suivi la seconde guerre mondiale et qui approchent de la retraite, c'est comme un enfant gâté depuis sa naissance à qui un jour on enlèverait soudainement ses jouets. Tout d'abord il refuserait de le croire, il n'en comprendrait pas immédiatement ni les raisons ni les conséquences, ensuite, habitué à la passivité ou à se laisser vivre en pensant que les choses ont été ou seront toujours ainsi ou encore que d'autres défendront toujours ses intérêts à sa place sans vouloir le reconnaître ou inconsciemment, il serait incapable de réagir ou de trouver la réaction qui convient à la situation, il ne lui resterait plus qu'à se résigner et subir en silence.

Vous me direz qu'il en a été ainsi de tout temps et que le prolétariat organisé n'a jamais rassemblé qu'une minorité, une minorité qui n'a cessé de fondre au fur et à mesure que les conditions de vie s'amélioraient et qu'elle avait acquis la conviction qu'il n'y avait plus rien à gratter au système, processus qui paradoxalement s'est accéléré depuis que le pouvoir en place s'attaque à remettre en cause tout ce qu'il avait dû concéder précédemment de gré ou de force sur le plan social, sur fond de pessimisme et de désarmement théorique ou politique des masses, le capitalisme s'imposant sur la scène de la lutte des classes internationale.

Cela non plus ce n'est pas nouveau, si au début du XXe siècle on pouvait prédire un bel avenir au socialisme sur le plan théorique, donc en se fondant sur l'analyse du développement du capitalisme et de la lutte des classes qu'en avaient faite Marx et Engels, rien sur le plan pratique avant la révolution russe de 1917 ne permettait de soutenir sérieusement cette hypothèse tant le mouvement ouvrier était déjà gangrené par le réformisme (électorisme, parlementarisme, passage progressif au socialisme, etc.) ; certes le mouvement ouvrier était en expansion partout dans le monde, mais pas forcément orienté dans la bonne direction sur le plan politique, c'est même dans le pays où le capitalisme et la classe ouvrière étaient les plus développés que le mouvement ouvrier sera le plus bourgeois et corrompu, en Grande-Bretagne, quant aux espoirs d'Engels avait fondés dans le développement de la social-démocratie en Allemagne, ils vont rapidement tombés à l'eau, sa direction ayant rallié les thèses révisionnistes du marxisme de Bernstein et Dühring notamment, processus qui sera imité dans pratiquement tous les pays jusqu'à transformer la IIe Internationale en un instrument de collaboration de classes au service du capitalisme mondial et dont les capitulations des 3 et 4 août 1914 signeront l'apothéose, si elles signeront son arrêt de mort en tant qu'instrument du combat de la classe ouvrière pour son émancipation, ses partis survivront jusqu'à nos jours comme instruments politiques au service du capitalisme.

Donc, si la révolution russe de 1917 signifiait que les conditions objectives et subjectives étaient enfin réunies pour que la théorie du socialisme se vérifie sur le plan pratique et historique, c'était loin d'être le cas dans les autres pays où le prolétariat n'avait pas été capable de se doter d'une direction révolutionnaire, or le socialisme ne pouvait se développer qu'à l'échelle mondiale, tout comme le capitalisme avant lui. Ensuite, la dégénérescence de la révolution russe et du parti bolchevik ne seront que le produit de l'impréparation du prolétariat et la faiblesse de son avant-garde dans les pays où le capitalisme était le plus développé, terrain qui favorisera le développement du stalinisme, qui en épousant la théorie du socialisme dans un seul pays adoptera de fait une thèse défendue avant lui par les réformistes, constituera l'antithèse du développement de la révolution (permanente) socialiste internationale.

Une fois ce rappel effectué, je voudrais qu'on m'explique à quel moment la théorie du socialisme élaborée par Marx et Engels, puis mise en pratique par Lénine et Trotsky, aurait été prise en défaut, une fois mis de côté les pronostics qu'ils ont formulés et qui ne se sont pas réalisés du fait qu'il leur était impossible de prévoir les rythmes ou les délais dans lesquels le capitalisme et la lutte de classes allaient se développer au-delà de leur époque, tandis que les analyses qu'ils allaient fournir sur le développement futur et l'orientation du capitalisme allaient s'avérer exactes, chacun a pu le vérifier ces derniers temps avec les derniers soubresauts de la crise du capitalisme.

Le prolétariat et le mouvement ouvrier en France (et dans de nombreux pays) en 2010 sont à peu près dans la même situation qu'ils étaient à la fin du XIXe siècle ou au début du XXe, l'espoir dans le socialisme en moins. Cependant ce serait un peu léger de s'arrêter à ce constat qui pourrait décourager plus d'un militant, car à l'opposé l'espoir dans le capitalisme éternel et progressiste a sérieusement du plomb dans l'aile si je puis dire, ce qui ne peut qu'inviter chaque militant et travailleur à réfléchir à nouveau sur le cours de la lutte des classes au XXe siècle, et particulièrement sur le socialisme que les uns et les autres ont abandonné en cours de route ou dont ils se sont détournés en lui imputant à tort d'avoir produit la situation actuelle pour n'avoir jamais maîtrisé l'essence du marxisme.

Si la critique est aisée, l'art est difficile, disait je ne sais plus qui. Nous devons avoir conscience que nous sommes face à un énorme défi et que nous avons échoué jusqu'à présent à le mener à bien en toute modestie. Inutile de chercher les coupables dans nos rangs, cette question sera tranchée par la lutte de classe.

Il faut trouver là où nous avons péché par excès d'optimisme ou au contraire nous avons sous-estimé certains facteurs, au-delà des

arguments habituels qui ne nous font pas avancer d'un millimètre, je pense évidemment au stalinisme, avant lui le mouvement ouvrier était déjà gangrené par le réformisme, il faut parvenir à déterminer avec précision pourquoi nous avons été incapables de construire le parti au cours des sept décennies précédentes, quelles erreurs nous avons commises dans la lecture des enseignements du marxisme, quelles corrections il faut apporter à notre analyse de la situation et à notre stratégie pour enfin avancer dans la bonne direction. Comment doit se combiner le combat pour la défense de nos droits ou acquis sociaux avec le combat pour abattre le capitalisme et les institutions auquel il doit être subordonné, au lieu que l'un se réalise au détriment de l'autre comme ce fut toujours le cas dans le passé jusqu'à nos jours ? Comment interpréter et adapter au plus juste les enseignements du marxisme et de la révolution russe de 1917, du léninisme, en tenant compte des transformations qu'a connu la société au cours des 60 dernières années ? Aussi longtemps qu'on se refusera à faire honnêtement ce travail, on n'avancera pas, c'est mon intime conviction.

A ceux qui prétendraient avoir déjà accompli ce travail, nous les invitons à le reprendre de fond en comble pour vérifier encore une fois que les conclusions auxquelles ils étaient parvenues sont toujours valables, car apparemment il y a un problème quelque part. En dernière analyse, nos dirigeants nous disent ceci : nous sommes face à une situation difficile, compliquée, à des problèmes complexes, à des obstacles à l'heure actuelle insurmontables, comme si le cours des choses donnait raison finalement à une conception fataliste de l'existence derrière laquelle il faudrait se retrancher sans l'avouer ouvertement, et qu'il faille de défaites en retraites battre toujours en arrière au lieu de maintenir le cap vers l'objectif que l'on s'était fixé, en estimant que la défensive nous permettrait d'échapper au péril qui nous attend, comme le renard tapit dans sa tanière qui attendrait tranquillement sa dernière heure en espérant encore secrètement sauver sa peau, face à une meute prête à l'égorger qui ne lui laissera aucune chance, quel leurre !

Si le sursaut salutaire qui nous remettra dans la bonne direction n'a pas encore eu lieu, c'est que le prolétariat (et la petite-bourgeoisie) et le mouvement ouvrier ne sont pas encore acculés le dos au mur, ils disposent encore de réserves qui leur permettent d'accepter la situation telle qu'elle est, ce n'est pas le cas de toutes couches du prolétariat évidemment.

Les grands discours qui ne partent pas de la situation telle qu'elle est parce qu'on se refuse à la regarder en face ne peuvent que laisser indifférents ou perplexes travailleurs et militants. On ne peut pas analyser et comprendre la situation en se bornant à prendre en considération uniquement les facteurs propres à la lutte des classes sur un plan strictement politique, non seulement parce que les travailleurs ne pensent pas forcément en ces termes, mais parce que c'est la totalité des facteurs qui constituent les rapports entre les classes au sein de la société qui déterminent la manière de chacun d'appréhender à la fois sa propre situation ou position à l'intérieur de ces rapports, et le société en tant que telle dans son ensemble, donc son évolution qui nous inspire confiance ou défiance, voire crainte ou désespoir, qui détermine en dernier lieu qu'on supporte passivement le sort qu'elle nous a réservé ou que l'on s'engage pour la changer.

En conclusion, c'est en partant des besoins et des aspirations légitimes du prolétariat qu'il ne pourra jamais satisfaire temps qu'il n'aura pas avancé sur le chemin de son émancipation que l'on renouera également avec le socialisme, qu'il soit conscient ou non de ces besoins ou aspirations, qu'ils lui viennent spontanément ou non à l'esprit, ne changeant rien au fait que chacun aspire naturellement à davantage de liberté et de bien-être, il faut simplement -si je puis dire, l'aider à les exprimer au lieu de s'en interdire. Il faut avoir conscience également qu'un grand nombre de travailleurs et de militants pensent à tort qu'ils doivent au capitalisme l'amélioration de leurs conditions d'existence, alors qu'elle n'est que le produit de la lutte de classe des générations précédentes, qui hélas n'a pas été menée à son terme ou a été détournée de son objectif final qui était d'abattre le capitalisme.

L'illusion ou la théorie qui a germé dans leurs têtes, qu'il serait possible de passer progressivement et tranquillement du capitalisme au socialisme ou que le capitalisme, sous lequel tant de réformes ont vu le jour en un siècle, serait par nature progressiste et assurerait leur bien-être et celles des générations à venir indéfiniment, est en train de s'évaporer sous les coups de la crise actuelle. On peut donc en déduire que des milliers de travailleurs ou militants cherchent la voie de leur salut (ou celui de leur classe, c'est mieux pour des militants) ailleurs que dans le capitalisme ou les théories qui se réclament frauduleusement du socialisme, qu'ils sont aptes à saisir un discours révolutionnaire pour peu qu'on soit capable de se mettre à leur portée, de ne pas agir en vulgaire dogmatique, qu'on ait la patience de les écouter, qu'on ne les aborde pas avec nos oeillères de militant bourré d'idées préconçues ou de recettes prêtes à l'emploi.

La politique est un art assurément, alors soyons des artistes qui façonneront le monde de demain ! Mais en attendant ayons l'intelligence, la modestie et la délicatesse de prendre les choses et le monde telles qu'ils se présentent à nous au lieu de prendre (inconsciemment) nos désirs pour la réalité, faisant preuve d'impatience, pour finalement adhérer à des théories éculées toutes plus foireuses les unes que les autres et qui ont été maintes fois réfutées par les faits ou à des formations politiques qui sont le plus souvent les caricatures grotesques de celles dont nous nous sommes détournés en croyant trouver notre bonheur ; répétons-le encore une fois, ceux qui s'imagineraient qu'il pourrait exister un parti parfait avec des dirigeants parfaits se mettent le doigt dans l'oeil, peut-être trouveront-ils ainsi provisoirement satisfaction à entretenir cette chimère, jusqu'au jour où la réalité les rattrapera à force de vouloir la fuir, car personne n'y échappe, ainsi va la vie, non ? (A suivre)

Quelques infos en bref.

Sondages, suite.

La cote de confiance de Nicolas Sarkozy enregistre un recul dans le baromètre mensuel réalisé par l'institut CSA et publié ce dimanche par Le Parisien/Aujourd'hui en France, avec 34% des personnes interrogées déclarant lui faire confiance, le président français perd trois points. (Reuters 06.06)

A défaut de mieux comme bonne nouvelle et pour être de bonne humeur en ce début de semaine, on suivra comment ils vont s'y prendre pour le faire grimper à 50% et si possible plus haut.

Aux Pays-Bas aussi les "caisses sont vides !

Le prochain gouvernement néerlandais, quelle que soit sa couleur politique, engagera un programme d'austérité budgétaire susceptible de dégager au moins 10 milliards d'euros d'économies annuelles.

Les dépenses de santé, les aides au logement, les allocations chômage et le système de retraite seront tous concernés, selon les programmes des partis politiques en vue des élections législatives de mercredi prochain.

Le déficit budgétaire du pays et son endettement sont inférieurs aux statistiques moyennes de la zone euro, et la Commission européenne prévoit pour 2011 un déficit budgétaire à 5,1% du PIB et un endettement représentant 69,6% du PIB.

La percée des libéraux tient à une forme de consensus social sur la nécessité de réduire les dépenses publiques.

"L'électeur voit bien qu'après la crise financière, nous sommes passés à une 'crise pays' et que, dans la plupart des pays, y compris aux Pays-Bas, les caisses sont vides. Il voit bien qu'on dépense plus que ce que l'on gagne et il réalise que ce n'est pas possible, pas plus dans un ménage qu'à l'échelle d'un pays", explique Frans Weekers, spécialiste des questions financières au Parti libéral, dans une interview accordée la semaine passée à l'agence Reuters.

Dans leurs programmes, les partis politiques proposent des réductions de la dépense publique allant de 10 milliards d'euros par an (Parti travailliste) à 20 milliards d'euros (Libéraux) d'ici 2015, terme de la prochaine législature.

La plupart des formations politiques proposent aussi une réduction des prestations sociales. Le relèvement de l'âge légal de la retraite (de 65 à 66 ou 67 ans) figure également sur la plupart des programmes.

Tous les partis proposent enfin de réduire les aides directes ou indirectes au logement (via une hausse des loyers dans le logement social ou une limitation des déductions fiscales sur le paiement d'intérêts liés à des crédits immobiliers).

"Nous sommes très attachés à l'euro. Il représente nos retraites, toutes les richesses que nous détenons aux Pays-Bas. Il est donc de la plus haute importance d'avoir un euro fort", a dit cette semaine le chef de file travailliste, Job Cohen. (Reuters 06.06)

Ah ben si tous les partis proposent la même politique antisociale, c'est qu'ils figurent bien tous dans le même camp : celui de la réaction ! Le mouvement ouvrier néerlandais est aussi arriéré ou gangrené que dans le reste de l'Union européenne.

Le 8 juin

Je n'ai plus le temps de causer, ma réponse au camarade demain, je l'ai rédigé, j'y ai passé plus de 4 heures, je finaliserai ce soir si je trouve enfin le temps. Merci aux camarades qui m'ont envoyé des mails et des documents, continuez, soyez plus nombreux à intervenir, bonne journée à tous. Au camarade étudiant, le nom et l'adresse qui figurent dans le site sont bien les miens, pour tout envoi de chèque, collez bien l'enveloppe et insérez votre chèque dans une feuille de papier pour qu'il ne soit pas visible par transparence.

Parmi les derniers courriels et documents reçus, un communiqué instructif de l'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités Solidaires daté du 7 juin.

On peut y lire à propos du projet de contre-réforme des retraites du gouvernement que celui-ci "*répond en grande partie aux revendications du grand patronat*", alors qu'il reprend à la lettre les besoins exprimés par le Medef, sans toutefois pour le moment aller aussi loin que le souhaitait Parisot. En quoi le projet du gouvernement répondrait "*en partie*" aux intérêts des travailleurs, c'est ce que ce communiqué suggère, on se le demande.

Ensuite, à propos de l'Union européenne : "*Après avoir favorisé fiscalement pendant des années les multinationales*", depuis le traité de Rome en réalité, passons. Puis : "*après avoir avancé des milliards d'euros et de dollars pour sauver les banques*", vous voilà bien modestes, en fait plus de 400 milliards d'euros, dont rien ne dit que les banquiers les rendront un jour à l'Etat c'est la première remarque, ensuite cet argent leur a servi à spéculer, ce qui est bien précisé dans ce communiqué, par contre ils ont oublié de mentionner qu'une partie de cette somme colossale a servi aux patrons pour régler des plans massifs de licenciements.

S'agissant des déficits publics des Etats, voilà qu'ils reprochent pour ainsi dire à l'UE de ne pas avoir pris des mesures plus tôt lorsqu'ils

écrivent : "*En Europe, les gouvernements (...), il y a peu, étaient laxistes sur cette question*", Solidaires le regretterait-il, regretterait-il qu'ils s'attaquent maintenant à cette question, à moins qu'ils estiment regrettable que les Etats ne continuent pas à s'endetter indéfiniment pour que certaines couches de la population puissent continuer à vivre tranquillement comme avant, ils précisent lesquels, "*les fonctionnaires et les agents publics, les retraités*" ? C'est vrai qu'on était encore tellement heureux il y a quelques années...

Il termine ainsi "*Les coups d'arrêts qui pourront être portés dans chaque pays aux opérations destructrices de ces solidarités seront autant d'actes de résistance et de reconquête*", et l'on cherchera en vain une condamnation de l'Union européenne.

Il y un an ou plus un militant du NPA voulait me convaincre que la priorité n'était pas ou plus de construire un parti mais de construire je ne sais pas quoi au niveau européen... Je lui avais répondu que c'était une façon de ne pas s'attaquer à la question de la construction du parti, de la contourner pour se lancer dans une aventure sans lendemain. Aujourd'hui, ce sont les dirigeants syndicaux qui expliquent qu'il serait impossible dorénavant de lutter efficacement contre les capitalistes dans un seul pays et qu'il faudrait axer notre combat sur le plan européen... pour finalement ne pas les combattre du tout ! Diluer à l'infini la lutte de classe jusqu'à temps qu'elle s'assèche ou la mener dans une impasse, merci on connaît avec ceux qui voulaient nous balader à Bruxelles ou Washington depuis des décennies... en oubliant de passer par Paris !

La ligne politique du NPA conforme à celle de la LCR.

1- Retraite : le NPA en campagne du 28 mai :

"*Il s'agit maintenant de passer des débats à la mobilisation*", il serait temps !

Vous allez voir ce que vous allez voir : "*Nous préparons activement les manifestations du 27 mai et les prochaines initiatives de juin*", autrement dit le NPA s'aligne sur le calendrier établi par les appareils, mais il n'a jamais répondu à la proposition du POI d'appeler à une marche unitaire sur Paris pour exiger le retrait du projet du gouvernement.

2- L'arnaque du 2 juin :

Le gouvernement bavarde sur l'emploi des seniors, mais n'évoque aucune mesure concrète.

3- Dans un article du 7 juin :

"*Partout en Europe, aux capitalistes de payer leurs dettes !*", on comprend bien qu'il s'agit de leur payer leurs dettes, mais qui va les y forcer ou plutôt les inviter poliment à bien vouloir ouvrir leurs coffres-forts, les gouvernements qui sont à leur solde ?

L'impuissance ou une impasse politique voilà où conduit cette orientation politique.

Ne faudrait-il pas déclarer plutôt : on se bat pour prendre le pouvoir afin de les exproprier pour récupérer jusqu'au dernier centime ce qu'ils nous ont extorqué ? Quel parti est sur cette ligne aujourd'hui ? Aucun ! Messieurs les banquiers ne craignent rien, nos révolutionnaires et autres anticapitalistes petits-bourgeois ne vous veulent aucun mal, dormez tranquilles !

J'ai relevé dans l'interview que Schivardi a donné au journal *La Dépêche* le 3 juin 2010 :

"*Claire Chazal a tenté de me faire passer pour un homme d'extrême gauche, un trotskiste, alors que je suis un vrai républicain. Même après ma mort je continuerai à avoir du ressentiment contre elle*". Le trotskisme lui donne la nausée ou pire encore, au point que même une fois mort il veillera à ce qu'on ne lui balance pas cette caractérisation qui apparemment a valeur d'insulte à ses yeux, les militants du courant communiste internationaliste du POI apprécieront sans doute.

Et ne rigolez pas, Schivardi a affirmé à propos de l'effectif du POI « *nous serons 15 000 d'ici 2 012* »... figurants ou militants, en oubliant de décompter les morts ou les démissionnaires ? Passons, c'est franchement pitoyable. Je mets en ligne le commentaire du camarade qui m'a adressé cet article de *La Dépêche*.

Pour 2012, sauf événement exceptionnel, j'appellerai au boycott des élections compte tenu qu'il est dorénavant impossible d'utiliser les institutions à d'autres fins que soutenir le régime, par ailleurs, le déroulement de la campagne officielle et la propagande médiatique au service des partis institutionnels rendent quasiment inaudible ou impossible l'expression d'un parti politique indépendant des institutions, quand ses interventions ne sont pas carrément censurées.

On se demandera en quoi la participation aux institutions constitueraient encore pour un parti une tribune pour faire connaître son programme ou dénoncer la politique réactionnaire du gouvernement, cette époque est révolue, il existe d'autres moyens plus efficaces, Internet par exemple ou la diffusion à l'entrée des boîtes ou sur les marchés.

Au sein de la population parmi les différentes couches sociales quelles sont celles qui soutiennent encore Sarkozy ?

Selon un sondage réalisé par l'institut CSA pour l'Association des journalistes de l'information sociale (AJIS) dévoilé vendredi 4 juin lors de leurs nouvelles "Rencontres du social", près des deux tiers des Français jugent négative l'action du président de la République depuis trois ans. Il n'y a que pour les 65-74 ans que la satisfaction l'emporte sur la déception. Et pour les militants UMP, cela va sans dire. (lefigaro.fr 07.06)

J'avais pris l'habitude de dire autrefois en me basant sur un simple constat dans mon entourage qui est peut-être contestable, mais que ce sondage confirme à sa façon, que les vieux étaient en majorité des réactionnaires, les uns ayant profité des améliorations de leurs conditions d'existence par rapport aux générations précédentes sans se poser de question ou avoir cessé rapidement de s'en poser ou encore sans avoir jamais participé à une grève ou une manifestation, les autres traumatisés par la guerre vouant un culte sans borne et demeurés fidèles à leur "sauveur suprême" installé tranquillement à Londres... Mais les générations passent, il ne faut donc pas généraliser.

Heuliez, suite.

Un investisseur, Charles Mircher, déclare avoir officiellement remis lundi un plan de sauvetage de l'équipementier automobile Heuliez, qui a été replacé en mai en redressement judiciaire, rapporte le quotidien *La Tribune* dans son édition de mardi.

L'investisseur, qui intervient à travers sa holding d'investissement Xul, assure être "*devenu le premier actionnaire*" d'Heuliez, en reprenant les parts du groupe Bernard Krief Consulting (BKC), ajoute *La Tribune*. (Reuters 07.06)

Les Etats de la zone euro auraient-ils perdu leur souveraineté ?

Réponse en trois temps:

1- Quelques heures après avoir finalisé le fonds de sauvetage de l'euro, le président de l'Union européenne Herman Van Rompuy a annoncé ce lundi soir que les ministres européens des Finances ont accepté que la Commission européenne examine leurs budgets nationaux.

2- Le journaliste poursuit : Quoi qu'il en soit, cet accord va permettre à l'Europe de s'inventer une nouvelle discipline budgétaire.

3- Et plus loin il précise que : les ministres européens des Finances se sont également mis d'accord lundi soir pour créer de nouvelles sanctions contre les pays trop endettés, afin de renforcer le Pacte de stabilité. (...) Ces sanctions, qui restent à définir, pourraient être décidées si un pays n'a pas tenu compte de mises en garde de ses partenaires sur la dérive de ses comptes publics, ou si le niveau global de sa dette gonfle trop vite. (*Journal des Finances* (07.06))

Autrement dit, si on lit la dernière phrase en tenant compte de ce qui précède : la Commission européenne examinera les budgets nationaux **a posteriori** puisqu'elle ne pourra pas empêcher que "*le niveau global de (la) dette (d'un Etat) gonfle trop vite*", sachant qu'elle était parfaitement au courant du niveau de la dette grecque, rien de changé sur le fond.

C'est uniquement un moyen d'accroître la pression sur les différents gouvernements pour qu'ils se plient à la volonté des marchés.

Quand les maîtres du monde se réunissent.

La réunion 2010 du Groupe de Bilderberg aura lieu du 3 au 6 juin à Sitges, une petite station balnéaire à 30 km au sud de Barcelone, dans un palace 5 étoiles avec golf, isolé de la zone touristique, l'hôtel Dolce Sitges.

Comme d'habitude, l'hôtel a été intégralement réservé par les Bilderbergers et sera vidé de ses autres clients avant la réunion, protégée par 2000 policiers, militaires et agents des services secrets. (Pour l'anecdote, Sitges est une station balnéaire gay, très fréquentée par les homos de Barcelone).

En 2009, la réunion avait lieu en Grèce, un pays qui a plongé financièrement dans les mois qui ont suivi. La réunion du Bilderberg sera-t-elle aussi un "baiser de la mort" pour l'Espagne, après la récente dégradation de la note de sa dette?...

D'après les sources internes de Jim Tucker (qui enquête depuis près de 30 ans sur le Bilderberg), les objectifs qui seront débattus par les Bilderbergers sont : 1- Faire chuter le niveau de vie des Européens et des Américains au niveau des pays du tiers-monde ; 2- Prolonger la récession au moins jusqu'en 2011 ; 3- Augmenter les impôts sur le revenu aux Etats-Unis et en Europe, à la fois pour faire baisser les niveaux de vie et pour que les citoyens payent au final la facture de la "crise financière" ; 4- Finir de privatiser les services.

La précédente réunion du Bilderberg en Espagne avait eu lieu en 1989, sur l'île de la Toja, une presqu'île proche de St Jacques de Compostelle.

Liste des invités.

Une liste des invités a commencé à se dupliquer sur le web mais il s'agit de la liste du Bilderberg 2009 en Grèce. Cette liste est immédiatement reconnaissable par le grand nombre de banquiers grecs parmi les invités. Mais des dizaines de sites ont dupliqué la fausse liste sans rien remarquer et sans rien vérifier, comme d'habitude.

La liste 2010 n'est pas encore connue, à l'exception d'une dizaine de personnalités: Marcus Agius, président de la banque Barclays, membre du conseil d'administration de la BBC (marié avec la fille d'Edmund Leopold de Rothschild), Joseph Ackermann, président de la Deutsche Bank, General Jack Keane, ex vice chef d'état major de l'armée américaine, administrateur du conglomérat d'armement General Dynamics, Juan Luis Cebrián, président et co-fondateur du quotidien espagnol El País, membre du conseil d'administration du journal Le Monde, Richard Holbrooke: envoyé spécial de Barack Obama en Afghanistan et au Pakistan, Gustavo A Cisneros Rendiles, magnat des médias au Venezuela, l'un des hommes les plus riches du monde, Victor Halberstadt, professeur d'économie à l'université de Leiden (Allemagne), conseiller international de Goldman Sachs, président de l'International Institute of Public Finance, Roger Altman, président et fondateur d'Evercore Partners, l'un des fonds d'investissement les plus actifs dans le monde, Joaquín Almunia, vice-président de la Commission européenne, commissaire européen à la concurrence (précédemment commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires), ex ministre socialiste du travail en Espagne dans le gouvernement de Felipe González, W. Edmund Clark, président de TD Bank Financial Group, Jan H.M. Hommen, président de la banque ING Group, Jyrki Katainen, ministre des finances de Finlande. (source : un internaute sur le site du Figaro.fr le 7 juin, suite à l'article *Regain de tension entre les banques*) Lire aussi les articles du Réseau Voltaire sur le même sujet.

Allemagne.

Le gouvernement allemand a finalisé un programme visant à économiser 80 milliards d'euros d'ici 2014, a annoncé lundi la chancelière Angela Merkel.

Et les prestations sociales seront les premières touchées : l'allocation parentale, qui a pour but de permettre aux parents qui travaillent de rester à la maison, va être réduite pour les hauts salaires et supprimée pour les RMI-stes allemands. Cela devra permettre 500 millions d'économies annuelles. Les fonctionnaires seront 15.000 de moins, et les allocations chômage vont être revues à la baisse, dans le but de pousser les sans-emploi à retrouver du travail.

Le ministre de la Défense doit étudier d'ici l'automne un plan de réduction des effectifs de 40 000 soldats, qui ferait passer l'armée allemande à 210 000 hommes. Le service militaire pourrait lui aussi, par mesure d'économie, disparaître. Mais dans un pays en crise démographique, une autre réforme douloureuse est désormais inévitable : la réforme drastique, très décriée, de l'assurance sociale. «*C'est un travail d'Hercule*», a prévenu Guido Westerwelle, alors que manquent encore 2 milliards par an dans les caisses. (lefigaro.fr 07.06)

Roumanie.

Environ 500 personnes ont manifesté devant le Parlement en Roumanie pour protester contre la cure d'austérité préparée par le gouvernement qui réduiraient les salaires des fonctionnaires d'un quart et les retraites de 15%.

Le gouvernement estime que 125.000 emplois dans le secteur public doivent être supprimés en 2011 pour soulager le budget de l'Etat alors que le pays connaît une récession. La Roumanie compte 1,3 million de fonctionnaires.

Le Premier ministre Emil Boc a précisé que ces mesures, qu'il doit présenter aux députés, sont nécessaires pour permettre au pays de recevoir la prochaine tranche d'un prêt du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Union européenne. (AP 07.06)

Inde.

Sept anciens cadres de l'usine de pesticides Union Carbide à Bhopal ont été condamnés à deux ans de prison et à une amende de 100.000 roupies chacun (1.771 euros) lundi, plus de 25 ans après la fuite toxique qui a fait environ 15.000 morts dans cette ville du centre de l'Inde. Ils ont été reconnus coupables de "négligence fatale" dans ce qui reste la pire catastrophe de l'histoire industrielle.

Le 3 décembre 1984, l'usine de pesticides de Union Carbide avait lâché environ 40 tonnes de gaz meurtrier dans l'atmosphère, tuant 4.000 personnes dans les premières heures. Mais le bilan a doublé au bout de quelques jours et encore presque doublé après quelques années, pour s'élever finalement à environ 15.000 morts, selon le gouvernement, presque le double, selon des militants locaux. Ces derniers affirment que le site, fermé après l'accident, n'a pas été nettoyé et reste dangereux pour les bidonvilles installés tout près. (AP 07.06)

Le 9 juin

Pas le temps de causer et il n'y a pas de courant, je reporte à demain ma réponse au camarade étudiant, il m'en excusera.

La véritable nature de classe du Parti de Gauche : derrière Strauss-Kahn !

Lors d'une rencontre hier entre Jean-Luc Mélenchon et Cécile Duflot, Mélenchon a dit que la candidature de Dominique Strauss-Kahn pour le PS, à la présidentielle rendrait «*extrêmement compliqué le rassemblement de la gauche*» au deuxième tour. Duflot juge pour sa part que la candidature de DSK lui «*chiffonnerait le nez*» car il «*assume une politique libérale et préconise une rigueur insupportable*».

Or, mardi, de son côté, Daniel Cohn-Bendit a indiqué sur LCI qu'il n'était «*pas du tout d'accord avec Cécile Duflot*». «*Moi, je crois qu'il y a deux possibilités pour le Parti socialiste : ou Dominique Strauss-Kahn ou Martine Aubry, les deux ont leur légitimité*», a-t-il dit. (lefigaro.fr 08.06)

"*extrêmement compliqué*" ou "*insupportable*" ne veut pas dire impossible, ils ne l'ont pas dit. Mélenchon a donc laissé la porte ouverte à un accord avec le PS, même en présence du candidature du FMI. Bravo monsieur Mélenchon, vous nous facilitez la tâche, on ne peut tomber plus bas.

Retraites.

1- Le gouvernement dévoilera le 15 juin prochain ses propositions sur la réforme des retraites, a annoncé mardi Jean-François Copé, le président du groupe UMP à l'Assemblée nationale. (Reuters 08.06)

2- Relèvement du taux de cotisation des fonctionnaires, FO ne dirait pas non.

«*C'est un sujet sur lequel le gouvernement avait très envie de bouger*», précise Force Ouvrière (FO). Le troisième syndicat de la fonction publique n'était «*pas complètement fermé*» mais «*ce qui ne va pas c'est que le gouvernement nous a dit qu'il ne compenserait pas la perte des rémunérations*», souligne Anne Baltazar. Au final c'est «*une baisse du salaire des fonctionnaires qui s'annonce*», poursuit-elle. (lefigaro.fr 08.06)

Nous ne doutons pas un seul instant que la prochaine résolution de la direction confédérale de FO sera encore votée à l'unanimité avec les voix des bureaucrates du POI.

3- Précision d'un internaute.

Ce gouvernement ment par omission ! Un fonctionnaire cotise effectivement à 7,85% et le privé à 10,55% (dont 0,10% de sur-cotisation temporaire). Mais ces deux chiffres ne recouvrent pas la même réalité.

Un salarié du privé en maladie ou au chômage ne cotise pas pour la retraite mais ces périodes "*indemnisées*" lui donnent quand même des trimestres. Un fonctionnaire sans emploi n'est pas payé mais n'est pas considéré comme étant en chômage : il est en disponibilité et ces périodes ne lui donnent aucun trimestres. En maladie, il continue de percevoir un salaire plus ou moins diminué selon la durée de la maladie. Comme c'est un salaire, il continue à cotiser 7,85% pour la retraite.

Conclusion : pendant ses 41 ans de carrière, quelque soit sa situation le fonctionnaire cotise 7,85%, alors que dans le salarié du privé cotise 10,55% seulement sur les périodes où il perçoit un salaire, toutes les autres périodes génèrent des trimestres gratuits. La différence entre les deux taux de cotisation s'explique par cette "*assurance*" que se paient les salariés du privé pour financer les accidents au cours de la carrière (chômage/maladie). Vouloir aligner les taux du public et du privé au titre de "*l'équité*" relèvent clairement de la duperie.

Stigmatisation, acharnement, haine farouche contre ceux qui ont l'audace de se rebeller contre l'Etat.

Le président du groupe Union Centriste du Sénat, Nicolas About, a déposé mardi une proposition de loi visant à créer «*un délit de polygamie, d'incitation à la polygamie, avec circonstances aggravantes pour fraude aux aides sociales*».

Du sur-mesure pour le cas Lies Hebbadj, l'homme soupçonné de polygamie par le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux après que sa compagne a été verbalisée pour conduite avec un niqab, et en garde à vue depuis hier lundi à Nantes.

Si le droit français n'a jamais autorisé le mariage avec plusieurs femmes, avant 1993 un arrêt du Conseil d'Etat permettait le regroupement familial pour les ménages polygames. Les lois Pasqua de 1993 ont mis fin à cette jurisprudence en instituant la «*décohabitation*» : pour être en règle, les épouses secondaires doivent donc divorcer et quitter le foyer.

Une étude de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) parue en 2006 estime en effet qu'il y aurait entre 16 000 et 20 000 familles polygames résidant en France, en situation régulière ou non, soit environ 180 000 personnes (0,28% de la population française) . (libération.fr 08.06)

Mon épouse handicapée, qui est de nationalité française et qui est très souvent absente pendant de longs mois pour raison de santé, m'a proposé à de multiples reprises de prendre une seconde femme (en Inde cela n'a rien de choquant) ou au minimum une maîtresse (c'est plus rare), elle m'a incité à la polygamie, sera-t-elle poursuivie demain par leur justice infâme ? Si en plus je devais m'occuper d'une seconde épouse, je ne saurais plus où j'ai la tête, de toutes manières je n'aurais pas les moyens de l'entretenir et ce serait une souce d'emmerdement en plus, mais bon, je pourrais toujours la faire trimer, je plaisante sur ce dernier point, ce qui précède est vrai par contre.

Quand l'âge d'or du capitalisme coïncide avec sa chute.

Nouveau record pour l'or. L'inquiétude persistante sur les marchés financiers fait monter le cours du précieux métal doré qui s'est établi à 1251,97 dollars l'once dans la matinée. Un niveau jamais atteint jusqu'à présent.

En tout, depuis la faillite de Lehman Brothers en octobre 2008 et l'inquiétude qui a suivi, le cours de l'or s'est envolé de 73%. (Lefigaro.fr 08.06)

Heuliez, suite.

Trois offres de reprise de l'équipementier automobile Heuliez, qui lutte pour sa survie, ont été déposées lundi au tribunal de commerce de Niort, a annoncé mardi le ministre de l'Industrie, Christian Estrosi. (Reuters 08.06)

La banalisation des travailleurs pauvres.

Le nombre de foyers allocataires du Revenu de solidarité active (RSA) s'établissait fin mars à plus de 1,7 million, dont plus de 1,3 million qui touchent le "RSA socle" c'est-à-dire l'équivalent de l'ancien RMI ou de l'Allocation de parent isolé (API) sans revenu d'activité complémentaire, selon la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF). (AP 08.06)

Hongrie.

Le Premier ministre hongrois a présenté un plan de rigueur qui prévoit d'importantes réductions des dépenses publiques, une révision du système fiscal et une interdiction des prêts immobiliers en devises étrangères.

Parmi les mesures phares décidées par le gouvernement, un prélèvement fixe sur le revenu des ménages de 16% sera mis en place sur les deux prochaines années.

Le gouvernement va tailler dans les dépenses de l'Etat, notamment grâce à un gel des salaires des fonctionnaires qui devrait permettre 15% d'économies sur ce poste. (Reuters 08.06)

Bolivie.

Le président bolivien Evo Morales a été réélu à la tête du principal syndicat des cultivateurs de coca du pays, un mandat qu'il détient depuis plus de 20 ans.

Il a été investi lundi soir comme président des Six fédérations du Tropique de Cochabamba, syndicat qui représente plus de 40.000 cultivateurs. La feuille de coca est utilisée pour fabriquer la cocaïne mais également de manière plus traditionnelle dans les Andes, où elle est mâchée, infusée dans du thé ou employée dans des cérémonies religieuses. (AP 08.06)

Il devait être complètement défoncé quand il avait fait un amalgame entre les mangeurs de poulet aux hormones féminines et l'homosexualité ! Le "*socialisme du XXIe siècle*" à la Morales : les paradis artificiels (de Baudelaire) !

Le 10 juin

Je reporte à nouveau ma réponse au camarade étudiant, on a eu un bon coup de vent hier après-midi plus de la pluie, j'en ai pour plus de trois heures à tout nettoyer et faire quelques réparations de fortune, la galère ! Il est déjà 12h30, j'ai commencé à bosser à 7h pile, je ne suis pas lavé, je n'ai rien de prêt pour déjeuner, je dois aller faire des courses, etc.

Depuis plusieurs jours je ne relis plus ce que j'écris, pas le temps. Plus loin vous lirez un extrait d'un article de L'Express où il est écrit "*Le NPA, quelque soit les conditions*", il fallait écrire quelles que soient les conditions, quel... que s'écrit en deux mots devant un pronom ou un verbe. Cela pour dire qu'à force de tomber sur ce genre de fautes on finit par ne plus savoir écrire, surtout qu'on n'imagine pas que la presse nationale soit tombée si bas, par souci d'économies sans doute.

J'ai regardé hier soir sur TV5Monde Asie un numéro de l'émission *Un oeil sur la planète* consacré à la Chine. J'ai appris que Lafarge livrait aux entreprises chinoises plus de ciment que n'en consomme la France entière. Aujourd'hui les besoins de la Chine représentent déjà 50% de la consommation mondiale de ciment.

Lors de cette émission ils ont égréné la liste pratiquement sans fin des marchandises produites en Chine où elle est déjà le leader mondial, impressionnant ! On a pu voir le train à grande vitesse, l'avion long courrier ou la première centrale nucléaire made in China.

Des patrons affichant un sourire radieux ont expliqué qu'ils avaient utilisé la technologie qui leur avait été livrée clé en main par des entreprises comme Alstom ou Boeing et qu'ils avaient adapté le produit à leurs propres besoins dans la perspective à court terme de rivaliser avec les entreprises internationales du secteur et d'inonder le marché mondial, qu'ils maîtrisaient parfaitement ces technologies.

Ils ont également évoqué la délocalisation des activités les moins rentables vers les régions chinoises où la main d'oeuvre est moins cher qu'aux abords de grandes villes comme Shenzhen ou Shanghai ou dans d'autres pays de la région comme le Cambodge, le Laos ou le Vietnam. Quant aux entreprises les plus modernes mais non rentables et qui peuvent être restructurées, elles seront reconverties pour produire des marchandises à haute valeur ajoutée. Et l'un de ces patrons de claironner : vous voyez, d'ici les toutes prochaines années la Chine n'aura plus besoin d'importer quoi que ce soit.

Autrement dit, la tendance de la dernière décennie qui a conduit à la crise actuelle du capitalisme, loin de s'atténuer dans les années à venir, va s'amplifier.

Enfin, la crise aura eu raison d'elle !

Pour une majorité de Français, la voiture ne fait plus rêver et n'est plus qu'un moyen de se déplacer, selon une étude organisée par AramisAuto.com, distributeur automobile multimarque et multicanal

Elle montre que pour 71% des personnes interrogées, il s'agit d'un objet qui se banalise, tandis que dans 29% des réponses, la voiture fait encore rêver.

49% des Français interrogés sont attachés à une marque française, contre 51% qui s'y disent peu ou pas du tout attachés. Parmi les premiers, on trouve majoritairement la tranche d'âge de 50 à 64 ans. (Reuters 09.06)

Mon père comme mon ex-beau-père n'ont jamais acheté d'autres bagnoles que des françaises fabriquées on ne sait où, peu importe ils s'en foutent, ils ne sont plus parmi nous aujourd'hui. Un réflexe nationaliste peut-être dans la lignée du "*produisons français*" ou sa conséquence. Si c'était le seul, chaque génération crée ses propres réflexes, modes, conditionnement, parfois en pensant se distinguer ou se démarquer des autres, alors qu'elles reproduisent indéfiniment les mêmes gestes inconscients...

Pourvu qu'il en soit de même un jour de la télévision, et que chacun s'efforce de se forger ses propres convictions sans être complètement conditionné, il y a encore du boulot à faire ! On n'atteindra pas le royaume de la liberté avec des hommes et des femmes enchaînés à leurs illusions contrairement à ce qu'on s'efforce de nous faire croire. En attendant, il nous faut faire avec une population inconsciente, ce n'est pas facile tous les jours évidemment, et là au risque de me faire étriller par les curés de la libre-pensée - Blondel a encore une pleine page (15) dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières*, comme dirait Marx, camarades ayez la foi, la foi dans le prolétariat, dans sa capacité à accomplir ses tâches historiques.

Interview de Christian Picquet (ex-tendance droite du NPA) à L'Express, fondateur de la Gauche Unitaire, membre du Front de gauche.

Ou quand le populisme déclinent ses "*différences*", en trois actes.

1- "*Je suis favorable à un nouveau Front populaire qui tourne le dos aux promesses non tenues par la gauche depuis 1981*", parce que c'est bien connu que le Front populaire ou les partis qui y ont participé ont toujours tenu leurs "promesses", envers qui ? Pardi, envers leur maître, le régime capitaliste qu'ils ont su préserver !

Le Front populaire a frayé la voie à Franco, Hitler, Pétain ou Pinochet notamment, ils en étaient directement le produit, peu importe pour ce philistin, c'est du passé tout cela, les nouvelles générations ignorent comment de tels drames ont pu se produire, trompons-les ouvertement, si cela nous permet de vivre au crochet de la Ve République on n'aura pas tout perdu.

2- "*Pour permettre au Front de gauche de s'installer durablement dans le paysage politique français, nous devons affirmer nos différences vis-à-vis du PS*", pourquoi, parce qu'elles ne seraient pas perceptibles à l'oeil nu, tiens donc, ils ont du boulot sur la planche et il y a de la concurrence sur le banc des opportunistes en tous genres.

3- "Le NPA, quelque soit les conditions, ne veut pas discuter avec le PS et Europe Ecologie. Il est sorti lui-même du cadre unitaire. Je suis déçu de leur attitude", il avoue ici que le Front de gauche est à la remorque du PS, qu'ils sont totalement incapables de se positionner indépendamment de ce parti et son acolyte Europe Ecologie. (source : Lexpress.fr 09.06)

Quand Thibault fait une découverte.

A propos du projet du gouvernement sur les retraites : "Les principales lignes qui inspirent la réflexion du gouvernement qui est en train de rédiger sa loi sont tout à fait à l'opposé de nos attentes, c'est aujourd'hui clair." (Reuters 09.06)

Non, qui l'aurait cru, mais au fait, est-ce si vrai que cela ? Quand on examine comment les dirigeants syndicaux s'y sont pris pour faire en sorte qu'il n'y ait aucune mobilisation massive du prolétariat pour s'opposer au projet scélérat du gouvernement au cours des derniers mois et des semaines passées, on est bien obligé d'en conclure qu'ils étaient ses complices depuis le premier jour. Cela aussi est clair comme de l'eau de roche. Quelle est la nature de classe de ces dirigeants syndicaux corrompus, vendus ?

Sondage, suite.

65% des Français se disent mécontents de l'action du chef de l'Etat (+3 points), soit la plus forte proportion enregistrée depuis l'élection présidentielle de 2007, selon un sondage OpinionWay pour Metro-Krief diffusé mercredi. (Reuters 09.06)

Il ne cesse d'être au plus bas... mais il est toujours visible, c'est à peine croyable !

Retraites.

1- Pierre Méhaignerie, le président UMP de la commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale, propose trois "mesures de justice", dont le rapprochement des cotisations entre le public et le privé, afin que la réforme des retraites soit bien acceptée en France.

"J'ai toujours dit que cette réforme, pour qu'elle soit bien acceptée, il fallait qu'elle soit juste", a déclaré Pierre Méhaignerie dans un entretien à Reuters. (Reuters 09.06)

2- "Ce que demandent notamment nos militants, c'est qu'il y ait un vrai signal en termes de convergence public-privé", a déclaré mercredi à Reuters le député UMP Yves Bur, rapporteur du budget de la Sécurité sociale à l'Assemblée nationale.

"Ce signal sera donné sur la cotisation des fonctionnaires. Il faut aller vers l'égalité (avec les taux du secteur privé) mais il faut le faire progressivement" et sans compensation salariales, a-t-il ajouté.

"Personne ne nous oblige à fixer un âge", glisse Yves Bur. "Ouvrons la voie : l'espérance de vie augmente d'un trimestre par an, reculons d'un trimestre par an l'âge légal. En 2022, on sera à 63 ans. 2022 est une année d'élection présidentielle. On verra alors si on continue ou pas" (Reuters 09.06)

3- «L'impopularité de l'exécutif l'oblige à avoir une stratégie en pointillés pour éviter une explosion sociale ou un désaveu dans l'opinion alors que le président de la République est déjà au plus bas dans les sondages», résume ainsi François Miquet-Marty, directeur associé de Vivavoice. (20minutes.fr 09.06)

4- En venant déposer sous la pluie ses 214.188 pétitions au ministère du Travail, Bernard Thibault faisait grise mine.

"Il y a une écoute, ça ne veut pas dire qu'il y ait prise en compte. Au contraire", a dit le secrétaire général de la CGT.

"Tout arrive par petits bouts", constate pour sa part Eric Aubin, chargé des retraites à la CGT. "La méthode constatée depuis quelques semaines c'est d'alimenter chaque jour un peu plus ce que sera le projet de loi."

Pour lui, la consultation des partenaires sociaux n'est pour le gouvernement qu'une astuce de communication.

"Nous ne sommes pas dans (une) posture de négociation de contreparties à une réforme que nous combattons", a dit le secrétaire général de la CFDT François Chérèque lors du congrès de son organisation à Tours. (Reuters 09.06)

Y a pas de fric !

1- L'Etat, qui a besoin de remplir ses caisses, va vendre 1 700 biens immobiliers d'ici 2013. C'est le blog Contes publics du Monde.fr qui nous le signale.

Le blog rappelle par ailleurs que : « *Depuis 2005, les ventes immobilières par l'Etat ont représenté "plus de 3 milliards d'euros" dont la contribution au désendettement a représenté 427 millions d'euros.* » (Eco89 09.06)

2- Christine Boutin, présidente du Parti Chrétien-Démocrate (PCD, allié à l'UMP), perçoit 9.500 euros mensuels depuis avril pour une mission sur la mondialisation confiée par l'Élysée, révèle Le Canard enchaîné à paraître mercredi. Chiffre l'ex ministre a confirmé à l'AFP.

Elle dispose également d'une «voiture avec chauffeur», des «bureaux dans le XV^e arrondissement de Paris» et un «secrétariat particulier», d'après le Canard enchaîné.

Deux indemnités mensuelles en plus

Christine Boutin est en effet une ancienne députée (1986-2007) et elle est toujours conseillère générale UMP des Yvelines, ce qui représente deux indemnités de plus par mois: jusqu'à 6.000 euros pour la retraite parlementaire et 2.605 euros brut du Conseil général des Yvelines, a calculé le monde.fr. Au total, la présidente du parti chrétien-démocrate (PCD) devrait donc toucher un salaire proche de 18.000 euros mensuels. (libération.fr et 20minutes.fr 09.06)

3- Il n'y a pas que les schémas de jeu qui alimentent les discussions entre les joueurs présents au Mondial et leur encadrement. La fixation des primes aussi cristallise les débats.

Les Espagnols ont fait fort avec quelque 600.000 euros promis à chacun en cas de victoire finale, si l'Espagne triomphe le 11 juillet, une enveloppe de 14 millions d'euros sera allouée à l'ensemble des joueurs et au staff technique.

Les Bleus de Raymond Domenech ne sont pas mal lotis non plus: 300.000 euros pour grimper sur le toit du monde, 150.000 pour une place en demi-finale et 100.000 pour accéder aux quarts.

Parmi les équipes candidates déclarées au titre, le Brésil, l'Argentine, l'Angleterre et l'Italie se situent différemment sur l'échelle des primes. Les joueurs emmenés par Diego Maradona pointent en tête (500.000 euros promis en cas de victoire), devant les Britanniques (470.000), les Transalpins (240.000) et les Brésiliens (180.000 environ). (lefigaro.fr 09.06)

Je vous souhaite, chers camarades, que les "*Bleus*" soient rapidement éliminés, sinon vous n'avez pas fini d'en entendre parler...

Le bras d'honneur des dirigeants de Caterpillar aux ouvriers qu'ils ont licenciés.

Caterpillar annonce une hausse de 5% par action de son dividende trimestriel.

"Au cours de la crise économique mondiale de 2009, Caterpillar a maintenu son taux de dividende, tout en renforçant le bilan de l'entreprise et en améliorant les flux de trésorerie. Maintenant, nous sommes heureux de récompenser les actionnaires avec une croissance du dividende, ce qui souligne la portée mondiale de Caterpillar et la force de notre modèle d'affaires", déclare dans un communiqué le patron de Caterpillar, Jim Owens.

Caterpillar a payé un dividende en espèces chaque année depuis que la société a été créée en 1925, et le montant du dividende en espèces a presque triplé depuis 1998. (boursier.com 09.06)

Après le FMI, l'OCDE et l'UE, c'est au tour de la Banque mondiale d'enfoncer le clou...

La Banque mondiale déclare qu'une rechute en récession n'est pas exclue pour certains pays si les investisseurs se mettent à douter des mesures en Europe et ailleurs pour remettre de l'ordre dans les finances publiques.

Dans ses Perspectives économiques mondiales pour 2010, la Banque mondiale note qu'un ralentissement de la croissance dans les pays développés va limiter le nombre de débouchés pour les produits fabriqués dans les pays en voie de développement et, partant, se traduire par une baisse des investissements.

A ce stade, les craintes de voir les difficultés grecques se propager à d'autres pays très endettés, tels le Portugal et l'Espagne, n'a pas pesé sur l'activité économique dans les pays en voie de développement, poursuit la Banque mondiale.

"Si les marchés commencent à remettre en cause la crédibilité des efforts pour résorber les dettes, alors la croissance mondiale pourrait être mise en danger et une rechute en récession n'est pas exclue", poursuit l'établissement dans son rapport.

La Banque mondiale plaide pour une consolidation budgétaire de grande ampleur dans les pays développés, en notant que si l'endettement des Etats continuait à augmenter, le coût de crédit serait de plus en plus élevé. (Usinenouvelle.com et Reuters 09.06)

Iran.

Pour la quatrième fois depuis 2006, le Conseil de sécurité de l'Onu a infligé mercredi une série de sanctions à l'Iran en raison de son programme nucléaire jugé suspect par les Occidentaux.

La résolution a été approuvée par 12 voix pour, deux contre et une abstention, soit le plus faible soutien enregistré à une mesure du Conseil de sécurité visant Téhéran.

Le Brésil et la Turquie, membres temporaires du Conseil qui ont oeuvré à une médiation dans ce contentieux, se sont opposés aux sanctions, tandis que le Liban s'est abstenu.

"*Nous allons nous assurer que ces sanctions soient appliquées avec vigueur*", a dit le président Obama, souhaitant adresser un message sans ambiguïté aux autorités iraniennes.

Les autorités iraniennes qui ont réagi très vivement à ces nouvelles sanctions, estimant qu'elles étaient une "*erreur*" et ne faisaient que compliquer la situation.

Le président Mahmoud Ahmadinejad a jugé la nouvelle résolution de l'Onu "*sans valeur*", ajoutant qu'elle pouvait être mise à la poubelle "*comme un mouchoir usagé*". (Reuters 09.06)

Le 11 juin

J'ai rectifié l'erreur de mise en page d'hier. On reviendra demain sur les grèves et manifestations en Europe, la situation en Chine, et ma réponse au camarade sans doute dans l'après-midi. On a eu un gros orage hier soir et une partie de la nuit, plus de courant évidemment, plus de télé et plus de téléphone pour tout arranger, donc plus Internet, ce matin tout est rentré dans l'ordre mais je n'ai pas fermé l'oeil de la nuit.

Il est déjà 13h45 et je vais casser la croûte, je vous reparlerai du site plus tard que je souhaiterais plus populaire, tout du moins dans le niveau de langue employé, plus proche des jeunes militants et des militants ouvriers ou employés, les bataillons de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat.

Bon week-end à tous en attendant, profitez-en pour m'envoyer un petit mot, après tout je vous écris tous les jours !

Tiens pendant que j'y pense, si l'un d'entre vous pouvait m'envoyer une copie d'un dictionnaire (un CD-Rom avec les numéros d'identification), si possible encyclopédique, que je pourrais télécharger dans le disque dur, ainsi je pourrais corriger plus rapidement mes articles, actuellement j'utilise un petit dictionnaire électronique Larousse, mais l'écran est si petit que je n'y vois rien, je dois changer de lunettes à chaque fois et il est fort incomplet, voilà qui explique je ne corrige plus ou très peu. Je m'engage à ne pas l'actualiser par Internet, j'ai l'habitude, je n'ai acheté aucun logiciel sauf XP, merci d'avance.

La décomposition du syndicalisme et du mouvement ouvrier se poursuit.

1- Le gouvernement peut être en partie rassuré, comme prévu le congrès de la CFDT a donné son "*feu vert à un éventuel allongement de la durée de cotisation pour la retraite*" (Le Monde). Les médias aux ordres cachent mal leur satisfaction : "*Au sein de la direction, on se disait "soulagé"*" (Le Monde), "*Soulagement pour le patron de la CFDT*" (L'Express)... et au Palais sans aucun doute !

Il y en a qui ne manqueront pas de mettre l'accent sur les 58, 9% seulement des délégués qui se sont prononcés pour l'allongement de la durée de cotisation, certes, mais en attendant Chérèque a été réélu par 95,32% des voix exprimées au bureau national, à la direction de la CFDT, et le rapport d'activité de la direction a été approuvé par 86,8% des délégués, ce qui atténuera leur enthousiasme qui n'a franchement pas lieu d'être, on ne va pas se raconter d'histoires.

Finalement sans l'avouer, le mouvement ouvrier et le prolétariat aujourd'hui sont à l'image de la CFDT : totalement subordonnés au capitalisme, un peu moins envers ses institutions de la part du prolétariat, après avoir été complètement gangrenés par le réformisme. Voilà la réalité que tout le monde connaît mais que personne ne tient à regarder en face, encore moins en tenir compte ou seulement pour mieux rendre compatible leur combat dans les limites du capitalisme, les besoins ou aspirations des travailleurs étant bradés ou rabaisés quand ils osent encore les exprimer, à ce qui peut être acceptable pour le régime.

Vous aurez remarqué qu'au cours des discussions sur les retraites qui concluent une vie de dure labeur, pas un n'a relevé qu'au temps de travail il fallait ajouter le temps de transport qui n'a fait que croître au fil des décennies et qui ne rentre pas en compte dans la fatigue

quotidienne de chaque travailleur, sans parler du coût, qui de fait annule dans bien des cas les effets positifs de la réduction du temps de travail.

Que peut-on espérer de mieux avec des syndicats financés par l'Etat, des syndicats complètement corrompus, achetés, des syndicats qui participent à une multitude d'organismes au côté du gouvernement et du patronat depuis plus de 60 ans ? N'avez-vous pas remarqué qu'à chaque fois qu'une mobilisation s'est terminée par des acquis nouveaux pour la classe ouvrière (36, 47, 68 notamment, 81-82 en prime, lois Auroux), les syndicats avaient négocié leur part avec les gouvernements ? Combien de soi-disant avancées sociales dans les entreprises, intitulées modestement les nouveaux droits des salariés, se sont soldées en réalité par une emprise encore plus importante des appareils sur le mouvement ouvrier, par une subordination croissante du prolétariat au capitalisme ?

La situation actuelle du mouvement ouvrier et du prolétariat n'est que le produit de la collaboration de classes à tous les niveaux, du délégué du personnel au dirigeant syndical en passant par le délégué du comité d'entreprise et le délégué syndical incapable d'éduquer les masses dans la tradition du syndicalisme révolutionnaire du début du XXe siècle. Ceux-ci militant pour une bonne partie d'entre eux dans les partis dits ouvriers, ils reproduisent sur le plan politique la collaboration de classes qu'ils appliquent sur leur lieu de travail quotidiennement et le tableau est complet.

2- Interview de Patrick Braouezec, chef de file des refondateurs du PCF.

Pour les staliniens, les néo staliniens ou post-staliniens social-libéraux, l'urgence c'est de survivre (en tant qu'élus) à tout prix, il n'est même pas nécessaire d'en faire la démonstration, ils la font eux-mêmes.

Leur parti ayant perdu toute crédibilité auprès des travailleurs à cause de sa politique de division et de soutien au régime (pour être bref), ne pouvant et ne souhaitant pas le reconnaître, ils accusent cette forme de regroupement des travailleurs, le parti, d'être finalement dépassée et responsable de leurs déboires. En vérité ils en sont les fossoyeurs.

Extraits d'un article de Libération.fr d'hier.

"Pour les 200 responsables du PCF démissionnaires pas question de résigner pour un parti dont tous considèrent la «forme dépassée». Nombre de démissionnaires vont rejoindre la Fédération pour une alternative sociale et écologique (Fase), association dont les rénovateurs sont déjà membres aux côtés de Clémentine Autain et les Alternatifs, et comptent lancer des «Etats généraux de la transformation sociale et écologique»."

Il s'agit de diluer les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière pour les faire disparaître, de faire en sorte que son sort dépende toujours plus des besoins des capitalistes. L'opération consiste donc à nier l'indépendance de classe du prolétariat, à lui interdire toute expression propre pour défendre ses intérêts légitimes, elle s'inscrit dans l'objectif que ce sont donnés tous les gouvernements sous la Ve République depuis 1958.

Il s'agit pour eux de "jouer à égalité avec d'autres forces politiques, y compris avec des mouvements sociaux", de fondre toutes les classes dans le même moule en quelque sorte, avec en toile de fond la société civile, l'intérêt général, etc., partant du fait ou du constat que les "mouvements sociaux" (associations, Ong) n'ont pas été conçus à la base sur une conscience de classe indépendante de la bourgeoisie, par conséquent ils ne peuvent que s'aligner sur les intérêts de la classe dominante.

Pour continuer d'exister, ils sont prêts à tout comme je l'indiquais plus haut.

Extraits d'un article du Monde.fr d'hier.

Par exemple, cela ne les gênerait pas trop de s'embarquer dans une aventure avec Cohn-Bendit et Strauss-Kahn.

"Il y a dans certains propos de Daniel Cohn-Bendit, pour n'en citer qu'un, des contenus qui sont très proches des contenus d'un libéral de droite", "très proche", alors qu'ils sont ouvertement réactionnaires !

Il répond plus loin à une autre question :

Q- *"Quels sont les objectifs et le contenu du programme d'Europe Écologie qui ne vous plaisent pas ?*

R- *Pour être très clair et très direct, ce sont ses appels du pied au MoDem, au centre, à tout ce qui aujourd'hui n'est pas dans une démarche de rupture avec le libéralisme", pas avec le capitalisme évidemment.*

Leur méthode consiste à faire croire que le libéralisme ne serait pas le produit ou la conséquence naturelle du capitalisme à un certain stade de son développement à l'échelle mondiale, à l'isoler du capitalisme en le traitant comme une abstraction, une verrue qui serait venue un jour se greffer sur le capitalisme et qu'il suffirait d'extraire pour vivre dans un monde meilleur... toujours en régime capitaliste notez bien, qu'il y

aurait un bon et un mauvais capitalisme et que leur coeur balance pour le premier, au nom du communisme assurément. On a bien compris qu'ils doivent se démarquer du libéralisme qu'incarnent les mauvais capitalistes, mais pour quoi au fait ? Pardi, pour sauver les apparences pendant qu'ils continuent de soutenir le régime et la boucle est bouclée !

Q- *"Si DSK était le candidat de la gauche, le soutiendriez vous ?*

R- (...) *Il n'est pas question pour moi aujourd'hui (...) de me prononcer pour telle ou telle candidature*, il ne dit pas non, il se dérobe, car en plus ce sont des couards !

Il poursuit sa réponse : *"Travaillons sur un projet de gauche de gauche, dans un premier temps, travaillons avec le Parti socialiste pour qu'au deuxième tour nous puissions partager un programme qui pourrait faire échec à Sarkozy. Et voyons, ensuite, qui peut incarner le projet de gauche de gauche et le projet socialiste qui pourra être à même de faire converger au deuxième tour ces deux projets."*

Traduisons, nous voulons travailler à un *"projet de gauche de gauche"* qui sera compatible avec le programme du PS calqué sur celui de l'UMP. Il s'agit donc pour eux d'aller plus loin encore dans le reniement de la direction actuelle du PCF à toute référence aux intérêts distincts de la classe ouvrière, en fait, ils lui reprochent de ne pas être suffisamment droitière, de ne pas suffisamment soutenir le régime, ce à quoi s'applique sans faille le PS depuis sa fondation et de plus en plus ouvertement, crise du capitalisme oblige.

Le PCF remplit un rôle spécifique dans les rapports entre les classes, il continue d'entretenir l'illusion qu'il serait un parti communiste pour détourner les travailleurs qui aspireraient au socialisme des autres partis comme le POI, le NPA ou LO. C'est un parti contre-révolutionnaire qui a pour principal objectif de faire barrage à la construction d'un véritable parti communiste, tout en continuant à se réclamer du communisme en le piétinant pour en dégoûter les ouvriers. Tous les partis ou regroupements politiques issus du PCF remplissent le même rôle, rôle que le PCF a de plus en plus de mal à tenir.

Une autre question relative au même sujet avec une réponse plus argumentée.

Q- *"Les gens qui ont quitté le PCF ont mis en avant que le parti était une forme d'organisation politique archaïque. Je trouve cet argument un peu court. En quoi la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE) que vous pourriez rejoindre peut-elle être une meilleure organisation politique que le parti ?*

R- *Vous avez raison, il faudra en faire la démonstration. Je ne suis pas certain que ce soit aujourd'hui une organisation plus performante. Je pense réellement que nous sommes en période de décomposition des organisations politiques traditionnelles, qui touche toutes les familles politiques, et que la question de la recomposition se pose à tout le monde.*

Il est moins simple d'inventer de nouvelles formes d'organisation que de continuer dans des formes dépassées. Mais c'est pourtant le défi que je souhaite relever. Le fossé est tel entre les institutions politiques et les couches populaires et bien au-delà, que ne pas se poser cette question de l'adéquation des organisations politiques n'a, à mes yeux, aucun sens.

Il est bon de rappeler que, lors des deux derniers scrutins, dans les quartiers les plus populaires d'Ile-de-France ou de la région Rhône-Alpes, pas un électeur sur cinq ne s'est déplacé. Sans compter ceux qui ont voté blanc ou nul ou ceux qui ont définitivement décidé de ne pas s'inscrire sur les listes électorales.

C'est la démocratie représentative qui est en jeu. "

Vous aurez noté au passage qu'il avoue ne pas savoir si cette *"organisation"* sera finalement *"plus performante"* qu'un parti, à la limite il s'en fout complètement, comme tous ces bureaucrates pourris que les institutions recyclent ensuite généreusement pour service rendu à la nation, entendez par là à la classe dominante au pouvoir.

Il dit clairement en évoquant le taux d'abstention de la classe ouvrière aux dernières élections, que leur objet véritable objectif est de faire en sorte que le prolétariat ne rompe pas avec les *"les institutions politiques"*, la Ve République, c'est leur hantise, ce sont des serviteurs zélés du régime et rien de plus. Qu'ils ne s'inquiètent pas inutilement, tous les partis et leurs satellites refusent en coeur de se pencher sur les institutions de la Ve République...

Pour finir, comme au PS, au PG et dans tous les partis institutionnels inféodés au capitalisme et aux institutions, on a à faire à de vulgaires chasseurs de postes et de prébendes.

Q- *"Si vous aviez été désigné tête de liste aux élections régionales en Ile-de-France, auriez-vous quitté le PCF? Sincèrement..."*

R- *Sincèrement, je ne sais pas."* Tout est dit.

Inspecteur la bavure.

L'Inspection générale des services a été saisie après une plainte pour des violences policières qui auraient été commises entre Montreuil et Bobigny à l'encontre d'un mineur de 16 ans, confirmant une information de RTL. Les faits se seraient déroulés entre 1 h 20 et 2 h 15 le 30 mai. Trois policiers pourraient être impliqués.

Une incapacité totale de travail de sept jours a été prescrite au jeune. L'enquête en cours devra déterminer la réalité des faits et le rôle de chacun des policiers dans cette affaire. Selon RTL, les trois policiers avaient arrêté à Montreuil un jeune de 16 ans soupçonné de leur avoir fait un doigt d'honneur. Au lieu de le conduire au commissariat, ils l'ont conduit sur un terrain vague, avant de le passer à tabac et de l'abandonner sur place. (lemonde.fr 10.06)

L'Assemblée nationale aux mains des banquiers.

1- L'Assemblée nationale a rejeté l'amendement anti-spéculation, qui avait l'avis favorable de la commission des Finances, mais l'avis défavorable du gouvernement craignant un « cavalier seul » de la France, jeudi, lors de l'examen du texte « *régulation bancaire et financière* ».

Christine Lagarde a émis un avis défavorable, craignant que la France ne fasse « cavalier seul » : « *Il faut que nous restions sur cette logique européenne, dans un contexte franco-allemand, et avec le souci des volatilités considérables qui risquent de se produire si l'on s'amuse à faire du cavalier seul fût-ce après les annonces qui ont été faites par l'Allemagne en mai* ».

Une source gouvernementale française, citée par l'Agence France-Presse (AFP), relativise le contenu de la lettre commune franco-allemande réclamant l'accélération des travaux de la Commission européenne sur ces instruments financiers. : « *Notre orientation n'est toujours pas de promouvoir l'interdiction dans tous les cas de figure. D'ailleurs il n'y aurait probablement pas d'unanimité européenne pour l'approuver* », « *mais nous sommes ouverts à des mesures intermédiaires et conditionnelles coordonnées au niveau européen* ».

Beaucoup d'économistes émettent des doutes sur l'efficacité potentielle d'une interdiction pure et simple. « *L'observation de ce qui se passe sur les marchés n'indique pas du tout que les ventes à découvert augmentent la volatilité. Au contraire, ce qui l'augmente, c'est le manque de liquidité, l'incertitude sur les prix et le sentiment que le marché ne fonctionne pas bien* », souligne Nicolas Véron, économiste au laboratoire d'idées européen Bruegel.

Gunther Capelle-Blancard, professeur à la Sorbonne, partage le même point de vue : « *On n'a pas de preuve formelle concernant l'impact des ventes à découvert sur la volatilité des marchés* ». « *Une interdiction* » serait « *avant tout symbolique* », car « *il y a beaucoup d'autres possibilités pour spéculer à la baisse* ». Pour que la mesure soit efficace, une interdiction des ventes à découvert doit être « *adoptée au niveau du G20* », considère pour sa part Jean-François Robin, stratège obligataire chez Natixis, pour qui « *c'est plutôt ce qui se passe à Londres et à New York, voire en Asie* » qui peut « *jouer sur la volatilité des marchés* ». (20minutes.fr et Lepoint.fr 10.06)

2- Les députés français ont renoncé à plafonner le montant des commissions payées par les commerçants lors des paiements par carte bancaire, une idée qui avait suscité beaucoup d'émoi dans le secteur des banques.

« *Cette commission soumet les commerçants et les consommateurs à une double facturation puisqu'ils payent tous deux l'utilisation du système de carte bancaire à plusieurs reprises* », expliquait Richard Mallié (UMP) dans l'exposé des motifs de son amendement.

Cette commission varie entre 0,4 à 1,8% de la transaction et rapporte aux banques de 2 à 3 milliards d'euros par an, pour 58,2 millions de cartes bancaires en circulation en France représentant près de 42% des paiements de détail, selon la commission des Finances. (Reuters 10.06)

Vers une hausse de la CSG et de nouvelles coupes sombres dans les dépenses de santé.

Le député UMP, rapporteur du projet de loi de Finances de la sécurité sociale, répond aux questions de 20minutes.fr.

Pourquoi sommes-nous incapable de réduire le déficit de la Sécurité sociale depuis vingt ans?

Nous avons réussi à contrôler l'accélération du déficit de l'assurance-maladie. Mais la crise a profondément déstabilisé les finances sociales. Le déficit du régime général de la Sécu est passé de 10,2 milliards d'euros en 2008 à 26,8 milliards d'euros, selon les dernières estimations pour 2010. Les recettes ont fait une chute vertigineuse tandis que les dépenses ont continué à augmenter.

Mais le déficit ne continuait-il pas déjà de se creuser avant 2008?

La crise a accéléré le déficit mais elle n'est évidemment pas la seule responsable. Le trou de la Sécu est avant tout structurel: depuis des années, nos recettes ne sont pas adaptées à nos besoins et nos dépenses augmentent trop vite. Le retour de la croissance ne résoudra donc qu'une partie du problème.

Que faut-il faire alors pour enrayer cette spirale des déficits?

Il faut avoir des objectifs pluriannuels pour arrêter de financer la dépense sociale par la dette. Nous devons d'abord aller au bout de la réforme des retraites. Et nous ne pourrions pas échapper à une hausse des cotisations et des recettes. Il faudra passer par une augmentation de la CSG, un élargissement de l'assiette de prélèvements et aussi une remise en cause des niches sociales. La France doit ensuite réduire ses dépenses. Les professionnels de santé doivent faire la juste prescription de ce qui est nécessaire pour soigner les malades. Mais nous ne pouvons plus financer tout et n'importe quoi en matière de santé. Nous devons donc tout revisiter et y aller de manière brutale car nous n'avons plus le choix. (20minutes.fr 10.06)

Etats-Unis.

Le déficit commercial américain s'est creusé en avril à 40,29 milliards de dollars, au plus haut depuis décembre 2008, montrent les statistiques du département du Commerce. (Reuters 10.06)

Le 13 juin

Le lundi succédant au dimanche les agences de presse sont avares d'infos le lundi, du coup le lundi pourrait bien devenir mon jour de repos ou plutôt pour vaquer à mes propres affaires. Entre nous, ce n'est pas trois courriels et deux contributions qui m'encourageront à continuer le site au-delà du mois de juin, à vous de voir... Ma réponse au camarade étudiant arrive, elle fait déjà neuf pages. Pas le temps de parler de la situation. Bon dimanche à tous.

Difficile d'analyser la situation au Kirghizstan.

Il se peut que Kourmanbek Bakiev, le président déchu et soutenu apparemment par Moscou, se serve de la détresse dans laquelle se trouve plongée une grande partie de la population pour orchestrer la chasse aux ouzbèkes, afin de mettre en difficulté le nouveau pouvoir à la solde de Washington à deux semaines du référendum qui doit se tenir sur la nouvelle Constitution.

Ils en ont forcément une bonne opinion...

84% des Français estiment qu'une baisse du salaire des ministres serait "*plutôt une bonne chose*" en cette période de crise économique, indique un sondage de l'Ifop à paraître dans Sud-Ouest Dimanche. (Reuters 12.06)

Retraites.

"*Ce qui va nous guider, ce qui nous guide depuis plusieurs mois que nous préparons cette réforme, c'est la vérité, c'est l'équité, c'est la justice et c'est la progressivité*", a souligné François Fillon lors d'un discours à Paris, salle Gaveau, devant de nouveaux adhérents de l'UMP.

Selon lui "*la vérité, elle est implacablement liée aux défis démographiques que nous devons relever...*".

"*Il serait lâche de notre part de dire aux Français que leur retraite pourrait être assurée sans prolonger la durée d'activité et sans toucher à l'âge légal et au symbole des 60 ans*", a-t-il ajouté.

Le gouvernement champion en matière de vérité, équité et justice, voilà un discours qui fera hausser les épaules de la majorité des travailleurs qui ont bien compris que Sarkozy et son gouvernement dirigeait le pays pour le compte de la Bourse, des banquiers et de leurs amis milliardaires. A ne pas confondre avec le fait qu'ils ne savent pas quel gouvernement pourrait appliquer une politique conforme à leurs intérêts ni comment.

Tiens cela tombe à pic pour savoir ce que valent les arguments du gouvernement, on vient d'apprendre qu'en Allemagne, selon un nouveau sondage Infratest dimap, 79% des personnes contactées estiment que le plan d'économies n'est pas équitable socialement (Reuters 12.06)

Bien sûr que pas un ouvrier n'a envie de travailler plus longtemps, de cotiser davantage pour percevoir une retraite au rabais, cela dit, de nombreux travailleurs semblent résignés à accepter la régression sociale comme une épreuve inévitable. Qu'ils soient gagnés par le fatalisme provient du fait qu'ils estiment qu'il est impossible dans la situation actuelle de faire entendre leur voix ou qu'aucun parti à leur yeux ne mérite leur confiance ou encore qu'il n'existe aucune issue politique cohérente et crédible à la crise du capitalisme. Pourquoi en sommes-nous arrivés à cette situation ?

On a là sous les yeux, pas seulement la conséquence du refus du PS et du PCF d'engager le combat contre le gouvernement, ce facteur étant somme toute secondaire pour les travailleurs qui n'ont aucune confiance dans ces partis, contrairement au POI qui s'acharne à vouloir démontrer le contraire, les sauver et les présenter (potentiellement) comme de véritables partis ouvriers, mais bien l'expression de l'absence

tragique d'un véritable parti communiste ancré dans toutes les couches du prolétariat capable d'incarner leurs besoins et dans lequel il se reconnaîtrait, sans qu'il soit nécessaire de préciser que cela ne signifie pas pour autant que les travailleurs en auraient conscience. Le facteur principal qui permet de caractériser la situation à laquelle sont confrontés les travailleurs, ce n'est pas la défection des partis traditionnels dits ouvriers dont ils n'ont rien à attendre, mais bien plutôt l'absence cruelle du parti.

On ne peut faire cette analyse qu'à partir du moment où l'on subordonne sa politique à cet objectif (la construction du parti) dans la perspective du combat pour renverser le régime.

Dans le cas contraire, on se contentera du refrain qu'on entend depuis un demi-siècle, qui consiste à s'en remettre au bon vouloir des appareils du PS et du PCF à travers des appels au front unique. Pire encore, à vouloir leur faire jouer un rôle en contradiction avec les intentions réelles de leurs dirigeants, dans l'hypothèse où ces partis répondaient favorablement à ces appels, on s'efforcera de faire en sorte qu'ils sortent renforcés de cette épreuve de façon à pouvoir continuer de plus belle à collaborer avec le gouvernement contre le prolétariat, ils seront finalement les seuls à tirer profit de la situation, ce qui explique que ce jeu sordide dure depuis si longtemps et que ces partis existent toujours et puissent tenir toujours le même discours trompeur en direction des travailleurs ; on ne peut pas remettre en selle en permanence ces partis avec les illusions qui les accompagnent et en construire un autre à côté, cela fait un demi-siècle qu'on en fait la démonstration sans que nos dirigeants n'aient été capables d'en tirer la moindre leçon.

Dit autrement en allant plus loin.

En s'en remettant au PS et au PCF notamment, car c'est ainsi et pas autrement que les travailleurs interprètent ces appels en leur direction, que fait-on ? On dit ceci aux masses : voilà, votre sort est suspendu à ces partis, c'est ainsi, point. Mais comme dans leur fort intérieur les travailleurs savent depuis longtemps qu'ils sont totalement incapables de leur proposer une politique qui correspondrait à leurs besoins, en admettant qu'ils pourraient encore se saisir de ces partis pour se mobiliser à défaut de mieux, la question n'étant pas de le nier, c'est un fait avéré dans le passé, en admettant également qu'à l'issue d'une mobilisation massive le gouvernement recule, non seulement cette victoire profiterait à ces partis qui s'empresseraient de la revendiquer, pire, les travailleurs ne pourraient même pas s'en saisir comme point d'appui pour poursuivre le combat contre le gouvernement dans le but de l'abattre puisque leur combat n'aura été mené que dans le but de satisfaire une revendication immédiate sans contenu politique et surtout sans être relié à une perspective politique, à moins de croire que le prolétariat pourrait spontanément et par ses propres moyens emprunter le chemin du socialisme, laissons cela aux rêveurs ou aux charlatans.

En quelques lignes j'ai résumé la politique opportuniste menée par les dirigeants se réclamant du trotskisme depuis 1945 qui a conduit à l'impasse actuelle dans laquelle se trouve le mouvement ouvrier et le prolétariat.

La décomposition du capitalisme entraîne celle de toutes les classes de la société ainsi que leurs partis.

Les partis traditionnels dits ouvriers sont évidemment confrontés à cette décomposition qui les poussent à monter au créneau pour sauver le régime. Ces partis ancrés au char du capitalisme et voués à connaître le même destin à terme, que fait-on en voulant les sauver de cette décomposition inévitable, sinon s'acharner à sauver le capitalisme lui-même, ce qui se traduit concrètement par assurer sa survie. Les faire passer pour ce qu'ils ne sont pas ne sert qu'à masquer cette capitulation et entraîner le prolétariat à connaître le même sort. Dès lors on comprend également que le régime n'ait pas intérêt à voir disparaître ces partis qu'il soutient à bout de bras.

Le rôle de ces partis dans la collaboration de classes.

Pour que collaboration de classes il y ait, comme dans toute confrontation il faut être au moins deux, il faut donc qu'au moins deux parties aux intérêts théoriquement contradictoires existent et puissent s'affronter, etc. Si maintenant l'une des parties en présence venait à faire défaut ou disparaîtrait, la collaboration de classes ne pourrait pas se poursuivre, elle cesserait aussitôt et le pouvoir serait contraint à l'isolement. C'est pour éviter cette situation qu'il est essentiel pour le pouvoir de continuer à présenter ces partis comme des représentants des travailleurs pour qu'il continue d'exister. Finalement, favoriser la survie de ces partis revient à soutenir le régime.

Maintenant, on pourrait nous rétorquer que le front unique se justifie dans la mesure où il aurait pour objet d'isoler le gouvernement.

Cet argument ne tient pas la route car on ne procède pas par abstraction, cet isolement n'est qu'un élément de la situation, il faut l'analyser en tenant compte de la nature du PS et du PCF, nous ne sommes pas en présence de partis qui seraient capables ou auraient un jour la volonté de rompre avec le capitalisme et les institutions, c'est la raison pour laquelle j'ai précisé volontairement dans le paragraphe précédent que pour que la collaboration de classes puisse avoir lieu, il fallait qu'on soit en présence d'au moins deux parties aux intérêts théoriquement contradictoires, théoriquement suffit à cet exercice, tandis que dans la pratique les deux parties en présence défendent fondamentalement les mêmes intérêts, seul les faits nous importe, du coup le gouvernement n'aurait rien à craindre de la situation issue de son isolement puisque le PS et le PCF s'emploieraient à palier par tous les moyens cet inconvénient passager, en organisant la division dans leurs rangs par exemple ou en faisant en sorte que la mobilisation ne prenne pas un caractère politique tourné contre le gouvernement ou les institutions.

On peut se fier aux apparences ou s'en tenir à des déclarations et interpréter autrement la situation née de la rupture de la collaboration de classes, alors qu'en réalité cette collaboration n'a jamais vraiment cessé. D'où par exemple les désillusions de nombreux militants au lendemain de mobilisations massives (printemps 2009), qui s'étaient laissés aller à imaginer que les dirigeants syndicaux passeraient à la

vitesse supérieure, au contraire, ils ont repris aussitôt le train-train de la collaboration de classe avec le gouvernement qu'ils n'avaient jamais abandonnée. Ces militants n'avaient tout simplement pas compris que les dirigeants syndicaux pouvaient parfaitement s'accommoder du front unique, du moment qu'il ne remettait pas en cause l'existence du régime, du fait qu'une fois le front unique réalisé ce sont eux qui en assumeraient le contrôle et décideraient dans quelle direction il serait orienté, ainsi qu'à quel moment ils y mettraient fin. Cela leur était d'autant plus facile que le prolétariat n'avait pas été capable de créer ses propres organismes politiques indépendant, l'équivalent des soviets si vous voulez, rappelons que le mot soviétique qui peut répulser certains militants, veut tout simplement dire comité, comité d'usine, comité ouvrier, etc.

Est-ce à dire que les appareils sont tout puissants ? Je ne l'ai jamais affirmé. Pas forcément, vous connaissez le couplet, les conditions objectives l'emporteront sur les appareils, c'est sans doute un des passages du Programme de transition demeuré le plus obscur à bien des dirigeants. Certes, les masses confrontées à des conditions de vie insupportables peuvent à un moment donné se soulever et submerger les appareils, mais les appareils ne disparaissent pas pour autant, et nous voilà retournés à la case départ si on peut dire les choses ainsi. Pour vaincre les appareils, quatre conditions doivent être remplies impérativement : Une, que les conditions objectives conduisent les masses se soulever ; deux, que leur combat se situe dans la perspective d'abattre le régime, même si elles n'en ont pas forcément clairement conscience au départ de leur mobilisation ; trois, qu'elles commencent à constituer leurs propres organismes de pouvoir ; quatre, qu'elles soient guidées sur la bonne voie par un parti révolutionnaire. Car c'est seulement au cours du combat pour la prise du pouvoir qu'il sera possible de liquider les appareils ou tout du moins de les neutraliser ou les réduire à l'impuissance, l'un n'étant pas possible sans l'autre, ce que chacun comprendra aisément.

En dehors de cette situation qui demeure exceptionnelle, dites-vous bien que vous ne pourrez jamais déboulonner les dirigeants pourris des syndicats ou mettre à bas l'emprise des partis dits ouvriers corrompus sur le mouvement ouvrier et le prolétariat. Vous pouvez vous pencher sur l'histoire du mouvement ouvrier international depuis le début du XIXe siècle, vous ne trouverez pas un seul exemple qui contredira ma démonstration.

Par contre, à l'opposé, ce n'est pas tout à fait notre sujet mais cela a un lien avec lui. Une fois qu'un parti ouvrier a trahi ou qu'il a été gangrené par le réformisme ou encore que des dirigeants inféodés au capitalisme en ont pris le contrôle, jamais plus ce parti ne redeviendra un véritable parti ouvrier, jamais plus ce parti ne servira la cause du prolétariat ou lui permettra de prendre le pouvoir, idem pour les syndicats. Je vous invite vivement à le vérifier par vous-même. Engels l'avait affirmé à une époque où il n'existait encore que très peu de partis ouvriers... (A suivre)

L'austérité, la rigueur, tout de suite les grands mots...

Dans un discours devant de nouveaux militants UMP réunis salle Gaveau à Paris, le chef du gouvernement a évoqué le chiffre de 100 milliards *"que nous allons trouver pour la moitié dans des réductions de dépenses, et pour la moitié dans des augmentations de recettes"*.

Dans la première moitié, M. Fillon cite 45 milliards de réduction de la dépense publique et 5 milliards de réduction des niches fiscales. Côté recettes, il évoque *"35 milliards de rattrapage après la crise, des pertes de recettes conjoncturelles"* et 15 milliards *"qui correspondront à la fin des mesures que nous avons prises pour relancer l'économie, mais qui naturellement n'ont pas vocation à durer au-delà de cette période de relance"*. (AP 12.06)

Pays-Bas. Crise politique. Les bijoux de la couronne valent bien un compromis avec l'extrême droite.

La reine Beatrix des Pays-Bas a demandé samedi d'examiner la possibilité de former un gouvernement de coalition auquel participeraient les libéraux du VVD et le parti d'extrême droite PVV, ont annoncé des sources concordantes.

'Aucun parti n'a la majorité au parlement, ce qui veut dire qu'une coalition est nécessaire pour obtenir la majorité et gouverner le pays', a expliqué à l'AFP Aernout Nieuwenhuis, professeur de droit constitutionnel à l'université d'Amsterdam. *'Idéalement, l'informateur remet à la reine un rapport dans lequel il indique quelle coalition lui semble la meilleure'*, a précisé M. Nieuwenhuis.

Sur la base de ce rapport, la reine désignera un *'formateur'*, chargé de mener à bien la négociation d'un accord de gouvernement de coalition, selon la même source. Les discussions de coalition peuvent durer des semaines, voire des mois. (Lemonde.fr 12.06)

Le 14 juin

J'ai reçu un second courriel du camarade étudiant ex-AJR et POI et il m'annonce qu'il va m'en envoyer un autre plus long, donc j'attendrai avant de finaliser ma réponse qui s'adressera à tous les militants.

En attendant, je comprends parfaitement que chacun tire profit à sa manière du contenu du site, je comprends également que mes causeries et analyses puissent donner lieu à des interprétations fort éloignées de leurs contenus, par contre je comprends moins que les militants m'en informent une fois seulement après avoir pris la décision de quitter un parti ou avoir adhéré à un autre, peut-être qu'ils auraient été amenés à

réfléchir davantage à certaines questions avant de prendre cette décision importante si nous avons pu en discuter librement, entendons-nous bien, je ne prétends pas par là qu'ils auraient pris une mauvaise décision, je n'ai pas à formuler de jugement de cet ordre bien que j'ai le droit d'en penser ce que je veux, mais dans la mesure où j'ai pu influencer leur décision d'une manière ou d'une autre, il aurait été préférable ou normal selon moi qu'on en discute avant et non après, ensuite chacun demeure libre de faire et de penser ce qu'il veut.

Déjà que nos rapports sont à sens unique et se déroulent sous le sceau de l'anonymat ce qui n'est pas très agréable croyez-moi, si en plus je m'escrime à définir une ligne politique et que des militants prétendant être en accord avec moi sur l'essentiel dans la pratique démontrent exactement l'inverse, je me dis que mon discours est peut-être totalement incompréhensible et je ferais mieux d'arrêter immédiatement, j'ai franchement l'impression désagréable de perdre mon temps pour vous parler franchement. Excusez-moi, je ne comprends pas que l'on puisse se complaire dans ce genre de relations. En quelque sorte et je ne pense pas que vous vous en rendez compte, vous donnez raison aux dirigeants dont vous vous plaignez et qui estiment que moins on en dit aux militants et mieux on se porte, c'est un comble ! Je pensais depuis le temps vous avoir démontré que j'avais un profond respect pour tous les militants que l'on soit d'accord ou non, et qu'un minimum de confiance pouvait exister entre nous. Je ne suis pas en colère, je me dis simplement que ces militants manquent encore de maturité.

De mon côté je vais essayer de voir là où j'ai péché pour corriger le tir, je suis hanté à l'idée que je pourrais me scléroser, d'être un vieux con borné et dogmatique, alors que je n'ai de cesse de tout remettre en cause, d'y passer un temps fou. J'ai sans doute eu tort de ne pas terminer et publier mon article sur le mouvement ouvrier depuis le début du XIXe siècle où j'abordais en détail ma conception de la lutte de classe en relation avec la construction du parti en essayant de tirer partie du développement de la situation mondiale et des enseignements du marxisme. J'ai pu donner l'impression de m'accrocher désespérément au léninisme comme à la branche morte d'un arbre à défaut de vouloir regarder la réalité en face, le léninisme pour de nombreux militants n'étant plus qu'un souvenir rance ou une curiosité d'un autre temps à ranger au musée des antiquités, ainsi ils ont pu se méprendre et ne pas voir ce qui me distinguait fondamentalement de LO que l'on pourrait prendre au premier abord (seulement) pour une organisation fidèle au trotskisme ou encore du CCI-POI sur le plan théorique... J'essaierai de reprendre cet article quand j'en trouverai le temps.

Bonne semaine à tous et bonne continuation pour la suite.

Plusieurs sujets de causerie aujourd'hui, en fait j'ai bossé ce matin, de 7h à 13h55 pour être précis. Je n'ai pas corrigé les fautes contenues dans cette causerie, plus le temps, il me reste tout à faire chez moi.

1- Vous avez forcément remarqué que le gouvernement n'a même pas attendu 24h après la fin du congrès de la CFDT pour annoncer son plan de rigueur de 50 milliards d'euros. Comme quoi il l'a apprécié à sa juste valeur ! Peut-être a-t-il fait preuve là d'un excès d'optimisme, car à trop charger la barque il arrive un moment où elle chavire !

Maintenant, il est parfaitement capable de juger la situation et il ne manque pas d'alliés dans le mouvement ouvrier.

Tous les partis qui ont répondu à l'appel de la Fondation Copernic sont sur une ligne de capitulation sans combat, pas question pour eux de lancer un appel à la mobilisation générale contre le gouvernement, un hypothétique référendum fera l'affaire, comme avec La Poste pour le même résultat.

De son côté le POI est totalement isolé et il n'a pas les moyens d'inverser le cours des choses.

L'intersyndicale n'a rien trouvé de mieux que de programmer de nouvelles journées d'action sans lendemain et totalement inoffensives. Quant à FO, elle appelle seule à une grève et organise une manifestation à Paris qui rassemblera des milliers de militants et travailleurs ; si les précédentes manifestations qui avaient rassemblé des centaines de milliers de travailleurs n'ont pas suffi à faire reculer le gouvernement, on voit mal pourquoi il devrait agir autrement au soir du 15 juin.

Seule une grève générale de fait dans le pays ou appelée par les syndicats et les partis pourraient le forcer à reculer, une grève générale qui deviendrait illimitée jusqu'au retrait sans condition de son projet. Les travailleurs y sont-ils prêts, y ont-ils été préparés, leurs conditions de travail et de vie sont-elles devenues insupportables au point d'envisager sérieusement de recourir à cette forme d'action ? Vous êtes mieux placés que moi pour répondre à ces questions.

Je constate simplement que dans tous les pays où le prolétariat est durement frappé par les mêmes mesures réactionnaires, la majorité d'entre eux ne sont pas prêts à se mobiliser, bien qu'apparemment ce ne soit pas l'envie qui leur manque. Alors qu'est-ce qui leur fait défaut aujourd'hui ? Pourquoi demeurent-ils dans l'expectative ? Penseraient-ils que ces mesures sont inévitables même si ils les rejettent ou les trouvent injustes ? Pourquoi devraient-ils le penser, comment est-ce possible qu'ils en arrivent à cette extrémité ? J'ai ma petite idée sur ces questions qui se réduisent à une seule : ne se diraient-ils pas qu'il n'existe aucune alternative politique crédible et cohérente au capitalisme et au sort qu'il leur réserve, et que finalement il existe bien pire dans le monde, que pour la plupart d'entre eux ils peuvent encore malgré tout continuer de vivre comme avant ? La barque ne serait-elle pas encore assez lourde pour qu'elle coule et qu'il soit temps d'essayer de se sauver par n'importe quel moyen, une révolution par exemple ?

Si les conditions ne sont pas encore remplies pour une révolution, ne serait-elle pas pour autant à l'ordre du jour ? Quel autre gouvernement qu'un gouvernement ouvrier révolutionnaire pourrait mettre fin au chômage, à la précarité, à la précarité, au rouleau compresseur du capitalisme qui liquide un par un tous nos droits sociaux ? N'est-ce pas cette question qu'il faudrait poser aux travailleurs ? Ne répond-elle

pas à toutes les questions qu'ils peuvent se poser sur la situation, ne renferme-t-elle pas les réponses à toutes leurs questions, la situation ne sous-entend-elle pas qu'il n'existe pas d'autre solution à moins d'accepter de vivre de plus en plus mal ? Pourquoi aucun parti n'est sur cette ligne ? Pourquoi aucun parti ne leur tient-il pas ce discours ? Par crainte d'être à contre-courant ? De qui, de quoi au juste ?

2- Que vaut la violente diatribe de Martine Aubry, dimanche sur France 5, contre le gouvernement à propos de la remise en cause des 60 ans ? A coup sûr, il y a encore des crétins qui vont lui sortir : chiche, on n'y coupera pas.

A mon avis, cette opération s'adresse en priorité aux médias qui sont les alliés les plus sûrs du régime, mais pas seulement. Elle consiste à attirer ou concentrer l'attention vers le PS pour qu'il devienne un acteur incontournable de la mobilisation de ce qu'ils appellent la gauche, pour mieux détourner l'attention des travailleurs et des militants des éléments déterminants du projet du gouvernement que le PS partage notamment, l'allongement de la durée de cotisation et l'alignement du public sur le privé, tandis que le PS n'a finalement pas du tout l'intention d'appeler la classe ouvrière à la mobilisation, son véritable objectif étant de faciliter la tâche au gouvernement. Notez bien qu'à aucun moment le PS ne réclame le retrait pur et simple du projet du gouvernement.

A y regarder de plus près, on s'aperçoit qu'elle reprend exactement la même méthode que Chérèque à la veille, pendant et après le congrès de la CFDT : ils vitupèrent contre un élément du projet du gouvernement qui prit isolément n'a qu'une importance secondaire ou ne concernera qu'une infime minorité de travailleurs qui partiront à la retraite dans les années à venir, pour mieux endosser ou faire passer ceux qui ont un caractère essentiel et détermine le contenu antisocial de ce projet qui concernera dans l'avenir l'ensemble des générations nées à partir des années 60.

3- A propos de la situation en Belgique.

A l'heure où j'écris les agences de presse n'ont pas encore diffusé les résultats définitifs des élections législatives d'hier. On entend dire beaucoup de choses sur la Belgique, ce pays serait en proie à un mouvement séparatiste et pourrait éclater, disparaître, il serait paralysé politiquement, etc. Je vous avoue ne pas m'y être intéressé, aussi pour essayer de comprendre de quoi il retourne vraiment, nous pourrions partir de cet extrait d'un article d'Associated Press paru hier soir.

"Pendant toute la campagne électorale, le discours séparatiste a constitué le principal argument de Bart de Wever, partisan du "confédéralisme". Il consisterait à confier diverses compétences (santé, justice, fiscalité, sécurité sociale, etc.) à des entités régionales, l'Etat fédéral ne conservant pour sa part que certaines prérogatives régaliennes comme la défense ou la politique étrangère. A terme, les séparatistes ne cachent pas leur intention de se dissocier totalement de la partie wallonne."

La Belgique deviendrait la Suisse du nord de l'Europe, le chocolat en moins et les frites en plus !

Plus sérieusement, qu'est-ce que des "entités régionales" de la santé ou de la sécurité sociale par exemple, sinon la politique actuelle du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner en France qui vise à terme la privatisation du système de santé et de protection sociale. Le patronat belge s'est servi de la diversité linguistique qui existe en Belgique comme un moyen de pression sur les partis politiques qui participent au pouvoir et sur le gouvernement, pour qu'ils prennent en compte les besoins qu'il a exprimés dans tous les secteurs de la vie économique et sociale du pays et dont l'objectif correspond au démantèlement des services publics et à leur privatisation. Ce que le pouvoir fédéral ne parvient pas à réaliser du fait de la résistance du prolétariat, le patronat comptait bien y parvenir par d'autres moyens quite à faire planer la menace de l'éclatement de la Belgique.

4- A propos de la situation au Kirghizistan.

J'ai lu un article du Monde d'hier qui confirmait la brève analyse que j'avais donnée dans ma causerie du 13.

"Ce qui se passe actuellement dans le Sud n'est pas un conflit ethnique", estime M. Massoulov, un politologue interrogé par l'AFP, "mais une provocation classique de forces destructrices et groupes criminels qui cherchent à destabiliser le pays et interrompre le processus politique engagé par le nouveau pouvoir". Dans cette région par ailleurs confrontée à une forte criminalité organisée - spécialisée dans le trafic de drogue - les habitants sont nombreux à voir dans les émeutes la main de l'ancien président déchu, Kourmanbek Bakiev, chassé du pouvoir par des manifestations en avril.

Dans cet article, *Le Monde* rectifie le tir discrètement et fait dire à ces "habitants" ce qui semble être une interprétation de la situation plus proche de la réalité, après qu'avec l'ensemble des médias il ait présenté les émeutes des derniers jours comme le produit d'un conflit ethnique, sans nier pour autant qu'il n'existerait pas de tensions dans le pays entre Kirghize et Ouzbeks.

Les médias se font un malin plaisir à présenter tous les conflits qui se produisent dans le monde comme le produit de différents entre des personnes aux origines diverses qu'ils classent volontiers et malicieusement en communautés, alors qu'en réalité il sont les conséquences de problèmes économiques et politiques auxquels les gouvernements sont incapables de faire face autrement qu'en montant une partie de leur population contre une autre pendant qu'ils tirent les ficelles.

L'origine de chaque conflit mettant en scène des communautés distinctes repose avant tout sur des inégalités économiques et sociales que

le pouvoir s'est employé à créer ou à exploiter à des fins qui n'ont rien à voir avec les besoins de la population, ce que les médias s'emploient soigneusement à camoufler aussi longtemps que possible ou évoquent rapidement sans s'y arrêter, préférant donner une interprétation des faits conforme aux intérêts des régimes en place, quitte à passer ensuite auprès de leurs lecteurs ou auditeurs pour de vulgaires manipulateurs, du fait que les moyens de communication modernes permettent à chacun de s'informer parallèlement en temps réel par le canal d'Internet et de faire la part des choses entre info et intox. Ce n'est pas pour rien que l'on parle de médias aux ordres, à l'ordre établi à l'échelle mondiale.

5- A propos de la situation en Chine.

La mobilisation sociale est en train de gagner du terrain. De Canton, elle a gagné la région de Shanghai et maintenant le centre de la Chine, peut-on lire dans un article de RFI publié samedi.

Le journaliste précise : "*Mais il y a plus grave pour le gouvernement : les grévistes, pour la première fois, ont refusé de s'en remettre au syndicat officiel chinois, un syndicat unique, sous contrôle du Parti communiste (PCC). Un syndicat accusé d'être au service de la direction de l'entreprise.*

C'est un acte très politique de la part des grévistes qui revendiquent le droit de désigner leurs propres représentants. Un vrai défi qui explique sans doute la réaction du gouvernement."

Le développement de la situation en Chine est intéressant, pour autant il ne faut pas s'emballer, ces grèves ne concernent pour le moment qu'une minorité du prolétariat chinois et le gouvernement conserve le contrôle de la situation. Cela dit, pour la première fois la classe ouvrière parvient à revendiquer son indépendance de classe face au régime sans qu'il puisse la museler ou la réprimer, qui plus est, à obtenir satisfaction sur ses revendications.

Ces mouvements sociaux se déroulent dans des régions industrielles où sont concentrés des millions d'ouvriers travaillant dans des entreprises privées à capitaux étrangers et dont les marchandises sont destinées à l'exportation. Au début du XXe siècle en Europe, aux Etats-Unis et en Russie, c'est dans les grands centres industriels où se trouvaient rassemblés des centaines de milliers d'ouvriers que les syndicats se sont développés et où la classe ouvrière a revendiqué son indépendance de classe, il n'y a donc rien d'étonnant à ce que le développement de la lutte de classe en Chine emprunte la même voie.

Il est plus facile à la classe ouvrière de prendre conscience de sa force et de la place qu'elle occupe dans les rapports de production, du rapport de forces qui par le nombre lui est favorable par rapport aux patrons dans ces conditions, que lorsque le prolétariat est atomisé ou isolé dans des millions de petites ou moyennes entreprises comme on peut le constater aujourd'hui en France par exemple.

Maintenant la question est de savoir dans quelle situation ces mouvements sociaux interviennent et pourquoi le régime a été incapable de les réprimer avant qu'ils ne se répandent dans d'autres régions de la Chine. Je manque de données précises pour répondre à cette question et je n'ai pas eu le temps d'y réfléchir jusqu'à présent.

D'une part, le prolétariat entend profiter du redémarrage l'économie chinoise pour revendiquer des augmentations de salaire et de meilleures conditions de travail, d'autre part, travaillant dans des entreprises dont les marchandises sont destinés à l'exportation vers des pays où il existe des syndicats libres, il revendique le même statut et son indépendance de classe face à des capitalistes qui les surexploitent et engrangent des profits énormes. Cela n'explique pourquoi le régime et les patrons de ces entreprises se sont sentis obligés de céder à ses revendications.

On peut évidemment évoquer la crise du capitalisme et le fait que les capitalistes des pays dominants comptent sur la Chine pour relancer l'économie mondiale, qu'ils considèrent l'instabilité sociale préjudiciable aux affaires, on peut aussi évoquer le développement de la Chine au cours des deux dernières décennies à partir de ses activités tournées vers l'exportation, développement qui est loin d'être achevé et qui s'est réalisé jusqu'à présent au détriment du prolétariat rural au point de renforcer les inégalités entre les grandes villes et le reste du pays, sachant qu'un grand nombre des ouvriers de ces entreprises viennent de provinces défavorisées et versent une partie de leur salaire à leur famille, les immigrés de l'intérieur comme on les appelle aussi, augmenter leurs salaires c'est peut-être aussi une manière de faire patienter ces millions de prolétaires et de paysans pauvres abandonnés par le régime avec lesquels la rupture pourrait déboucher sur une situation totalement incontrôlable et rendre le pays ingouvernable. On peut ajouter que les augmentations de salaire vont stimuler la consommation intérieure et contrebalancer les effets de la crise qui se sont traduits par une baisse des exportations notamment, cet argument est à relativiser dans l'immédiat compte tenu que les réserves en devises de l'Etat se monte à 2 400 milliards de dollars, inconvénients, ces augmentations de salaire rendent le coût de la main d'oeuvre chinoise moins attractif pour les capitalistes et ils vont alimenter l'inflation...

J'ai envie d'ajouter encore un élément car ceux évoqués ci-dessus ne suffisent pas à mon avis à expliquer le comportement "*compréhensif*" des autorités chinoises envers ces mouvements sociaux, je ne fais que reprendre ici l'expression qu'elles ont employée, pourquoi se montreraient-elles subitement si "*compréhensives*" aujourd'hui par rapport à seulement hier ?

Cela n'aurait-il pas un rapport avec le développement effréné du capitalisme en Chine, avec l'orientation politique du régime favorisant ce développement et son incapacité à gérer les contradictions nées de la mise en concurrence de l'économie planifiée avec l'économie capitaliste dans leur pays, au point de reconnaître que ce développement lui échappe en partie ainsi que ses conséquences pour la

population, notamment les inégalités croissantes entre les masses laborieuses et ces milliardaires qui étalent au grand jour avec insolence leur richesse, au point de devoir intervenir en faveur des ouvriers en grève...

Pour aller plus loin, il faudrait tenir compte de la culture du peuple chinois sous la coupe du maoïsme depuis 1949 et des différentes étapes qui ont marqué l'ouverture du pays au capitalisme depuis les années qui ont suivi la mort de Mao. Ils sont passés de l'époque de l'égalitarisme à celle de l'enrichissez-vous anarchique dont les conséquences aboutissent à une remise en cause de tous les rapports sociaux qui régissaient la société. Il faudrait approfondir cette question. A terme, c'est le régime lui-même, le pouvoir du parti communiste chinois qui est menacé par la dislocation des rapports sociaux existant depuis le milieu du XXe siècle... (A suivre)

Le 15 juin

Il y a eu 1901 connections au site au mois de mai et 6 700 pages ou documents ont été vues ou téléchargés. Si vous ne voulez pas participer au fonctionnement du site, essayez au moins de le faire connaître auprès d'autres militants, par contre il est inutile de donner son adresse à des travailleurs qui n'ont aucune expérience du mouvement ouvrier.

Belgique, suite.

Hier j'affirmais que la situation au lendemain des élections législatives n'allait pas aboutir à l'éclatement de la Belgique, tant pis pour les furieux opportunistes qui voient disparaître des Etats tous les quatre matins, ils seraient bien en mal d'en citer un seul en dehors de la Yougoslavie tandis que l'Allemagne et le Vietnam ont été réunifiés.

Passons à l'extrait d'un article de Reuters daté d'hier et dont j'ai pris connaissance quelques heures seulement après avoir rédigé ma causerie. Son contenu confirme et conforte mon analyse.

Le principal dirigeant du N-VA, Bart de Wever, a revendiqué la victoire en fin d'après-midi devant ses sympathisants réunis à Bruxelles.

"La N-VA a gagné les élections aujourd'hui. Nous avons obtenu 30% des voix (en Flandre). Nous sommes le plus grand parti de Flandre (...) Les Flamands ont opté pour le changement, nous n'allons pas les décevoir. Il faut réformer l'Etat et il faut assainir les finances publiques", a-t-il déclaré.

Le chef du Parti socialiste wallon, Elio di Rupo, pourrait ainsi devenir le premier chef de gouvernement francophone depuis 1974.

"Nous sommes ouverts à une réforme de l'Etat. Ensemble, Flamands, Bruxellois et Wallons, nous devons avoir le courage de conclure un accord équilibré", a-t-il dit dimanche soir. (Reuters 14.06)

Chine, suite.

Les mouvements sociaux qui se développent depuis quelques semaines se déroulent dans des entreprises privées à capitaux étrangers (Honda, Brother) tournées vers l'exportation où les travailleurs sont soumis à l'exploitation capitaliste, pas dans des entreprises d'Etat, tout du moins à notre connaissance.

Ces mouvements sociaux interviennent dans le cadre de la restauration à marche forcée du capitalisme, ils auraient été impossibles autrement si l'on en juge par l'expérience de l'URSS et ses satellites. Ce qui est fort compréhensible du fait que sous une dictature de type stalinienne toute puissante il est impossible au prolétariat de s'organiser et de donner naissance à des syndicats ou des partis indépendants du pouvoir. J'ai lu quelque part, mais je n'arrive pas à remettre la main sur l'article en question, que ces grèves intervenaient dans le cadre de l'économie planifiée faisant croire que tout serait possible sous la dictature chinoise, or c'est faux comme je viens de le démontrer, la restauration du capitalisme en Chine est tellement avancée et a pris une place tellement importante dans le développement du capitalisme mondial et sa tentative de surmonter ses contradictions, que l'on ne peut pas ou plus définir (seulement) l'économie chinoise comme une économie planifiée, même si elle demeure largement majoritaire au sein de la production globale du pays, elle est orientée de telle sorte qu'à terme l'économie planifiée devrait disparaître ou être réduite à une portion congrue, histoire peut-être de tirer profit de la dictature en place, car sur le plan politique elle présente bien des avantages pour les capitalistes.

La caste de bureaucrates en Chine ne pouvait se maintenir à la tête de l'Etat ouvrier dégénéré qu'en réprimant toute tentative du prolétariat de s'exprimer ou de s'organiser indépendamment du parti maoïste au pouvoir depuis 1949. Avec le développement du capitalisme et la concentration de millions d'ouvriers dans des zones industrielles livrés aux lois du marché, donc à d'autres lois que celles en vigueur en Chine, il lui est devenu impossible de museler plus longtemps le prolétariat.

On a là la confirmation que cette caste parasitaire n'était pas et n'est pas une nouvelle classe sociale, même si la plupart de ses attributs sont similaires à ceux d'une classe, même si une partie des capitalistes chinois sont issus de ses rangs. Ce sont les rapports de production

qui déterminent les rapports sociaux entre les classes ou entre la classe et la caste qui gère les moyens de production collectivisés pour son propre compte.

Le capitalisme engendre des rapports de classe qui conduisent chaque classe à revendiquer des droits spécifiques correspondant à des besoins distincts des autres classes, il est l'instigateur de la lutte des classes que le prolétariat se charge de propager pour défendre ses propres intérêts.

Il y a quelque temps déjà, j'avais écrit sur la base de l'expérience de l'URSS et ses satellites avant et après la liquidation de la propriété collective des moyens de production, qu'il était impossible au prolétariat de s'organiser temps qu'une dictature bureaucratique concentrant tous les pouvoirs demeuraient en place. Ce qui se passe en Chine le confirme, bien que le scénario qui est en train de se dérouler ne soit pas exactement le même que dans l'ex-URSS.

Dans un pays capitaliste, le patron ou le chef d'entreprise ne concentre pas tous les pouvoirs, son pouvoir s'arrête à la porte de son entreprise, tandis que dans un pays contrôlé par une caste bureaucratique son pouvoir (tentaculaire) s'étend jusqu'à l'atelier, le bureau ou le champ. Un patron ne détient pas un pouvoir absolu sur ses salariés, son pouvoir se limite à ce qui se passe dans l'enceinte de son entreprise, tandis qu'une caste bureaucratique détient un droit de vie ou de mort sur chaque citoyen sur la totalité du territoire nationale, c'est le côté absolument terrifiant du stalinisme ou sa version maoïste ou cubaine.

Dans un pays capitaliste il y a une répartition des pouvoirs entre ceux qui détiennent les moyens de production, le pouvoir économique, les patrons, et ceux qui détiennent le pouvoir politique, les institutions dont les élus ou les membres sont issus de partis politiques. Tandis que dans un pays capitaliste l'usine est un lieu privé, dans un pays de type stalinien l'usine est un lieu public si l'on peut dire où le pouvoir politique peut intervenir et s'exerce en réalité quotidiennement, c'est lui qui nomme ou destitue les directeurs d'usines par exemple. C'est cette distinction ou cette répartition des rôles et des responsabilités qui existe de fait, qui explique à la fois l'audace des ouvriers chinois et l'impossibilité du gouvernement de recourir à la vieille méthode de la répression violente. (A suivre)

Quelques infos en bref.

Une lamentable mise en scène sur mesure pour La Talonnette.

L'Elysée a donné des "*ordres précis*" pour sélectionner les employés d'une usine, qui figureront auprès du président lors d'une prochaine visite.

C'est ce qu'affirme au Post un salarié de l'entreprise Turbomeca, de Bordes (Pyrénées-Atlantiques), où Nicolas Sarkozy doit se rendre le 22 juin, confirmant une information de *La République des Pyrénées*.

Le quotidien régional affirme que "*deux émissaires de l'Elysée sont venus à Bordes, il y a plus d'une semaine, pour sélectionner les salariés de l'usine avec des critères bien précis. Impératif : ne pas mesurer plus d'1 mètre 70 pour ne pas souligner la 'petite' taille du chef de l'Etat*", assure *La République des Pyrénées*.

Le journal cite le cas d'une ingénieure, qui dirige la ligne de fabrication que visitera Nicolas Sarkozy. Selon le quotidien, cette dernière "*aurait été écartée à cause de sa taille – 1,85 mètre –, pour être remplacée par quelqu'un de moins grand*". "*Certains penseront qu'il vaut mieux se plier aux caprices du prince plutôt que risquer une délocalisation chez les Pygmées*", conclut, ironique, le quotidien régional.

Contacté par Le Post, un salarié de l'entreprise Turbomeca -qui souhaite rester anonyme- affirme que "*des dispositions*" ont bien été "prises" pour sélectionner les employés qui figureront auprès du président.

"*Il y a une quinzaine de jours, deux émissaires de l'Elysée sont venus dans l'entreprise. Après leur passage, le DRH de Turbomeca a convoqué les délégués syndicaux pour les informer que des dispositions avaient été prises pour la visite du président*", explique-t-il au Post.

"*Dans l'entreprise, nous avons remarqué que la direction n'a pas choisi les plus grands. Même si nous n'avons aucune preuve formelle que l'Elysée a ordonné un 'casting' -car les consignes ont été données à l'oral- nous en avons tous déduit que l'Elysée a donné des ordres précis à la direction quand nous avons vu les personnes sélectionnées. La direction de l'usine s'est donc exécutée en choisissant des personnes ne mesurant pas plus de 1,70 m*", assure ce salarié de l'usine au Post.

Avant d'expliquer en détail ce qu'il s'est passé avec l'ingénieure, qui dirige la ligne de fabrication que visitera Nicolas Sarkozy. "*Dans un premier temps, elle a été écartée. En interne, plusieurs personnes ont râlé, estimant qu'elle était la plus qualifiée pour présenter la ligne de fabrication...*", explique-t-il.

Avant de raconter la suite: "*Du coup, même si elle mesure 1,85 m, elle va quand même pouvoir figurer aux côtés de Nicolas Sarkozy, lors de sa visite. Mais il est d'ores et déjà prévu que le président montera sur une estrade pour être surélevé par rapport à elle, qui aura les pieds à terre. Sur les images, Nicolas Sarkozy sera donc sur cette espèce de marche-pied, placé devant chaque machine.*" (Lepost.fr 14.06)

Cela confirme l'idée qu'on se faisait de l'état mental du nabot de Palais, pas seulement, de la cour qui l'entoure aussi. Tout le monde le prend pour un minable et se fout de sa gueule. Il est tellement complexé qu'on comprend pourquoi il est si hargneux. Le plus lamentable encore ce sont ceux qui se pressent pour être sur la photo de famille. Bref, l'argent et le pouvoir ne font pas forcément le bonheur !

Fébrilité au Palais.

L'Elysée s'active pour isoler Dominique de Villepin, qui lance son mouvement politique samedi prochain. Un mouvement, qui se présente comme "*une alternative*" deux ans avant la présidentielle de 2012. Comment? En continuant à dépouiller son rival de ses partisans.

L'ex-Premier ministre se retrouve en effet "*coupé*" de plusieurs de ses proches.

Après l'entrée au gouvernement de l'ex-directeur de cabinet de Dominique de Villepin, Bruno Le Maire, fin 2008, Georges Tron, a été nommé, en mars dernier, secrétaire d'Etat à la fonction publique.

Un autre villepiniste, le député de la Drôme Hervé Mariton, a annoncé vendredi dernier qu'il n'adhèrera pas au mouvement politique de Dominique de Villepin. "*Un retrait négocié en direct par le président. Hervé Mariton ayant été reçu à l'Elysée il y a quelques jours*", affirme le chef du service politique d'Europe 1, Fabien Namias.

La radio précise que deux autres proches de Dominique de Villepin ont aussi eu droit à un tête-à-tête avec Nicolas Sarkozy ces derniers temps: le député UMP du Morbihan, François Goulard, et le député de Seine-et-Marne Guy Geoffroy. (Sources: Le Post, Europe1.fr, Le Journal du Dimanche, Les Echos.fr)

Rencontre Merkel Sarkozy : Le minimum syndical.

La rencontre à Berlin hier entre Angela Merkel et Nicolas Sarkozy a mis en évidence leurs désaccords et s'est soldée par un catalogue de bonnes intentions. Pour décrypter le contenu de cette rencontre : "*il faut*" et "*il faut que*" à lire au conditionnel, "*on pourrait prévoir que*" dans un avenir indéterminé...

Angela Merkel a dit lors d'une conférence de presse commune avec le chef de l'Etat français : "*Il faut renforcer le pacte de stabilité et de croissance*" européen.

"*On pourrait prévoir que les pays particulièrement laxistes seraient sanctionnés par un retrait de leur droit de vote européen*", a précisé Angela Merkel.

"*Il faut que les 27 chefs d'Etat et de gouvernement s'entendent comme un gouvernement économique de l'Europe*", a-t-elle dit, précisant que les 16 pays de la zone euro devaient pouvoir se rencontrer en cas de besoin.

"*Il ne s'agit pas de créer de nouvelles institutions, il s'agit de pouvoir agir de façon pragmatique et efficace*", a-t-elle dit, ce qui signifie que l'institutionnalisation de ces réunions, voulue par Nicolas Sarkozy, était abandonnée. (Reuters 14.06)

Nouveau camouflet pour Sarkonapoléon.

Le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, s'est opposé ce lundi à la proposition française de doter la zone euro d'un gouvernement institutionnalisé au plus haut niveau de chefs d'Etat et de gouvernement, à trois jour d'un sommet de l'UE où le sujet sera discuté.

Il estime que le forum des ministres des Finances de la zone euro qu'il dirige devait rester responsable de la coordination des politiques économiques, sans avoir besoin de mettre sur pied une nouvelle institution au-dessus.

«*Nous avons un Eurogroupe qui fonctionne au niveau des ministres des Finances. Une fois par mois nous échangeons des points de vue*», a-t-il déclaré à l'issue d'une rencontre avec José Manuel Barroso, à Luxembourg. (Libération.fr et AFP 14.06)

Les travailleurs ne se poseraient pas de questions ?

75% des Français se disent préoccupés par le chômage et l'emploi, 56% par le financement des retraites et 52% par les questions de santé et la qualité des soins, constate un sondage mensuel TNS Sofres pour La Croix et Covéa Finance et publié lundi.

86% des jeunes de 18 à 24 ans, et 77% des plus âgés de 50 à 64 ans se déclarent les plus préoccupés par la situation du chômage et de l'emploi.

Sur le financement de la retraite, les jeunes de 25 à 34 ans se disent préoccupés à 55% et les plus âgés, de 50 à 64 ans, à 68%.

Quant à la santé et la qualité des soins, les plus préoccupés se situent dans la tranche d'âge des 35 à 49 ans (53%), des 50 à 64 ans (54%), et plus particulièrement dans celle des 65 ans et plus (58%). (AFP 14.06)

Trompe l'oeil.

La production industrielle européenne n'a jamais connu une croissance aussi forte sur un an, selon les derniers chiffres d'Eurostat. L'indicateur a progressé de 9,5% d'avril 2009 à avril 2010, rapporte ce lundi l'Institut européen de la statistique. Les chiffres ont également été revus à la hausse en mars, donnant 1,5% mensuel et 7,7% annuel.

«Les données annuelles traduisent surtout un effondrement colossal de l'activité industrielle en avril 2009», tempère Bruno Cavalier, chef économiste chez Oddo. «Le niveau de la production actuelle se trouve encore 8% en dessous de celle d'août 2008, avant la crise.»

Les chiffres, pris dans le détail, trahissent toutefois un creusement entre pays du Nord et du Sud. Ces derniers s'enfoncent à nouveau en avril par rapport à mars. La production industrielle a chuté de 3,4% en Grèce, de 4,4% au Portugal, de 2,6% en Slovaquie. Et de 10,9% en Irlande. *«L'austérité budgétaire fait déjà sentir ses effets dans ces pays-là», note-t-on chez Exane BNP Paribas. En France, l'activité industrielle a baissé de 0,4% par rapport à mars.*

Dans sa composition, la reprise de la production trahit la faiblesse de la demande en Europe. Les biens de consommation durables ont baissé de 0,1 en zone euro, et les biens non durables de 1,2%. La croissance est donc tirée par les entreprises qui reconstituent leurs stocks et par les exportations.

«Si la tendance ne change pas, il existe un risque évident que la croissance ralentira significativement alors que le rebond des stocks faiblira», note Société Générale. «Les livraisons récentes de l'indice PMI des directeurs d'achat traduit d'ailleurs une chute de l'activité dans les prochains mois. C'est l'effet de la crise de la dette en Europe sur la confiance et les nouvelles commandes.» (JDF 14.06)

Grèce.

L'agence de notation Moody's annonce avoir abaissé la note de la dette souveraine de la Grèce en catégorie spéculative de "A3" à "Ba1", en arguant des risques liés au mécanisme de soutien apporté à Athènes par la zone euro et le Fonds monétaire international (FMI). (Reuters 14.06)

Le 16 juin

Pas le temps de causer, on a eu un nouvel orage et une coupure de courant durant 14 heures dont toute la nuit, donc je n'ai pas pu vraiment dormir il faisait environ 35°C dans la maison, à étouffer !

Retraites.

"L'objectif, c'est de réussir septembre, c'est là que ça va être le plus chaud. C'est la rentrée et le contexte sera différent", a dit le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, au départ du cortège parisien.

Pour Bernard Thibault, le projet en préparation est *"une loi qui va être un véritable recul social d'ampleur pour les futures générations"*.

La mobilisation *"commence maintenant et tout va dépendre maintenant du degré de réaction des salariés"*, a jugé le secrétaire général de la CGT sur France Info. *"Maintenant, les choses sérieuses vont commencer"*. (Reuters 15.06)

Jurer cracher, en septembre vous aller voir ce que vous aller voir... Soit, s'ils organisent de nouvelles journées d'action sans lendemain, ils pourront afficher leur unité sur le mot d'ordre du retrait du projet du gouvernement, il ne reculera pas. Seule une grève générale illimitée pourrait le forcer à reculer, dans la mesure où à la question des retraites d'autres revendications pourraient venir se greffer, de telle sorte que la grève et la mobilisation pourraient gagner tous le pays et prendre une tournure politique contre le régime.

Reste à savoir ensuite si les masses parviendront à s'organiser indépendamment des appareils des syndicats et des partis, en intégrant les militants des syndicats et des partis qui se placent à leur côté...

Privatisation de l'électricité, suite.

Les députés ont adopté mardi le projet de loi relatif à la nouvelle organisation du marché français de l'électricité (NOME) qui prévoit qu'EDF cèdera jusqu'à 25% de sa production nucléaire à ses concurrents comme GDF Suez, Poweo ou Direct Energie, afin de renforcer la concurrence sur le marché interne comme le demandent les instances européennes. (Reuters 15.06)

Heuliez, suite.

Le comité d'entreprise du constructeur et équipementier automobile Heuliez examine ce mardi deux offres de reprise, dont une a été remaniée, a indiqué l'administrateur judiciaire Me Régis Valliot. (Libération.fr et AFP 15.06)

Le 18 juin

Je me suis demandé hier si j'allais continuer le site ce matin... Je réfléchis à n'actualiser le site qu'une ou deux fois par semaine. Je pense aussi revoir la formule actuelle qui me prend trop de temps, tout mon temps en fait. Si j'étais certain que mes articles seraient diffusés sur le Net par un autre canal, je ferais le site immédiatement. Le site ne sera pas actualisé d'ici lundi ou mardi.

A la longue, le fait d'être à 10.000 kms de la France se transforme en inconvénient majeur pour aller au-delà de l'activité politique que j'ai commencée en 2004. Rien ne remplacera jamais la présence physique et les discussions entre militants, par téléphone ou pas courriel cela demeure insatisfaisant. D'ici je ne peux même pas créer un comité de soutien ou réunir les militants qui partagent une grande partie de mes positions, je ne peux faire participer personne au site, bref, c'est nul sur le plan pratique. Et je ne tiens pas à me transformer en commentateur de l'actualité comme le font les dirigeants, cela ne m'intéresse pas. Chez eux le plan pratique ne sert qu'à faire vivre leur boutique ou leur caste, au contraire je considère qu'il doit nous permettre d'avancer vers notre objectif.

Vous vous demandez peut-être ce qui me tracasse en ce moment, je vais vous le dire : l'absence du parti et le fait qu'on soit très mal barré pour résoudre ce problème.

Il y a deux semaines environ dans le site des militants d'*Où va la CGT ?* j'ai lu une intervention d'un cheminot de la CGT qui disait qu'il avait eu une discussion avec un militant du POI qui lui aurait répondu, je cite en substance : les travailleurs ne sont pas prêts pour la révolution, donc il ne faut surtout pas en parler ou leur proposer une issue politique, dire qu'il faut virer Sarkozy, les institutions, etc.

Peu de temps après, je reçois un courriel d'un ex-militant du POI qui m'écrit que les militants du CCI-POI expliquent que les conditions objectives et subjectives ne sont pas réunies pour une révolution, donc il était urgent de parler d'autre chose, même discours qu'avec notre cheminot.

Hier je reçois une copie du Plénum des 12 et 13 juin 2010 du CCI-POI dans lequel il est écrit, vous avez le droit de sourire après ce qui vient d'être dit : "*Dans cette phase qui transite d'une période pré-révolutionnaire vers l'ouverture d'une crise révolutionnaire, la question centrale est et sera celle de la construction du parti révolutionnaire.*". On nage en plein délire ou en pleine crise de mégalomanie incontrôlée ! Cette caractérisation de la situation s'apparente à un fantasme de furieux dogmatiques qui confondent la théorie et la réalité ou qui voudraient que la réalité se plie aux quelques éléments théoriques qu'ils ont plus ou moins assimilés, mais laissons cela de côté pour le moment. Si la situation est "pré-révolutionnaire", alors pourquoi le tenir soigneusement caché aux travailleurs et aux autres militants ?

Que s'imaginent-ils, que les masses prendront le chemin de la révolution et du socialisme du jour au lendemain sans y avoir été préparées de longue date ou jamais ? Ce sont des charlatans au regard de l'expérience passée du mouvement ouvrier international. Ces gens-là évoquent la révolution comme on évoque un rendez-vous de dernière minute qui ne demanderait aucune préparation, qu'il ne serait pas bien grave de louper si par malheur cela se produisait, un peu comme un train succède à un autre, peu importe si on rate le premier, on prendra le suivant, comme si finalement les conditions pour qu'une révolution voie le jour et soit victorieuse se présentaient finalement tous les quatre matins, car à l'opposé ce qui nous importe, ce n'est pas la révolution en soi mais qu'elle ait une chance de triompher, et si on ne peut pas prévoir à l'avance son issue, au moins on essaie de faire en sorte qu'elle ait la possibilité de bien se terminer, or tout est fait pour qu'elle soit vaincue avant même d'avoir vu le jour, dès lors on comprend le discours de ces militants du CCI-POI en contradiction avec le discours lénifiant de leurs dirigeants et la politique opportuniste qu'ils mettent en oeuvre quotidiennement, leur stratégie de front unique qui conduit tout droit à la catastrophe.

En résumé, la révolution, c'est tout juste bon pour la théorie, on est des révolutionnaires sur ce plan-là, c'est ce qu'ils s'imaginent. Et sur le plan pratique on fait en sorte de préserver les appareils et le régime en ne proposant aucune perspective politique aux travailleurs.

Depuis le début des années 90, on pourrait prendre comme référence le traité de Maastricht de 1992 si l'on veut, tous les gouvernements qui se sont succédés se sont attaqués à nos droits sociaux, ont privatisé, etc. pendant les deux dernières décennies ils se sont employés minutieusement à nous reprendre de la main droite ce que le capital avait été obligé de nous céder ou qu'il nous avait concédé au cours des décennies précédentes de l'autre main, ces remises en cause remontaient même parfois au début du XXe siècle, face à ce constat que chacun a pu faire, ces faits qui se déroulaient chaque jour sous nos yeux étaient l'occasion où jamais d'expliquer aux travailleurs et aux militants du mouvement ouvrier que s'il en était ainsi, c'était parce que notre combat n'avait pas été mené jusqu'au bout, parce que nous

n'avions pas liquidé le capitalisme et ses institutions politiques et que le prolétariat n'avait pas pris le pouvoir et constituer son propre Etat (ouvrier), et que la question à l'ordre du jour si on ne voulait pas tout perdre était de terminer le boulot... Ces révolutionnaires de salon quelle politique ont-ils mise en oeuvre à la place ? Ils ont appelé à défendre la démocratie qui selon Engels n'était plus notre combat à partir du moment où la bourgeoisie avait pris le pouvoir, ils se sont comportés en vulgaires défenseurs de l'ordre en place, en guise de théorie révolutionnaire on ne pouvait imaginer pire reniement.

A quoi cela leur sert-il donc à ce sdirigeants de proclamer devant leurs militants que la situation serait pré-révolutionnaire et évoluerait vers une situation révolutionnaire, tandis qu'ils n'y préparent pas le prolétariat sinon préparer sa défaite ?

Je reviendrai plus tard sur ce document que je n'ai lu qu'en diagonale. J'ai relevé rapidement quelques passages accablant pour ces renégats du marxisme :

1- "*S'il s'agit d'un cadre politico-syndical, nous le dénonçons et, en aucun cas, nous ne signerons communiqué, tract ou autre, mélangeant partis et syndicats.*" Même s'il s'agit d'un communiqué ou un tract appelant au retrait du projet du gouvernement sur les retraites, par exemple ? Ce sont de fieffés manipulateurs à l'encontre de leurs militants, camarades du POI réagissez !

2- Il faut que "*soit posée la question des partis nationalement*", il s'agit pour le POI de s'adresser "*aux dirigeants nationaux, y compris ceux du PS ou des Verts !* Le passage suivant le précise et les précautions d'usage qu'ils mettent à cet appel minable n'y change rien : "*Soyons clairs, il ne peut s'agir d'une « supplique » adressée aux directions. On ne les prie pas de réaliser l'unité. On adresse une ferme interpellation aux directions. Elle doit répondre à l'état d'esprit du moment des masses et des militants, y compris à l'état d'esprit de ceux du PS, du PCF et du PG. C'est, au moment actuel, l'expression la plus élevée du combat pour le front unique.*", des balivernes qu'on entend depuis plus de 50 ans avec le résultat que l'on a sous les yeux quotidiennement, car messieurs vous êtes comptables de la situation actuelle du mouvement ouvrier pour avoir servi ainsi la soupe aux appareils au cours de ces très longues années. Au fait pourquoi tant de précautions de langage envers vos militants ? Seraient-ils eux aussi "*perplexes*" par hasard ?

3- Et de se prendre une énième fois pour ce qu'ils ne sont pas, d'imaginer que si "*l'une des directions visées faisait le plus petit quart de pas en avant, sous la pression des masses. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, mais que la vigoureuse action politique du POI, à l'échelle de ses forces, a pour objectif de contribuer à modifier.*", ben voyons à quelques milliers ils vont changer le cours de l'histoire ! Est-il convenable ou non de prétendre que l'on nage ici en plein délire ? (A suivre)

En complément pour bien montrer qu'on est face à des manipulateurs. "*Le 15 juin s'inscrit d'ores et déjà dans la conscience des masses et constitue un point d'appui dans la maturation en cours.*", peut-on lire dans le dernier numéro (102) d'*Informations ouvrières*, ils consacrent pas moins de trois pages à Force ouvrière (en comprenant la couverture) et reprennent à leur compte le nombre de participants à la manifestation parisienne avancé par la direction de FO (70 000) sans la moindre réserve. Ils font feu de tout bois et racontent des histoires, alors que cette journée de grève est passée totalement inaperçue pour l'immense majorité des travailleurs comme chacun sait.

C'est franchement pitoyable d'en arriver-là. Ils peuvent supporter une initiative syndicale, s'y associer s'ils le souhaitent, c'est leur droit évidemment, mais on se doit d'interpréter les faits tels qu'ils se sont déroulés au lieu de bricoler la réalité pour lui faire dire autre chose... et démontrer qu'on a forcément raison ! Allez Martine, Marie-Georges, Jean-Luc, faites un geste bordel, appelez au retrait du projet du gouvernement, c'est Gluckstein et sa cour qui vous le demande, avec des gants s'il vous plaît !

Ne faut-il pas se mobiliser et s'organiser pour chasser Sarkozy et son gouvernement, en finir avec les institutions de la Ve République, pour satisfaire notre droit à la retraite, pour en finir avec le chômage, la précarité, la pauvreté ?

Quelques sujets de causerie.

1- Mondial: battus par le Mexique, les Bleus ont un pied dans la tombe - LePoint.fr. Il ne manque pas d'humour au Point quand on pense à la situation au Mexique où ça cartonne grave ! Enfin, une bonne nouvelle.

2- Les fonctionnaires, pour leur part, "*se voient imposer une augmentation drastique de leur cotisation conduisant à une baisse de leur pouvoir d'achat*", dénonce l'intersyndicale. (AP 17.06)

Réaction de Chèreque au Figaro le 16 : "*Une augmentation de 0.27 % par an sur 10 ans, c'est quand même raide. C'est une sorte de double peine en matière de pouvoir d'achat pour les fonctionnaires. Non seulement leurs salaires n'augmentent plus mais on va leur prélever des cotisations supplémentaires qui vont peser sur leur pouvoir d'achat.*"

0,27% d'augmentation de leur cotisation sociale chaque année pendant 10 ans, je suis contre évidemment parce que je suis contre toute hausse de cotisation sociale payée par les travailleurs, mais de là à parler d'augmentation "*drastique*", on est là au coeur du problème du mouvement ouvrier contrôlé par des appareils vendus au capital et qui ont fait des fonctionnaires leur fond de commerce, le régime aussi pour assurer sa stabilité.

Bon, cela date de l'après-guerre, il fallait bien qu'à cette époque les représentants du capital, les stalinien, les réformistes et tous ceux qui

les ont soutenus jusqu'à nos jours s'accordent pour que chacun s'y retrouve sur le dos du prolétariat et que la machine capitaliste (et l'Etat se relève) reparte de plus belle dans de bonnes conditions.... Le gouvernement a décidé de poursuivre la même politique en s'attaquant de préférence au gros du bataillon de la classe ouvrière du secteur privé où les syndicats ne sont pas représentés et dont ils n'ont vraiment rien à foutre pour cette raison, idem pour l'ensemble des partis malnommés ouvriers, il faut dire les choses telles qu'elles sont à un moment donné, même au risque de choquer les âmes sensibles, les bonnes consciences, les hypocrites de première qui ne défendent que l'existence de leurs appareils et les intérêts de leurs castes de privilégiés, les intellectuels en tête évidemment.

3- Lu dans des blogs

- Quand les capitalistes peuvent tout se permettre...

"Ma fille va tous les mois en Chine acheter 10 millions de \$ de marchandises. Les marchandises sont envoyées directement de Shangaï à Roissy. Les circuits financiers sont totalement différents : les chinois envoient leurs factures dans un paradis fiscal des caraïbes où le groupe français a ouvert une filiale. Quand les chinois facturent et reçoivent 10 m de \$, la filiale caraïbe refacture à la société française 25 m de \$. On a donc escamoté au passage 15 m de \$ sur lesquels il n'y aura pas d'impôts ni charges sociales ! et la société française ne paiera pas d'impôts puisqu'elle ne fait pas de bénéfices grâce à cette manoeuvre. Bercy est bien au courant et laisse faire ! tous les produits chinois vendu en France sont concernés par cette manipulation. Ceci incite évidemment les sociétés à acheter en Chine pour bénéficier du système."

Maintenant, comparez cette pratique de gangsters qui doit être étendue à toutes les grandes et moyennes entreprises qui se fournissent à l'étranger avec les discours de nos dirigeants sur le capitalisme et le respect de la légalité "républicaine" qui leur est cher, n'y aurait-il pas là comme un décalage... insupportable, ne s'emploieraient-ils pas à faire en sorte qu'on n'attaque pas frontalement le capitalisme ? La révolution brise la légalité, ne serait-ce pas pour cette raison qu'ils ne veulent pas en entendre parler ?

- Avec des si...

"Si nous avions 5% de croissance annuelle comme dans les "trente glorieuses", le problème des retraites ne se poserait pas. Si nous avions un marché du travail aussi performant que les pays européens les plus dynamiques, le problème se poserait aussi dans des termes très différents. Si la valeur ajoutée dans notre pays n'avait pas été captée depuis une vingtaine d'années par le capital au détriment du travail, là aussi, les choses seraient différentes."

Vous avouerez que ces arguments n'ont aucun poids ou sont très loin du compte au regard des pratiques frauduleuses des capitalistes dont il a été question plus haut.

Le système capitaliste pour survivre est prêt à tout, mais le combat pour le socialisme ne doit pas dépasser le stade des revendications économiques compatibles avec le régime capitaliste, il ne doit surtout pas se situer dans une perspective politique le remettant en cause ainsi que les institutions. D'après vous, qui défend réellement les intérêts de sa classe, qui se couchent devant qui, qui capitulent ?

Question : on en reste à faire des plans sur la comète avec des hypothèses qui n'ont rien à voir avec la réalité ou sérieusement on admet que seul une révolution et le renversement du régime permettrait de poser les bases politiques pour résoudre les problèmes auxquels est confronté le prolétariat ?

Quelques infos en bref.

Vous avez dit République bananière ?

Qui a déclaré le 25 mars 2009 : "*Je me fais taper dessus mais j'ai la banane*" ? Réponse : L'hystérique complexé du Palais.

Christian Blanc (Grand Paris) et ses 12.000 euros de cigares qui auraient été payés par l'Etat et dont il n'aurait remboursé qu'un quart et la mise en doute par le fisc de l'exactitude de ses dernières déclarations d'impôts.

Rama Yade (Sports) et son supposé séjour à 45.000 euros en Afrique du Sud, avec une suite à 667 euros la nuit, après avoir dénoncé le «clinquant» de l'hôtel des Bleus.

Alain Joyandet (Coopération) et son déplacement ministériel en jet privé à 116.500 en mars et en juin, l'histoire de son permis de construire illégal pour une villa près de Saint-Tropez.

Christine Boutin et ses 9.500 euros mensuels pour une mission confiée par l'Elysée sur les «conséquences sociales de la mondialisation» (auxquels elle a renoncé après la polémique), somme qu'elle cumule avec une indemnité de conseillère générale des Yvelines et sa retraite de députée (17.500 euros par mois à l'arrivée).

Fadela Amara (Ville) qui héberge un de ses frères dans son logement de fonction de 120 m2 (avec vue sur la tour Eiffel, cuisinier et maître d'hôtel), logement qu'elle n'a jamais occupé.

Christian Estrosi (Industrie) et son déplacement à 138.000 euros en jet privé en janvier 2008 et qui posséderait deux logements de fonction à Paris, dont un occupé par sa fille dans le VII^e arrondissement.

Liste non exhaustive et susceptible d'être rallongée.

Guy Birenbaum sur son blog se demande (persuadé je suis, qu'il en a une petite idée) qui, cette avalanche de révélations arrange ? Médiapart, dans un article intitulé, « *Casserolés des ministres, pourquoi l'UMP reste muette?* » a interrogé mardi, certains députés UMP dans les couloirs de l'Assemblée. Les réponses sont pour le moins... surprenantes. En voici un florilège :

«Il ne faut pas tomber dans le populisme.» «Ce sont plus des broutilles qu'autre chose», «C'est peanuts! C'est secondaire, regardez-vous les journalistes avec vos hôtels!», «De la maladresse» plutôt que «de la malhonnêteté», «C'est un manque de métier», «une course à l'antiparlementarisme qui fleure le populisme»...

Mais le plus intéressant, reste tout de même la conclusion de l'article de Médiapart et la question qui reste en suspend, je cite :

Si ni l'Elysée ni l'UMP ne réagissent, c'est aussi parce que certains pensent connaître l'auteur des «*fuites*» sur ces affaires: Matignon. C'est en tout cas le bruit que font courir certains dans l'hémicycle. Un député UMP explique: «*Ce type d'affaires sort généralement de l'intérieur, lorsqu'il y a des conflits. Là, on a une concentration d'affaires. Les ministres mis en cause ont de très mauvaises relations avec le premier ministre: Yade, Boutin, Blanc, etc. D'où ça sort à votre avis... de Matignon!*»

Matignon a-t-il voulu viser les ministres gênants... ou l'Elysée a-t-il distillé quelques rumeurs? (Lepost.fr 17.06)

Karachigate et l'affaire Woerth - Péresse - Sarkozy / Bettencourt...

TF1, c'est ma télé...

C'est l'un des Secrets de fabrication que l'ancien haut-commissaire Martin Hirsch raconte dans son livre (Grasset).

A la fin de 2009, il est reçu par un président de la République intarissable: *"Il ne faut jamais écouter les autres, les conservateurs, même mon entourage, et tous ces communicants. C'est moi qui ai fait inviter Guillaume Pepy au 20 Heures hier. Tout le monde me conseillait le contraire. Alors qu'avec ce qui se passait à la SNCF, bien sûr qu'il fallait y aller."* (Lexpress.fr 17.06)

Cohn-Bendit "pote avec la N-VA"

Le correspondant de l'Union européenne au sein du journal *Libération*, relève que Daniel Cohn-Bendit se réjouit de la victoire des nationalistes flamands.

Quatremer a interrogé à ce sujet Dany suite à un communiqué révélateur de François Alfonsi, nationaliste corse recyclé en député vert européen (plus précisément en député de l'ALE, associée aux verts).

On lit dans le communiqué de M. Alfonsi, sur le site des Verts, ces lignes enthousiastes sur les nationalistes flamands : *"le parti de Bart de Wever, le très charismatique dirigeant de N-VA, a des objectifs clairs et nets, et il entend arriver à ses fins : faire reconnaître la Flandre comme une nation d'Europe à part entière. Et ouvrir ainsi la voie aux autres nations que l'ALE représente à Bruxelles, à commencer par l'Ecosse, la Catalogne et Euskadi."*

Alfonsi se réjouit à l'avance des perspectives de guerres pichrocolines ainsi ouvertes :

"N-VA et Bart de Wever apportent chaque jour la preuve de leur sens politique, déjouant leurs détracteurs, et inscrivant leur détermination fondamentale dans une démarche souple et pleine d'intelligence politique. N-VA a pris désormais un poids considérable, en Flandre certes, mais aussi pour l'ensemble de la Belgique car il sera incontournable dans les futurs équilibres gouvernementaux. Or, la Belgique va présider pendant les six mois à venir l'Union Européenne, à la suite de l'Espagne. Pour l'ALE, s'ouvre donc une période politique pleine de potentialités nouvelles."

Premier point d'information : l'Europe sera donc prochainement pilotée par la N-VA, à noter, cela risque en effet d'être plein de potentialités nouvelles. Ce sera le moment pour les bretonnants, occitanisants et autres bidulants de demander des subventions.

Deuxième élément d'information, Dany Cohn-Bendit, interrogé par Quatremer trouve que le Bart de Wever est *"d'abord européen"* (européen

uber alles, c'est bon comme traduction ?). Europe écologie est donc parfaitement à l'aise avec les flamands qui refusent de payer pour les wallons etc. Les verts ou l'idéologie not in my backyard and furthermore not with my money. Rappelons tout de même que Dany Cohn-Bendit est censé représenter ce qui se fait de mieux en matière européenne : ouvert, intelligent, démocrate ; il faudra maintenant ajouter "et pote avec la N-VA". (<http://www.lalettrevolee.net> 15.06)

Flicage et psychose en entreprise.

Ce n'est pas nouveau: les entreprises surveillent les salariés. Et c'est légal à partir du moment où les employés sont mis au courant par les employeurs. 50 % le font illégalement

Mais, selon BFM TV, la moitié des entreprises contrôlées par la Cnil (Commission nationale informatique et liberté) n'est pas règle avec la législation.

C'est le genre de surprises auxquelles peuvent s'attendre certains employés. Mais ce n'est pas tout: caméra braquée sur un local syndical, voiture localisée par le GPS à l'insu des salariés, des lignes téléphoniques sur écoute...

Des demandes en augmentation

7.000 demandes supplémentaires d'autorisation ont été présentées à la Cnil en 2009, une augmentation "*phénoménale*" indique BFM TV.

Selon le *Nouvel Obs*, 4.265 plaintes ont été enregistrées par la Cnil en 2009, conduisant à 270 contrôles et 91 "*mises en demeure*".

5 sanctions ont été prononcées... (Lepost.fr 17.06)

5 sanctions pour 4.265 plaintes, autant dire que les patrons agissent en toute impunité. Et nous devrions rester au garde-à-vous devant l'arbitraire, nous devrions être les seuls à respecter la légalité ? La révolution renverse la légalité...

Retraites.

1- Selon un sondage CSA - Le Parisien, publié ce jeudi, 60 % des Français désapprouvent le recul de l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans en 2018.

Le PS n'est pas épargné par le mécontentement du panel CSA, puisque 52% estiment que le Parti socialiste ne tiendrait pas sa promesse de revenir à un âge légal de départ à la retraite à 60 ans, si il gagnait les prochaines élections! (Lepost.fr 17.06)

2- 51% des Français voient d'un bon oeil le projet de réforme des retraites du gouvernement mais 57% pensent qu'il faut se mobiliser contre ce texte qui repousse l'âge légal de départ à la retraite de 60 ans à 62 ans, selon un sondage Harris mis en ligne par RTL jeudi.

Les deux-tiers des personnes interrogées s'opposent à un report de 65 ans à 67 ans l'âge de la retraite à taux plein.

L'enquête fait aussi apparaître un clivage gauche-droite sans précédent. (lepoint.fr 17.06)

51% favorable au projet du gouvernement et 57% prêts à descendre dans la rue contre ce projet !

3- Après l'annonce, mercredi, du projet de réforme des retraites, la CGT et FO ont boycotté ce jeudi la «concertation express» proposée par Eric Woerth.

«*La négociation nous est refusée. Le ministre a dit clairement qu'il ne reviendrait pas sur la philosophie du texte. Or nous, c'est tout le texte qu'on veut changer*», explique Eric Aubin (CGT).

La CFDT, elle, «*refuse la politique de la chaise vide*». Mais elle ne se fait «aucune illusion» pour autant. «*Avec ce gouvernement, il n'est jamais question de négociation. Simplement de discussion*», souligne Jean-Louis Malys, chargé des retraites à la CFDT. «*C'est un gouvernement schizophrène. Avec nous, il promet que la réforme est juste, équitable, sociale. Et avec les marchés, avec l'Europe, il se vante de faire une réforme dure, encore plus sévère qu'en Allemagne.*» (20minutes.fr 17.06)

4- "*L'évaluation de ce genre de réforme par les agences de notation ne peut être que positive*", déclarait-on mercredi au ministère français de l'Economie.

Les économistes interrogés par Reuters se montrent plus sceptiques, même s'ils accueillent plutôt bien la réforme.

"Manifestement, le gouvernement a pour objectif de combler le plus rapidement possible les déficits", notamment ceux liés à la crise économique, a dit à Reuters Gérard Cornilleau (OFCE).

"Ça ne résout pas le petit déficit supplémentaire qui devrait apparaître vers 2020-2030", a-t-il ajouté.

Un avis partagé par Gilles Moec (Deutsche Bank) ou Marc Touati (Global Equities), lequel juge trop optimistes les hypothèses macroéconomiques du gouvernement, en particulier pour le chômage (6,7% en moyenne en 2014-2020, 4,5% en 2024).

"Il ne faudra pas s'étonner si, dans quelques années, une nouvelle réforme des retraites vient empoisonner la vie des futurs dirigeants du pays", estime Marc Touati.

L'alignement des taux de cotisations des fonctionnaires : "C'est une manière d'étaler les choses qui permet d'éviter (...) les affrontements sociaux", souligne Gérard Cornilleau, pour qui la réforme est cependant "relativement injuste". (Reuters 16.06)

5- Cadeau.

Le gouvernement propose en outre d'intégrer le 13e mois et les primes dans le calcul des allègements de charges des entreprises sur les bas salaires. (Reuters 16.06)

La liberté de circuler bientôt payante.

Députés et sénateurs, réunis mercredi en commission mixte paritaire (CMP) pour trouver un compromis sur le projet de loi Grenelle 2, ont donné leur feu vert à l'expérimentation du péage urbain pour les villes --volontaires-- de plus de 300.000 habitants.

Les conclusions de la CMP doivent encore faire l'objet d'un ultime vote de chaque chambre, fin juin (le 28 juin au Sénat et le 29 à l'Assemblée).

Cette expérience, souligne le sénateur UMP des Alpes-Maritimes Louis Nègre dans un communiqué, est assortie de trois conditions: elle ne concernera que les grandes agglomérations (plus de 300.000 habitants) qui se porteront volontaires, le péage urbain "ne pourra être instauré qu'après enquête publique à charge et à décharge" et qu'à la condition qu'existe déjà "un minimum d'infrastructures de transports en commun". (lepoint.fr 16.06)

Grèce.

Le taux de chômage en Grèce est ressorti à 11,7% au premier trimestre 2010, son niveau le plus élevé depuis 10 ans annonce le service des statistiques du pays. (Reuters 17.06)

Espagne.

Le Trésor espagnol a vendu pour trois milliards d'euros d'obligations sur 10 ans au taux d'intérêt de 4,86%, contre 4,04% lors de la dernière émission le mois dernier. Il a aussi vendu pour 479 millions d'euros en obligations sur 30 ans au taux moyen de 5,9%, contre 4,8% en mars. (AP 17.06)

Etats-Unis

En 2009, 46,3 millions de personnes -- dont plus de six millions d'enfants de moins de 18 ans -- n'étaient pas couvertes par une telle assurance (soit 15,4% de la population), contre 43,8 millions de personnes en 2008 (14,7%).

Selon les CDC, la proportion d'adultes âgés de 18 à 64 ans dépourvus d'assurance santé s'élève à 21%, cependant que chez les seniors, dont la plupart sont couverts grâce au programme Medicare, ce pourcentage s'établit à 17,5%. (Reuters 16.06)

Economie.

1- Selon 250 économistes interrogés entre le 10 et le 16 juin, le rythme de la croissance des Etats-Unis s'éloigne de plus en plus de celui de la zone euro et de la Grande-Bretagne. Il surpasse également celui du Japon. (Reuters 16.06)

2- La panique sur les marchés financiers pourrait bien hypothéquer la reprise, s'alarme le Fonds monétaire international (FMI). «La volatilité des marchés financiers a considérablement augmenté ces dernières semaines, les coûts de financement se sont accrus, et des actifs risqués ont été vendus dans toutes les régions», s'inquiète l'institution dans un document préparé pour le G20 des 4 et 5 juin derniers, mais publié ce mercredi. (lefigaro.fr 16.06)

Le 19 juin

Bon week-end à tous.

Affaire d'Etat.

Le juge d'instruction chargé de l'enquête sur un attentat anti-français au Pakistan en 2002 a confirmé la piste d'une affaire de corruption en France, a-t-on appris de source judiciaire.

Le procureur Jean-Claude Marin a dit dans un communiqué cette semaine qu'il jugeait les faits prescrits.

L'avocat des familles qui assistait à la rencontre, Me Olivier Morice, a rapporté les propos du juge et souligné que le magistrat manquait de latitude. (Reuters 18.06)

Riche et escroc, cela ne va-t-il pas ensemble ?

La milliardaire Liliane Bettencourt aurait disposé de comptes bancaires non déclarés en Suisse pour un montant de près de 80 millions d'euros, selon des enregistrements clandestins de conversations révélés par le site Mediapart, qui en a publié des extraits. Dans l'un de ces extraits, daté du 27 octobre 2009 par Mediapart, le gestionnaire de fortune de Mme Bettencourt, Patrice de Maistre, lui déclare : *"Il faut qu'on arrange les choses avec vos comptes en Suisse. Il ne faut pas que l'on se fasse prendre avant Noël."*

M. de Maistre assure à l'héritière de L'Oréal : *"Je suis en train de m'en occuper et de mettre un compte à Singapour. Parce qu'à Singapour, ils ne peuvent rien demander."*

Selon cette conversation enregistrée par le maître d'hôtel de Mme Bettencourt, ce compte bancaire en Suisse *"est de 12 ou 13 millions"*. *"Et vous en avez un autre, paraît-il, beaucoup plus important"*, ajoute M. de Maistre. *"Je suis allé voir ce compte à Vevey (canton de Vaud), où vous avez quand même 65 millions d'euros"*, annonce le gestionnaire à la milliardaire lors d'un rendez-vous trois semaines plus tard, le 19 novembre, toujours selon Mediapart.

D'après Mediapart, l'hebdomadaire Le Point et le quotidien *Libération*, Liliane Bettencourt serait également la propriétaire d'une île des Seychelles, Arros, qu'elle n'aurait toutefois pas déclarée au fisc français. (Lemonde.fr et AFP 18.06)

Charrette.

Le distributeur allemand Metro a annoncé vendredi qu'il prévoyait de supprimer 900 emplois et de vendre ou de fermer quatre points de vente en Allemagne dans le cadre d'un plan destiné à améliorer la rentabilité de ses activités Cash and Carry. (Reuters 18.06)

Le 20 juin

On causera demain, je répondrai au courriel puant que j'ai reçu hier.

Bon dimanche. **Visite en sarkolangue.**

Lors des commémorations à Londres du 70e anniversaire de l'appel du Général de Gaulle, le chef de l'Etat a rendu un vibrant hommage aux résistants : *«Quelles qu'avaient pu être avant la guerre leurs opinions, ils se battent tous au fond pour la même idée de la liberté, la même idée de la civilisation»*.

Et les antécédents :

- *«On commence par les infirmières parce qu'ils sont les plus nombreux»* - Rambouillet le 13 mars 2009, plan de réforme des hôpitaux.

- *«Je sors de ma douche parce que j'étais faire sport»* - Rencontre avec des lectrices de Femme Actuelle en mai 2009.

- *«Qu'est-ce que j'm'aperçois?»* et *«Si y en a que ça les démange d'augmenter les impôts...»* - Le 17 mars 2009, devant les ouvriers d'Alstom

à Ornans.

- «*C'est quand même agréable de voir des hauts fonctionnaires à qui vous comprenez quand y parlent*» - Provins, 20 janvier 2009. (Slate.fr 19.06)

En quoi un ouvrier devrait-il être complexé ou se sentir inférieur face à ce minable ? En quoi ne serions-nous pas capables de prendre la direction de la société et de faire mieux qu'eux quand on voit qu'il mène l'humanité au chaos et à la barbarie ?

Les médias ne sont pas à une approximation près.

- L'ex-Premier ministre Dominique de Villepin a officialisé samedi à Paris, devant plus de 3.000 sympathisants... (lepoint.fr 19.06)

- L'ex-Premier ministre a officialisé samedi, devant 6000 sympathisants... (libération.fr 19.06)

On reviendra plus tard sur le mouvement créé par de Villepin, candidat potentiel en 2012. Ils vont se bousculer dans le camp de la réaction, le Nouveau Centre veut absolument présenter un candidat, Bayrou pour le Modem ne renonce pas non plus, J. Cheminade sera également candidat...

Le 21 juin

Je n'ai pas le temps d'évoquer le mini congrès du PCF, d'ailleurs c'est sans intérêt. En Colombie le parti d'Uribe a remporté les élections présidentielles, une grande victoire selon les médias, alors qu'il y avait eu 49% d'abstention au premier tour et plus de 44% au second tour hier. Au premier tour le parti social d'union nationale d'Uribe avait obtenu 30% des voix, soit 15% en tenant compte de l'abstention, une grande victoire de la démocratie, la leur.

Je n'ai pas terminé ma réponse au militant du POI, demain sans doute. J'ai oublié de mentionner avant-hier après avoir reproduit un passage de son courriel, que le POI était suspendu aux basques des appareils, mais chacun l'aura compris à la lecture de ce passage, il aurait voulu nous le démontrer qu'il ne s'y serait pas pris autrement. Passons aux infos en bref.

Retraites.

La journée de mobilisation du 24 juin à l'appel de six syndicats, "*je ne la redoute pas. J'imagine qu'elle sera suivie*" a déclaré le secrétaire d'Etat à la Fonction publique Georges Tron dimanche sur BFM.

"Une manifestation est l'expression d'une angoisse. On en tirera les enseignements. Le président de la République nous a demandé avec Eric Woerth de faire en sorte d'avancer sur certains dossiers, comme la pénibilité, on va le faire. Reste que, sur le fond des choses, l'architecture est bien positionnée après des semaines et des semaines d'entretiens avec les syndicats", selon lui.

A propos des fonctionnaires : "*Je suis profondément convaincu qu'ils comprennent ce que nous faisons. Ils ont sans doute des souhaits de modification mais ils comprennent la philosophie. C'est la raison pour laquelle je ne redoute pas cette mobilisation*", a-t-il ajouté. (lepoint.fr 20.06)

Qui ne comprend pas que les dirigeants syndicaux tiennent un double langage et jouent un double jeu, tout comme le gouvernement avec sa "*réforme équilibrée et juste*" qui ne peut pas l'être. Les militants qui ne sont pas des lumières pour la plupart s'en rendraient compte... mais pas les travailleurs !

Chacun a pu se rendre compte depuis que Sarkozy a été élu qu'il était le Président des banquiers et des nantis, comme chacun sait que le gouvernement représente et défend les intérêts du patronat et qu'il n'y avait rien de bon à attendre de ce côté-là pour les travailleurs, mais en participant pendant "des semaines et des semaines" à des "entretiens" avec lui, les dirigeants syndicaux se sont évertués en réalité à démontrer le contraire, à cautionner l'idée qu'il pourrait sortir quelque chose de positif de ces "entretiens" pour les travailleurs. Ils n'ont eu de cesse de tenir des discours contradictoires.

Leur seule présence à ces "entretiens" suffisait à légitimer le processus engagé par le gouvernement qui devait conduire à la remise en cause de notre droit à la retraite, qui par ailleurs était déjà très imparfaitement pris en compte ou carrément insatisfaisant auparavant. Les dirigeants syndicaux, en participant à cette mascarade, ont signifié aux yeux des travailleurs que c'était Sarkozy le maître de cérémonie, le véritable maître de la situation, ils lui ont donné la main, mieux, en passant outre le fait qu'il était minoritaire et illégitime dans le pays, qu'il était le président le plus impopulaire de la Ve République dont le parti fut défait lors des deux dernières élections, il lui ont redonné un pouvoir qui lui échappait de plus en plus dans la réalité, afin de mieux l'aider à faire passer son projet scélérat.

Une fois manifestée aux yeux de tous leur soumission devant leur maître, après avoir été jusqu'à accepter l'agenda qu'il leur avait imposé unilatéralement, ces lieutenants du capital sont ressortis naturellement bredouilles de ces "entretiens" dont le contenu et l'objectif étaient connus d'avance, seul le patronat s'estimant satisfait de cette nouvelle régression sociale annoncée, conformément à ce qu'on pouvait attendre de ces "entretiens".

Après s'être employé minutieusement pendant "des semaines et des semaines" à faire croire aux travailleurs qu'il pourrait sortir autre chose de ses "entretiens", afin de laisser le temps à la propagande gouvernementale d'agir sur les esprits et d'arriver sans encombre à la fin juin, les médias se chargeant de leur côté de relayer en boucle la bonne parole du COR, tandis que les dirigeants des partis dits ouvriers s'emploieraient également à tout dire et son contraire pour mieux embrouiller les esprits, une fois réalisé ce travail de sape en direction des travailleurs, voilà que ces dirigeants syndicaux expliquent que finalement ils rejettent le projet du gouvernement et qu'ils sont prêts à se lancer dans la bataille pour obtenir son retrait (FO) ou son amélioration (l'intersyndicale), et cela après avoir organisé plusieurs journées d'action qui avaient pour unique fonction de démoraliser les militants et d'interdire à la classe de se dresser contre le gouvernement, en admettant qu'elle y serait prête. Ils pousseront même le cynisme jusqu'à expliquer que tout dépendrait maintenant de leur mobilisation.

Soyons lucide, qui franchement peut encore leur faire confiance après nous avoir offert un spectacle aussi misérable ? C'est si vrai que même lorsque le PS affirme qu'il rétablira les 60 ans s'il arrivait au pouvoir en 2012, la majorité des travailleurs n'y croit pas, ils n'ont aucune confiance dans les dirigeants du mouvement ouvrier ou ceux qui se prétendent tels.

La même situation prévaut dans tous les pays de l'Union européenne, tous les droits sociaux des travailleurs sont liquidés ou gravement amputés les uns après les autres qu'il y ait eu mobilisation ou non, la Grande-Bretagne et l'Allemagne dirigés par des partis social-libéraux pendant des années ayant pris les devants et montré l'exemple à suivre à tous les gouvernements.

Ce constat est valable pour l'Italie, le Portugal, l'Espagne et la Grèce notamment où d'importantes manifestations ou plusieurs grèves générales (en Grèce) ont eu lieu sans qu'aucun gouvernement n'ait reculé.

Le point commun à tous ces pays, c'est qu'aucun parti révolutionnaire n'existe, qu'aucun parti ouvrier parmi ceux qui existent ne situe son combat dans la perspective de renverser le régime en place et d'en finir avec le capitalisme, ils sont totalement incapables de proposer la moindre issue politique au prolétariat et à la petite-bourgeoisie, du coup, partant de ce constat, il est parfaitement normal que les masses situent leurs aspirations (illusions) ou leurs combats dans le cadre de l'ordre établi, et compte-tenu qu'elles savent qu'elles n'ont rien à espérer dans le cadre du capitalisme en crise et que c'est le seul horizon qu'on leur propose, elles n'ont plus qu'à se résigner à de nouveaux sacrifices. Tel est le message que l'ensemble des syndicats et des partis dits ouvriers ont adressé aux travailleurs dans chaque pays.

Si on ne prend pas en considération cet aspect de la situation, on ne peut pas comprendre en quoi consiste la politique opportuniste mise en oeuvre par chaque parti ou les manoeuvres des dirigeants syndicaux. Sarkozy et le gouvernement peuvent marteler quotidiennement qu'ils ne reviendront pas sur leur projet, les dirigeants du mouvement ouvrier feignent de ne pas l'entendre, aucun n'ose avancer que dans ces conditions il faut les chasser et prendre le pouvoir, à des degrés divers et plus ou moins ouvertement ils sont tous sur une ligne de capitulation devant le capital, les uns réclamant du gouvernement qu'il améliore son projet, les autres réclamant son retrait tout en étant impuissant à proposer la moindre issue politique en cas de refus du gouvernement, ce qui revient finalement à faire croire que tout serait encore possible sous ce régime et conduit fatalement dans une impasse politique sans que le prolétariat ne puisse tirer le moindre enseignement de sa mobilisation.

Obnubilé par la recherche à tout prix de résultats immédiats, dans le moins pire des cas - juste pour montrer à quel niveau est tombé le mouvement ouvrier et sa soi-disant avant-garde, on se trouve en présence d'une politique de type réformiste ou trade-unioniste qui dans la situation actuelle consiste à colporter de nouvelles illusions dans le régime, duquel il faudrait tout attendre ou avec lequel la satisfaction de nos droits serait encore compatible, niant au passage la crise du capitalisme mondial.

On aura parfaitement compris que ceux qui appellent au retrait du projet du gouvernement se satisferaient bien d'un recul du gouvernement, la vie continuant comme avant ensuite, cela fait plus de 60 ans que l'on nous sert cette politique réactionnaire qui a conduit à la situation actuelle, à la subordination du prolétariat au capitalisme et à son désarmement théorique et politique.

Ceux qui se réfèrent à 36, 47 ou 68 oublient soigneusement de préciser que les améliorations de la condition ouvrière obtenues à ces différents moments de la lutte des classes l'ont été au détriment du combat pour la prise du pouvoir par le prolétariat et le socialisme, qu'ils ont été le produit d'une capitulation, d'une trahison qui annonçaient les pires défaites ou des décennies de paix sociale favorable aux affaires.

Dans les années 70-80 on nous servit sur un plateau une théorie selon laquelle la bourgeoisie avait cédé chaque fois par crainte de tout perdre, entendez par là le pouvoir et ses privilèges. Or, en y regardant de plus près, on s'est aperçu qu'en l'absence d'un parti révolutionnaire, en 36, 47 ou 68, à aucun moment elle ne s'était retrouvée dans une telle situation. Cette théorie qui s'apparentait à une falsification de l'histoire ne devait servir qu'à couvrir la trahison des appareils ou masquer l'incurie politique de ceux qui la professaient ou les deux à la fois.

Marx et Engels avaient défini le combat pour l'amélioration de la condition ouvrière comme un moment ou une étape du combat pour l'émancipation du prolétariat du capital, le premier étant subordonné au second. Au début du XXe siècle, c'était encore l'orientation et l'objectif du combat d'une fraction importante du mouvement ouvrier. Depuis plus d'un demi-siècle, l'un et l'autre ont été abandonnés par le

mouvement ouvrier au profit du seul combat pour des revendications alimentaires compatibles avec l'existence du capitalisme, le combat pour le socialisme sur le terrain de classe du prolétariat étant passé à la trappe.

Les opposants à une ligne politique révolutionnaire conforme au marxisme, en abandonnant l'objectif du combat du prolétariat en quoi ont-ils fait progresser notre cause, en quoi ont-ils permis de faire progresser la conscience politique des travailleurs, en quoi leur stratégie minimaliste a-t-elle permis de construire un parti véritablement révolutionnaire ? La réponse à toutes ces questions est négative, chacun peut facilement le vérifier par lui-même. A quoi cela a-t-il abouti de brader les principes, le léninisme, le programme de la révolution socialiste ? A strictement rien, sauf à se retrouver au moment où la plus formidable crise du capitalisme éclate complètement désarmés pour l'affronter et les masses désorganisées et désemparées. Voilà le fardeau, le boulet que nous ont cédé les Lambert, Franck et autre Barca et que l'on n'a pas fini de traîner derrière nous...

Leurs disciples oseront-ils prétendre que leurs combats ont permis au prolétariat d'acquérir des droits nouveaux ou de préserver ceux qu'il avait acquis précédemment et que c'était déjà pas si mal ? On leur répondra : au détriment de qui, de quoi, de l'essentiel ? Pourquoi ont-ils ignoré que la classe dominante nous reprendrait un jour où l'autre ce qu'elle avait dû nous concéder en d'autres circonstances ? Pourquoi n'ont-ils pas tenu compte de cet enseignement de notre histoire ? Pourquoi n'ont-ils pas instruit le prolétariat de ce qui l'attendait ? Que cela leur plaise ou non, ils doivent répondre aujourd'hui à toutes ces questions et rendre des comptes à la classe ouvrière et à ses militants. Le jeu en valait-il la chandelle ? Manifestement non. Ils imaginaient sans doute qu'en supportant de mieux en mieux le capitalisme, les masses auraient soudainement un jour envie de s'en séparer, qu'une fois enchaînées solidement au char du capitalisme elles trouveraient spontanément et par leurs propres moyens le chemin de leur émancipation, du socialisme ? Sachant que ce serait impossible, une fois rangés sous l'aile protectrice du capitalisme et ses institutions auxquelles ils collaborent tous, il leur sera facile de répondre qu'ils n'y ont pas cru un seul instant, avouant ainsi que telles n'étaient pas leurs intentions de mener ce combat jusqu'au bout, ce que de notre côté nous avons parfaitement compris.

Soit Sarkozy retire son projet, soit on le chasse et on prend le pouvoir, ainsi on fera d'une pierre deux coups et le retrait de ce projet sera définitif. Pourquoi ne serait-il pas possible de défendre cette position qui est la seule conforme aux intérêts fondamentaux des travailleurs et qui rencontrerait un écho auprès des ouvriers les plus déterminés à refuser de nouveaux sacrifices ? Parce que vous êtes incapables de défendre cette ligne politique. Pourquoi ? Parce qu'elle ne correspond pas à l'objectif de votre combat, parce que vous l'avez abandonné, ce que vous avouez du reste en expliquant que les travailleurs ne sont pas prêts à entendre un tel discours, à vous entendre ils n'y seront jamais, tout le problème est là.

Ils peuvent nous répondre que chasser Sarkozy n'est pas la question ou que ce n'est pas à l'ordre du jour ou encore que c'est impossible, parce que les travailleurs n'y seraient pas prêts, donc il faudrait abandonner cette stratégie. En appliquant ce principe à leur stratégie, si on ne parvenait pas à faire reculer Sarkozy après avoir évacué toute perspective politique pour ne pas diviser la classe, c'est l'un de leur argument favori, il faudrait en déduire que finalement plus rien n'est possible, que tout est foutu, voilà à quelle absurdité on arrive, notez bien que c'est ce que suggère ou sous-entend leur stratégie. On ferait peut-être mieux d'arrêter tout combat maintenant.

Et quand le CCI-POI affirme que la situation serait pré-révolutionnaire et pourrait évoluer vers une crise révolutionnaire, on a envie de leur poser une seule question : et vous faites quoi pour que les travailleurs prennent conscience de la situation, vous faites quoi pour les préparer aux combats décisifs de demain ? La réponse : rien, on ne leur en parle pas de crainte de les effaroucher, à moins qu'il ne s'agisse de vos amis républicains et démocrates qui ont horreur de la violence d'où qu'elle vienne, une révolution étant forcément violente. Vous avez raison, c'est lorsqu'il y aura un char au coin de la rue que les travailleurs auront le temps de se demander quoi faire et qu'ils trouveront forcément la bonne réponse, ce ne sera plus seulement de sueur ou de larmes que vous aurez à répondre, mais de leur sang, le nôtre !

En attendant, continuez de tout attendre des appareils pourris des partis et des syndicats à coups de front unique stériles, allez-y continuez de creuser notre tombe...

Quand on mène un combat sur une revendication, il ne faut pas s'attendre à ce qu'elle soit satisfaite, or tous les combats sont menés systématiquement dans cet optique. Résultat, comme dans plus de 95% des cas le résultat est négatif et que leur combat ne s'inscrivait pas dans une autre perspective (plus générale), travailleurs comme militants n'en tirent aucune leçon ou aucun profit. On comprend qu'il y en ait qui finissent par être écœurés et se découragent. Et quand bien même serait-elle satisfaite, comme elle ne constituait pas une étape dans le combat plus général contre le régime, on aboutit au même résultat et on n'avance pas d'un pas vers notre objectif.

Les loosers et le nul (Le Point). Ils vont très bien ensemble.

"Lui, comme moi, prenons la mesure de l'indignation des Français, et c'est vrai que nous en appelons à la dignité et à la responsabilité", a déclaré ce dimanche Roselyne Bachelot sur TF1, après s'être entretenue avec Nicolas Sarkozy.

La ministre de la Santé et des Sports a indiqué qu'elle réunirait demain Patrice Evra, Raymond Domenech et Jean-Pierre Escalettes "parce qu'effectivement il faut que nos joueurs se resaisissent". (Lepost.fr 20.06)

Un bien mauvais présage pour La Talonnette.

Colombie.

Selon des résultats portant sur 99,3% des bulletins dépouillés, Juan-Manuel Santos, ex-ministre de la Défense et candidat du parti social d'union nationale (Partido de la U), le parti d'Alvaro Uribe, a obtenu 69% des suffrages.

Son rival, l'ex-maire de Bogota Antanas Mockus a pour sa part obtenu 27,5% des voix.

Quelque 13,2 millions d'électeurs ont participé au scrutin, où le taux de participation tournerait autour de 44%. (Lepoint.fr 20.06)

Le 22 juin

Nous avons essuyé un gros orage la nuit dernière, ils ont rétabli le courant à 8h ce matin pour le recouper à 11h, il est 15h et il n'y a toujours pas d'électricité. Je n'ai pas dormi plus de trois heures sans la climatisation. Donc je serai très bref.

Pas le temps de terminer mes différents textes car j'ai consacré ma matinée à la question des retraites. J'ai reçu le chèque de 25 euros du camarade étudiant ex-AJR et POI, je l'en remercie chaleureusement. Bonne continuation à tous.

Confidence.

Claude Guéant, secrétaire général de Nicolas Sarkozy, confie ce lundi au *Financial Times* que de nouvelles mesures d'économies sont en préparation. Elles devraient être annoncées à l'automne.

A en croire «Les Echos», le gouvernement s'apprête à confirmer son objectif de 100.000 nouvelles suppressions de postes de fonctionnaires entre 2011 et 2013, après les 100.000 déjà obtenues ces dernières années.

Les économistes estiment que l'Etat pourrait procéder à un gel des salaires des fonctionnaires, leurs rémunérations représentent près d'un tiers des dépenses publiques. (lefigaro.fr 21.06)

Camarades travailleurs de la fonction publique, l'Etat (capitaliste) n'est pas votre sauveur suprême, il est votre maître ou employeur et vous en êtes l'esclave, débarrassez-vous de lui, seul un Etat ouvrier garantira votre avenir et rémunèrera votre travail à sa juste valeur...

Comment figer au sein de l'Union européenne le rapport de forces entre les différents pays en fonction de leur puissance économique ou comment privilégier les pays dominants, l'Allemagne et la France principalement.

1- Une agence européenne indépendante de surveillance budgétaire devrait être créée et intégrée à la Commission européenne pour appliquer le pacte de stabilité et de croissance, a estimé lundi Jean-Claude Trichet.

"Nous pensons qu'il y a dans certains domaines, au sein même de la Commission, des entités qui peuvent être indépendantes", a-t-il déclaré, précisant que cette agence pourrait être chargée des diagnostics et d'un "monitoring" permanent des situations budgétaires des Etats membres. (Reuters 21.06)

2- Un Luxembourgeois a un pouvoir d'achat sept fois plus élevé qu'un Bulgare. Les écarts de richesse au sein de l'Union européenne restent toujours aussi importants, selon des chiffres de l'office européen des statistiques, Eurostat, publiés ce lundi.

L'enquête a évalué le PIB par habitant des 27 Etats membres, exprimé en standard pouvoir d'achat (SPA). Cette mesure permet d'éliminer les différences de niveau de prix entre les pays et donc de pouvoir les comparer. (20minutes.fr 21.06)

Etats-Unis. Quand démocratie rime avec dictature des multinationales.

La Cour suprême des Etats-Unis a donné raison lundi 21 juin au groupe agrochimique Monsanto en annulant la suspension de la vente de semence de luzerne génétiquement modifiée, décidée parce que des agriculteurs bio craignaient la contamination de leurs cultures.

Un juge fédéral de Californie avait, en mai 2007, émis une injonction, confirmée en appel en 2009, interdisant la vente par Monsanto de ces semences pour résister aux herbicides. Le jugement demandait aussi au ministère de l'agriculture (USDA) de mener une vaste étude d'impact environnemental, ce qu'il avait omis de faire en dérégulant en 2004 la commercialisation de ces semences. Il s'agissait du premier dossier traitant des OGM devant la plus haute juridiction américaine.

Les juges ont estimé par sept voix contre une (un juge s'est récusé) que les tribunaux inférieurs avaient agi de façon "prématurée", alors que

le ministère américain de l'agriculture n'avait pas encore mené d'étude d'impact environnemental sur la luzerne Monsanto. Le tribunal fédéral "n'avait aucun besoin d'empêcher l'administration de mettre en œuvre une dérégulation partielle conforme à la loi", a estimé la Cour. (lemonde.fr et AFP 21.06)

Le 23 juin

Pour les militants révolutionnaires, les articles qui figurent aujourd'hui dans la page d'accueil ont de quoi alimenter la discussion avec les travailleurs qui se posent le plus de questions ou qui cherchent une issue politique. Et le gouvernement ose parler d'équité, de justice sociale, il y a de quoi là le pilonner et le démolir !

Ne tombez pas dans le panneau qui consisterait à vouloir "*faire payer les riches*" ou à réclamer une "*meilleure répartition des richesses*" pour satisfaire nos besoins, parce que cette perspective est incompatible avec le maintien en place du système de la propriété privée des moyens de production, puisqu'avec ce système la production n'est pas organisée dans cette perspective mais dans celui d'accumuler toujours davantage de profits. Ce sont donc les bases économiques et sociales sur lesquelles repose la production qu'il faut changer, pour qu'enfin les richesses produites correspondent à nos besoins et qu'ils soient possible de les satisfaire. Il faut donc changer les rapports de production, c'est-à-dire exproprier les capitalistes sans les indemniser, confisquer tous leurs biens et avoirs et les déclarer propriété collective (de l'Etat ouvrier), à commencer par les banquiers et les patrons des grandes entreprises, afin de planifier la production en fonction des besoins de la population sous la direction des producteurs eux-mêmes.

Ensuite, si la propriété privée des moyens de production est compatible avec les institutions de la Ve République, la propriété collective des moyens de production ne peut être qu'incompatible avec l'existence de ces institutions, c'est la raison pour laquelle il faut au préalable liquider les institutions politiques en place qui ont été conçues dans le seul but de permettre au système d'exploitation actuelle de fonctionner pour le compte de la classe dominante, celle des capitalistes.

Seul un Etat ouvrier révolutionnaire, une République socialiste, seul un gouvernement révolutionnaire et un parti communiste s'appuyant sur la mobilisation et l'organisation révolutionnaire du prolétariat seront à même de mettre en oeuvre cette politique économique et sociale progressiste conforme aux besoins et aspirations de l'immense majorité de la population. Rompre avec le capitalisme et toutes ses institutions internationales, rompre avec les institutions de la Ve République et tous les partis qui les soutiennent, s'organiser dans la perspective de la prise du pouvoir et du socialisme, telle est la seule voie de salut pour la classe ouvrière.

Je n'ai pas eu le temps de terminer mes autres articles ou réponses, cela peut attendre, il est déjà 12h10.

Au fait, je n'ai pas mis en ligne un article de presse sur la situation en Bolivie où apparemment la réaction soutient (financièrement au moins) une marche de paysans mécontents de l'action du gouvernement. Par contre, j'ai admiré la réponse du Mouvement vers le Socialisme (MAS) à ces "*indiens d'Amazonie bolivienne*" qui réclament plus d'autonomie, il reproche aux peuples indigènes de "*ne pas comprendre qu'une Constitution se respecte*", constitution qui n'a pas remis en cause le pouvoir des grands propriétaires terriens notamment, encore moins ceux des capitalistes ni même les institutions qui existaient avant que Morales n'arrive au pouvoir, laissant ainsi les mains libres à la réaction pour combattre le gouvernement. Allende avait commis la même "erreur"... (source : Lepoint.fr et AFP 21.06)

Quelques infos en bref.

Chiffres.

200.000, c'est le nombre d'emplois qui ont été supprimés dans l'industrie en France en 2009.

50.000, c'est le nombre d'emplois qui ont été supprimés dans le bâtiment en France en 2009.

Le lobbying du patronat ne connaît pas de limite.

Le patron des députés UMP, Jean-François Copé, a déclaré mardi avoir informé François Fillon qu'il voterait contre l'un des articles importants (article 6) du projet de loi sur le dialogue social dans les TPE (très petites entreprises).

L'article 6 du texte prévoit la création de commissions paritaires territoriales chargées d'assurer un suivi de l'application des conventions et accords collectifs et d'apporter une aide en matière de dialogue social aux salariés et employeurs des TPE. En réalité, ces commissions seront facultatives et ne pourront pas conclure des accords, ni pénétrer dans une entreprise sans l'accord du patron.

"*J'estime que les TPE sont des structures à part, dont la taille ne permet pas d'ajouter des lourdeurs qui viendraient porter atteinte à leur équilibre économique et donc à l'emploi. Je suis donc tout à fait défavorable à cette disposition*", a fait valoir Jean-François Copé. (Lepoint.fr 22.06)

Imaginez un seul instant que le pouvoir arbitraire, pour ne pas dire dictatorial dont disposent les patrons de droit divin des TPE (entreprises de moins de 10 salariés) puisse simplement être écorné, est totalement impensable pour les plus farouches défenseurs de la propriété privée des moyens de production.

Quand l'Etat rend hommage à l'un des siens, un barbouze.

La présidence de la République a fait déposer une gerbe au pied de la dépouille du général Marcel Bigeard lors de ses obsèques religieuses qui se sont déroulées lundi à Toul. (Lepoint.fr 22.06)

Héro des guerres coloniales dont celle du Vietnam, il n'hésitera pas à vanter les mérites de la torture.

Etats-Unis. Quand démocratie rime avec dictature des multinationales, suite.

Un tribunal de La Nouvelle-Orléans a annulé le moratoire de six mois décrété par l'administration Obama sur les forages en eau profonde à la suite de la marée noire dans le golfe du Mexique.

La Maison blanche a annoncé qu'elle allait sans attendre faire appel de cette décision, prononcée après le recours d'une douzaine de compagnies pétrolières hostiles au moratoire. (Reuters 22.06)

Etats-Unis. Guerre en Afghanistan : un cauchemar !

Le général Stanley McChrystal, commandant des forces internationales en Afghanistan, s'est lâché dans une interview au magazine Rolling Stone, provoquant une polémique aux Etats-Unis. A tel point que selon le porte-parole de la Maison blanche, Barack Obama «*n'exclut pas de*» limoger le général. (20minutes.fr 22.06)

Brésil. De la décomposition du capitalisme à la dégénérescence de l'espèce humaine.

Les Brésiliens sont de plus en plus gros, selon une étude du ministère de la Santé.

Le document, rendu public lundi, montre que 46,6% des 190 millions de Brésiliens étaient en surpoids l'an dernier, contre 42,7% en 2006. Le taux d'obésité a également progressé, passant de 11,4% en 2006 à 13,9% en 2009. 51% des hommes et 42,3% des femmes sont en surpoids.

Les Brésiliens restent toutefois moins gros que les Américains: une étude récente a montré que 68% de la population des Etats-Unis est en surpoids. (AP 22.06)

De nos origines.

Le squelette partiel de cet Australopithecus afarensis, découvert dans la région de l'Afar, a été daté à environ 3,6 millions d'années. Il est ainsi 400.000 ans plus vieux que Lucy, l'un des plus célèbres fossiles du monde, mis au jour en 1974, et longtemps considéré comme le plus vieil hominidé connu.

Les ossements indiquent qu'il marchait debout, comme Lucy, mais était beaucoup plus grand qu'elle. En raison de sa taille -il mesurait plus de 1,50m-, le nouveau spécimen a été baptisé "*Kadanuumuu*", "*grand homme*" en afar.

"*Cet individu était complètement bipède et pouvait marcher presque comme les humains modernes*", explique le principal auteur de l'étude Yohannes Haile-Selassie, du Muséum d'histoire naturelle de Cleveland.

"*En conséquence de cette découverte, nous pouvons maintenant dire avec confiance que Lucy et sa lignée étaient presque aussi adaptés que nous le sommes à la marche sur deux jambes, et que l'allongement de nos jambes s'est produit plus tôt dans notre évolution qu'on ne le pensait auparavant*", ajoute-t-il dans un communiqué. (AP 22.06)

Le 24 juin

Actualité très chargée, ma réponse au militant du POI demain ou dans la soirée.

Retraites.

Les syndicats français espèrent une forte mobilisation ce jeudi dans la rue contre la réforme des retraites, dans l'espoir d'une montée en puissance à la rentrée pour faire reculer le gouvernement.

Le numéro un de la CGT, Bernard Thibault, a appelé les Français, dans une déclaration, à être "*beaucoup plus d'un million*" dans la rue pour que "*le chef de l'Etat perçoive qu'ils ne sont pas d'accord*" avec la réforme des retraites.

Le leader de la CFDT, François Chérèque (CFDT), a parié sur Europe 1 sur "*une très grosse manifestation*" contre la réforme des retraites "*la plus violente en Europe*".

Pour la quasi-totalité des syndicats, qui feront le bilan de la journée de jeudi le 29 juin, le projet du gouvernement est "*inacceptable*" et "*injuste*".

Nicolas Sarkozy a affirmé mardi qu'il serait "*très attentif au fait qu'on maintienne le dialogue*" avec les syndicats. (Reuters 23.06)

Une atmosphère de fin de régime.

1- L'humoriste Stéphane Guillon, auteur d'attaques à répétition à l'antenne contre ses dirigeants et Nicolas Sarkozy, a prononcé mercredi sa dernière chronique sur France Inter, annonce le PDG de Radio France Jean-Luc Hees. Didier Porte quittera également la radio publique, ajoute-t-il.

Cette annonce a suscité une vague de réactions, la gauche dénonçant la tentative de "*remise au pas*" d'une station appréciée pour son indépendance.

Le PDG de Radio France a été nommé en 2009 en conseil des ministres, en vertu de la réforme de l'audiovisuel public.

"*Emissions emblématiques à la trappe, journalistes sur la touche, rédacteurs en chefs remplacés, mais surtout, mesdames et messieurs, liquidation totale des humoristes*", a-t-il dit pour décrire la grille de rentrée 2010 de France Inter.

Les journalistes de la radio ont voté la semaine dernière une motion contre Philippe Val, directeur de France Inter, concernant la grille annoncée.

Le Syndicat national des journalistes (SNJ) de Radio France dénonce une "politique de la terre brûlée" et une "entreprise d'autodestruction" de la part de la direction.

"Nous ne sommes pas l'équipe de France. Nous n'attendons pas d'avoir touché le fond pour réagir", écrit-il dans un communiqué.

Martine Aubry, première secrétaire du PS: "*C'est la force et l'honneur d'une démocratie de laisser libre la parole des humoristes et leur droit à la moquerie et même à l'outrance (...) Le Parti socialiste exprime sa pleine solidarité aux deux chroniqueurs ainsi congédiés et, au-delà, à tous les journalistes qui font vivre le débat démocratique*", estime-t-elle dans un communiqué.

Jean-Luc Mélenchon, président du Parti de Gauche (PG): "*Le licenciement des humoristes Didier Porte et Stéphane Guillon de France Inter coupe le souffle. Qui peut croire que l'humour soit soluble dans la peur du licenciement ? Cela dépasse tout ce que l'on pouvait craindre en matière de normalisation intellectuelle. La conception selon laquelle l'humour n'aurait pas sa place sur le service public d'information radio relève d'un autre âge. Sa mise en oeuvre à France Inter traduirait une régression majeure de la liberté de conscience et du pluralisme sur cette antenne. L'éviction des humoristes de l'antenne de France Inter nous prive d'un veille et d'une alerte humoristique indispensables à l'hygiène mentale du citoyen !*", écrit-il dans un communiqué.

Jean-Louis Roumégas et Djamila Sonzogni, porte-parole des Verts : "*Le grand ménage pré-électoral a commencé. Cette annonce illustre une nouvelle fois que le pouvoir en place est plus sévère avec les libres penseurs qu'avec les fraudeurs fiscaux (...) Cette énième affaire intervient dans le cadre d'un recul généralisé de l'indépendance de la presse en France: mise en examen d'un journaliste de Rue89 (...) intervention élyséenne dans la reprise du Monde, éviction annoncée du président de France Télévision au profit d'un favori de la cour présidentielle, plainte contre Médiapart (...) Le rythme des abus de pouvoir s'accélère à mesure que la date butoir de 2012 se rapproche. La berlusconisation du paysage médiatique français n'est hélas plus une lointaine menace mais bel et bien une réalité*", écrivent-ils dans un communiqué. (Reuters et Lepost.fr 23.06)

Sans soutenir le PDG de Radio France et sans écouter France Inter ici en Inde, on a le droit d'avoir un avis sur ces "*humoristes*" qui n'ont aucun talent à côté d'un Pierre Dac, Francis Blanche, Desproges, Devos ou encore Bedos et bien d'autres.

Après avoir entendu Stéphane Guillon à plusieurs reprises dans différentes émissions à la télé, je me suis dit qu'on était en présence d'un comique de bas étage, minable ou raté, que sa vulgarité faisait le plus souvent office d'imagination ou d'inspiration, et qu'à défaut d'humour

ses blagues foireuses ou son discours provocateur était d'un grotesque consternant.

Bref, c'est le genre de pauvre type qui reflète assez bien la médiocrité intellectuelle de notre époque et la décomposition du régime, on se demandera comment il a pu être propulsé à l'antenne d'une radio en traînant un tel boulet de connerie derrière lui. Cela vaut pour d'autres soi-disant humoristes, par exemple Michaël Young ou Bigard (le grand pote du complexé du Palais) qui feraient bien de consulter un proctologue, le spécialiste des pathologies du rectum et de l'anus ! Mélenchon a encore perdu une occasion de se taire, à croire qu'il ne vaut guère mieux.

Finalement, ce n'est pas notre problème, à moins que vous vouliez soutenir la direction d'une radio publique dont le PDG est sous la coupe de Sarkozy ou pour défendre un abruti fini, qui ne concoure pas vraiment à réhausser le niveau intellectuel de la population ou à divertir qui que ce soit à part peut-être des écervelés pour qu'ils le demeurent.

2- La garden-party organisée traditionnellement au Palais de l'Elysée pour la Fête nationale du 14 juillet est supprimée cette année pour cause d'austérité, apprend-on de source parlementaire UMP.

L'Elysée confirme l'annulation, également pour des raisons économiques et budgétaires, du concert gratuit en plein air organisé le soir du 14 juillet au pied de la Tour Eiffel, qui rassemble chaque année des centaines de milliers de personnes sur le Champ de Mars, au coeur de Paris. La présidence de la République en assurait le financement depuis l'arrivée de Nicolas Sarkozy à l'Elysée. (Reuters 23.06)

Une décision qui n'est pas sans rapport avec la situation sociale et politique de plus en plus tendue, histoire de dramatiser un peu plus la situation pour faire passer son plan d'autérité. Et si c'est pour redorer son image, c'est trop tard, c'est foutu !

3- Le ministère public a demandé mercredi la relaxe de l'ancien pdg de Vivendi Universal Jean-Marie Messier et ses six coprévenus estimant qu'ils ne sont rendus coupables d'aucune malversation à la tête du groupe de médias et communication au début des années 2000. (Lepoint.fr 23.06)

Et le délit d'initié qui a permis à Messier notamment de s'en mettre plein les poches ? Enterré, c'est bien joué !

4- L'eurodéputée Eva Joly (Europe Ecologie) a estimé, mercredi 23 juin, que *'la position'* du ministre du travail Eric Woerth, mis en cause pour *'conflit d'intérêts'* dans l'affaire Bettencourt, était *'intenable'* et que le premier ministre devrait procéder à *'un remaniement'*. *'Je reproche à M. Woerth de s'être mis dans une situation impossible'*, a expliqué l'ancienne juge financière lors d'un point presse.

'Lorsqu'on passe trois minutes à regarder les chiffres et c'est un calcul que tout le monde peut faire, 16 milliards [d'euros] de fortune [celle de de Liliane Bettencourt - NDLR] et 40 millions d'impôts en moyenne par an, on voit bien que cela ne colle pas', a-t-elle expliqué en reprenant des chiffres fournis par la milliardaire.

'Même un élève de troisième se serait rendu compte qu'il y avait un mystère dans la gestion de la fortune de Liliane Bettencourt, alors a fortiori lorsqu'on est Florence Woerth, femme de ministre qui a fait HEC et a vingt ans d'expérience de gestion du patrimoine', a-t-elle ajouté, en appelant au lancement d'une enquête *'pour élucider ce mystère'*.

Le ministre du travail, Eric Woerth, avait annoncé mardi que son épouse allait porter plainte contre Eva Joly, mais l'avocat de la députée européenne a indiqué qu'à sa connaissance, aucune procédure n'était encore engagée par Florence Woerth. *'On peut dire que chercher à me faire un procès en diffamation est une menace, mais si on pense que cela va me faire taire...'*, a lancé Eva Joly en dénonçant *'un assez pauvre contre-feu à un énorme scandale'*. (Lemonde.fr 23.06)

C'est ce qu'on appelle se faire prendre la main dans le sac ! Morale de l'histoire : Qui n'est pas corrompu au gouvernement n'y a pas sa place !

5- Nicolas Sarkozy a demandé l'organisation d'états généraux du football français en octobre pour tirer les leçons de la piteuse élimination des Bleus dès la première phase du Mondial sud-africain.

"Le chef de l'Etat a demandé aux ministres de faire en sorte que les responsables tirent rapidement les conséquences de ce désastre", précise le communiqué de l'Elysée.

Roselyne Bachelot, la ministre de la Santé et des Sports, a déclaré mercredi 23 juin qu'elle allait mener *«un audit très approfondi de ce qui s'est passé avant et pendant la compétition»*: *«Je souhaiterais que chaque joueur de l'équipe de France soit entendu. Il y a certains joueurs qui ont souffert de ne pas avoir complètement la parole. Il faut mettre tout le monde dans une confrontation loyale.»*.

Les députés UMP Marc Le Fur et Philippe Meunier ont pour leur part demandé la création d'une commission d'enquête sur l'organisation par la Fédération française de football de la participation de l'équipe de France à la coupe du monde.

Cette commission "devra évaluer les moyens financiers mis en oeuvre, les conditions dans lesquelles se sont déroulées la préparation des épreuves, la mise en oeuvre des sanctions pour les joueurs ayant dérogé à leurs obligations professionnelles et fédérales, et la gouvernance de la fédération lors de cette compétition", affirment-ils. (Reuters, Lepoint.fr et Slate.fr 23.06)

Il veut tout régimenter le flic-président. Personne ne lui a dit qu'il était trop petit pour jouer au ballon et qu'il ferait mieux d'en rester à la Bourse entre amis ? Tiens son pote Bolloré pourrait avoir des ennuis avec la Commission européenne, j'ai lu cela ce matin...

6- La Cour des comptes sonne l'alarme sur la situation financière de la France, qui risque selon elle d'hypothéquer la souveraineté du pays.

Didier Migaud, qui présentait le rapport de la Cour sur la situation et les perspectives des finances publiques devant les commissions des Finances et des Affaires sociales de l'Assemblée, recommande de "réexaminer l'ensemble des dépenses publiques", en particulier les plus coûteuses: les prestations sociales, les rémunérations des fonctionnaires et les dépenses d'assurance maladie, dont le déséquilibre est aussi important que celui des retraites, a-t-il précisé.

"Le gouvernement me paraît avoir entendu et être tout à fait conscient de la situation, qui est sérieuse mais pas irréversible", a-t-il ajouté. (Reuters 23.06)

On se doutait bien que Sarkozy n'avait pas nommé Migaud (PS) à la Cour des comptes pour des prunes ! Alors on la fait ou non cette unité avec le PS ?

Les banquiers et les multinationales nous saignent. Il faut les exproprier sans leur verser un centime.

1- GDF Suez a demandé à la Commission de régulation de l'énergie (CRE) de l'autoriser à augmenter les tarifs du gaz de 5% au 1er juillet, rapporte Le Parisien Aujourd'hui en France.

Si la CRE donne un avis favorable, la facture des 10,8 millions d'usagers du gaz dans l'Hexagone aura augmenté en tout de 15% l'hiver prochain en comptant la hausse de 10% déjà intervenue en avril, ajoute le quotidien. (Reuters 23.06)

J'ai fait un rapide calcul, le tarif du gaz a augmenté de 25% de 2006 au 1er juillet 2010. Normal que 300.000 familles ne puissent plus payer leurs factures. Merci à J-C Le Duigou de la CGT qui siège dans cette commission. Vive le syndicalisme indépendant !

2- L'objectif gouvernemental de réduction rapide des déficits publics appelle de nouveaux efforts dans tous les ministères, déclare Christine Lagarde dans un entretien que publie jeudi le quotidien Les Echos.

"D'une manière générale et absolument certaine, il va falloir en faire plus que ce que pensent tous les ministres ! Je peux vous le confirmer", déclare-t-elle à propos de la réduction des déficits publics.

A l'approche du G20 de ce week-end à Toronto, Christine Lagarde dit avoir "bon espoir" que cette réunion "définisse un cadre et les principes généraux" d'une taxe bancaire.

Sa mise en place en France pourrait rapporter "entre 300 millions, qui correspond au produit de la taxation sur les bonus cette année, et un milliard d'euros", estime-t-elle.

"J'aimerais bien un milliard. Les banques ont les moyens de supporter cette charge. L'année 2009 a été excellente au regard des bonus et des dividendes distribués", ajoute-t-elle.

Quel cynisme ! (Reuters 23.06)

D'un côté ils vont tailler à la hache dans les dépenses sociales à coût de dizaines de milliards d'euros, et d'un autre ils ont des scrupules à faire payer un tout petit milliard aux banquiers. Rien de plus normal. De quoi devenir révolutionnaire et socialiste, non ?

Qu'est-ce que le capitalisme ? Suite.

1-Plus pauvre que pauvre, l'extrême pauvreté

Selon les dernières estimations de la Banque mondiale citée par un rapport l'ONU publié mercredi, il y aura 64 millions de personnes supplémentaires vivant dans l'extrême pauvreté en 2010. Il s'agit de leur plus forte baisse jamais enregistrée en pourcentage depuis que le lancement de cette série statistique en 1963.

Mais l'objectif de réduire de moitié d'ici 2015 le nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour peut toujours être atteint.

Cette proportion devrait baisser à 15% d'ici 2015, soit environ 920 millions de personnes, moitié moins qu'en 1990. (AP 23.06)

La pauvreté devait être éradiquée en 2000 avaient-ils affirmé quelques années plus tôt. Au contraire, c'est l'extrême pauvreté qui s'est développée dans le monde, tandis que la pauvreté s'est développée dans les pays capitalistes dominants. D'un rapport à l'autre, ils procèdent comme les instituts de sondage, ils changent les critères pris en compte pour pouvoir ensuite présenter un meilleur résultat, non sans peine. Ces calculs sont sordides, à l'image du capitalisme.

2- Plus riche que riche.

Le pdg du constructeur automobile Nissan, Carlos Ghosn, a touché 8 millions d'euros pour l'année budgétaire d'avril 2009 à mars 2010, ce qui fait de lui l'un des patrons les mieux payés du Japon. Il a fait cette annonce lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires du groupe japonais, tenue mercredi à Yokohama (région de Tokyo).

La paie de Carlos Ghosn n'inclut pas la rémunération de 1,24 million d'euros qu'il a touchée en 2009 en tant que pdg du constructeur automobile Renault, premier actionnaire de Nissan avec 45,7 % des titres.

Parmi les dirigeants des sociétés cotées dont la rémunération est connue, le Français est le mieux payé du Japon, devant son homologue de Sony, l'Américain Howard Stringer, qui a perçu au total l'équivalent de 7,4 millions d'euros sur la même période, selon des chiffres publiés vendredi par le fabricant d'électronique. (Lepoint.fr 23.06)

Messieurs les délégués syndicaux, pourquoi n'osez-vous pas revendiquer des augmentations de salaire de 20, 30 ou 70% comme en Chine ? Auriez-vous par hasard des scrupules, mal placés assurément ? Ah vous ne voulez pas mettre en difficulté les capitalistes, vous cédez à leur chantage, comme on vous comprend !

Economie.

1- Zone euro.

- Le secteur des services et l'activité manufacturière de la zone euro subissent une décélération en juin, selon les premiers résultats de l'enquête Markit publiée ce mercredi, mettant un terme à une période de progression des indices PMI.

Ces indices décevants jettent le doute sur la solidité de la demande au sein de la zone euro, notamment en Allemagne, première économie de la zone.

"La croissance est menée par le secteur manufacturier et plus particulièrement par ses exportations. Cependant, la baisse de plusieurs indicateurs (croissances de l'activité, des nouvelles commandes et des exportations) en fin de trimestre donne à penser que la croissance économique va fléchir à mesure que nous progresserons dans le second semestre", selon le chef économiste de Markit Chris Williamson.

"Cela peut également signifier que le retour, plus précoce que prévu, à la croissance de l'emploi pourrait s'essouffler au cours des prochains mois, mettant en évidence la dépendance actuelle de la région aux exportations plutôt qu'à la demande intérieure pour soutenir la reprise." (Reuters 23.06)

Je propose un titre pour ce passage : A bout de souffle !

Ils comptent sur les exportations, mais le niveau de vie de la population des pays dits en voie de développement est au bas mot 10 fois inférieur à celui des pays dits développés et leurs classes moyennes sont déjà endettées... Et puis il y a une sacrée concurrence sur le marché mondial. Une fois les stocks refaits pour approvisionner le marché ou satisfaire les besoins courants, l'activité économique va ralentir à nouveau. Quant à la faiblesse de la consommation intérieure, elle devrait être amplifiée après l'annonce des plans d'austérité par les différents gouvernements, le tout sur fond de chômage de masse.

- De nombreux analystes européens conviennent que la priorité la plus urgente est la lutte contre les déficits.

Les politiques d'austérité en Europe *"seront un frein majeur sur l'économie pendant quelques années"*, estime M. Loynes, mais *"le climat politique et du marché aujourd'hui est tel"* que les Européens *"n'avaient pas le choix"*. (AP 23.06)

Cette formulation n'est pas correcte. Rectifions ainsi : les différents gouvernements de la zone euro et plus largement de l'Union européenne ont saisi la perche que leur tendait le marché pour mettre en place des plans d'austérité, sans que le climat politique ne s'en trouve trop affecté jusqu'à présent, compte tenu à la fois de la collaboration de classes et de l'absence de perspective politique pour le prolétariat.

2- France.

Après s'être repliée de 2,5% en 2009, l'économie française devrait croître de 1,4% en 2010, selon la note de conjoncture publiée mercredi soir par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

Le PIB a légèrement augmenté au premier trimestre (+0,1%) et devrait enregistrer une croissance plus prononcée les trois trimestres suivants: +0,5% puis +0,4% et enfin +0,4%. D'après l'INSEE, les services devraient constituer le "*principal moteur de l'activité*" sur les trois derniers trimestres 2010.

La production manufacturière redémarre "*à pas comptés*" mais son niveau devrait rester encore bien inférieur à celui d'avant la crise. La construction devrait demeurer en net recul (-4,7% en 2010 après -5,1% en 2009). Après avoir réduit leur investissement de 7,9% l'an passé, les entreprises devraient le diminuer encore de 2% cette année.

Après s'être fortement dégradé en 2009 (337.000 destructions), l'emploi pourrait connaître un "*léger rebond*" en 2010 (+63.000 postes). Cela ne suffirait pas à rabaisser le taux de chômage. Il devrait rester stable en 2010 à 9,5% en France métropolitaine, 9,9% avec les départements d'outre-mer.

Les ménages devraient voir leur pouvoir d'achat progresser de 1,1% cette année, après +1,6% l'an dernier. En effet, la reprise devrait contribuer à un "*redressement des revenus d'activité*" mais les prélèvements fiscaux devraient également repartir à la hausse, écrit l'INSEE. En outre, les prix à la consommation devraient augmenter de 1,6% en 2010, ce qui devrait peser sur le pouvoir d'achat. (AP 23.06)

L'INSEE a perdu toute crédibilité en fournissant précédemment des chiffres et des analyses sur mesure au gouvernement. Malgré tout il ressort des données fournies ici que l'activité économique est en panne.

3- Grèce.

Le rendement de l'obligation grecque à 10 ans est repassé mercredi au-dessus de 10 %, un niveau plus vu depuis mi-mai au plus fort de la crise grecque. À 15 h 10, le taux à 10 ans était à 10,373 % contre 9,774 % mardi soir et celui à deux ans était à 9,798 %, signe de l'inquiétude, à court terme, des investisseurs sur la solvabilité de la Grèce.

Les CDS grecs ont également bondi pour renouer avec leurs niveaux de début mai, en raison de problèmes de liquidité, selon l'agence DowJones Newswires. (Lepoint.fr 23.06)

L'Etat grec va bientôt être déclaré en faillite, ce n'est pas possible autrement avec de tels taux d'intérêt ou alors il nous manque un facteur déterminant pour analyser correctement sa position.

4- Etats-Unis.

- Nike a publié mercredi un bénéfice trimestriel en hausse de 53%.

Le fabricant d'articles de sport a fait état d'un bénéfice net de 521,9 millions de dollars au quatrième trimestre clos le 31 mai, contre 341,4 millions un an auparavant.

Le CA a augmenté de près de 8% à 5,08 milliards de dollars. Hors effets de change, sa hausse est de 4%. La marge brute a été de 47,4% contre 43,4% un an auparavant. (Reuters 23.06)

- Les ventes de logements neufs aux Etats-Unis ont chuté de 32,7% à 300.000 en mai en rythme annualisé.

Il s'agit de leur plus forte baisse jamais enregistrée en pourcentage depuis que le lancement de cette série statistique en 1963. (Reuters 23.06)

- La Réserve fédérale a pris acte mercredi d'une reprise économique hésitante aux Etats-Unis en renouvelant son engagement à maintenir des taux exceptionnellement bas pendant une période prolongée (de 0% à 0,25%)

Dans son communiqué publié à l'issue d'une réunion de deux jours, la banque centrale revoit à la baisse son évaluation du rythme de la reprise, décelant des poches de faiblesse.

"*Les conditions financières soutiennent moins la croissance économique dans l'ensemble, ce qui reflète pour l'essentiel ce qui se passe à l'étranger*", explique la Fed dans son communiqué.

Spéculation oblige !

Le président de la Fed Ben Bernanke a également estimé qu'il faudrait "*un bon bout de temps*" pour restaurer les près de 8,5 millions d'emplois perdus de 2008 à 2009. (Reuters 23.06)

Ceci explique cela !

- Le fossé transatlantique sur les remèdes à apporter à la crise financière européenne se creuse à l'heure où les dirigeants de la planète se préparent au sommet du G-20 de ce week-end à Toronto: alors que la Grande-Bretagne et l'Allemagne ont opté pour l'austérité budgétaire, Washington appelle à ne pas sacrifier la reprise mondiale sur l'autel de la rigueur.

"*Nous devons démontrer un engagement à réduire les déficits sur le long terme, mais pas au prix de la croissance à court terme*", affirment le secrétaire au Trésor américain Timothy Geithner et le chef du Conseil national économique de la Maison Blanche, Lawrence Summers dans une tribune publiée mercredi dans le "Wall Street Journal". "*Sans une croissance maintenant, les déficits augmenteront davantage et saperont la croissance future.*"

La quadrature du cercle, quoi ! Et la fuite en avant aux Etats-Unis... Le futur nous appartient camarades !

- Le général David Petraeus, choisi mercredi par le président Barack Obama pour remplacer le général Stanley McChrystal à la tête des forces américaines en Afghanistan, est l'ancien patron du contingent US en Irak.

Choisi par George Bush pour succéder au général George Casey, ce "*soldat-intellectuel*" ("warrior-scholar") était considéré dans les rangs tant démocrates que républicains comme le mieux à même pour tenter d'inverser le cours des choses en Irak. (Reuters 23.06)

Les Américains sont-ils certains d'avoir changé de président ? Obama ne doit pas être au courant que tous les jours il y a des attentats en Irak et que la guerre contre l'occupant se poursuit, que ce général n'a pas réussi à "inverser le cours des choses en Irak".

Chine.

Honda Motor a annoncé qu'il avait stoppé la production dans une des deux usines de Guangqi Honda, l'une de ses coentreprises en Chine, en raison de perturbations dans son approvisionnement en pièces détachées. (Reuters 23.06)

Le 25 juin

Pas vraiment le temps de causer.

Entre 800.000 et 2 millions de manifestants selon les sources hier dans toute la France pour défendre notre droit à la retraite. 20% en grève dans la fonction publique selon le ministère, un peu plus selon les syndicats, s'ils ont participé aux manifestations cela fait 1 million, auxquels il faut ajouter quelques centaines de milliers de travailleurs du secteur privé, des retraités, ils sont 14 millions dans le pays.

Une mobilisation meilleure que prévue à la veille des vacances scolaires ou d'été sans pour autant qu'il faille en faire un plat, désolé. A suivre demain... ou le 7 septembre !

Chômage.

"*Fin mai 2010, en France métropolitaine, 3.942.900 personnes inscrites à Pôle emploi étaient tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi (4.182.800 y compris Dom), dont 2.699.600 étaient sans emploi (catégorie A) et 1.243.300 exerçaient une activité réduite, courte ou longue (catégories B et C)*", indiquent le ministère et Pôle Emploi dans un communiqué commun.

En mai, 22 600 personnes supplémentaires se sont inscrites sur les listes du chômage en France métropolitaine, a annoncé jeudi 24 juin le ministère du travail.

Le nombre de chômeurs de longue durée a augmenté de 30,4% sur un an, soit 1.399.400 personnes.

Le nombre d'inscrits au chômage en France métropolitaine a augmenté en mai de 0,8 %, à 2,699 millions et de 0,4 % en incluant les personnes ayant une activité réduite, a annoncé jeudi le ministère de l'Emploi.

Chez les plus de 50 ans, le chômage s'est accru de 18,9% sur un an, à 470.600.

Une partie n'est pas comptée comme demandeurs d'emploi car inscrits en stage, formation, reclassement (+ 24 % sur un an en catégorie D, qui inclut aussi les malades) ou bénéficiaire d'un contrat aidé (+ 42 %). Les radiations administratives, plutôt en baisse depuis 2008, ont augmenté en mai. (Lemonde.fr, AFP et Reuters 24.06)

Total Dunkerque. L'entourloupe.

EDF reporte sa décision d'investir dans un terminal méthanier à Dunkerque (Nord), a déclaré une porte-parole du groupe public. (Reuters 24.06)

Un peu plus tôt un peu plus tard.

L'australien Frank Fenner est un scientifique reconnu: membre de l'Académie des sciences australienne et de la Royal Society. Son travail a été récompensé par de nombreux prix et il est l'auteur de centaines de textes scientifiques. Pour lui, le destin de l'Homme est scellé. Cette éminence en ce qui concerne l'extinction des espèces est plus que sceptique quant à l'avenir de l'espèce humaine: "*L'espèce humaine va s'éteindre. Peu importe ce que nous faisons maintenant, c'est trop tard.*".

A 95 ans, le scientifique accorde très peu d'interviews. En matière d'évolution, il s'y connaît. Il a étudié le phénomène sous toutes les coutures: au niveau moléculaire, au plan de l'écosystème jusque dans l'espace.

Selon Fenner, nous allons disparaître parce que nous sommes trop nombreux. C'est donc la croissance de la population mondiale qui est en cause. Si l'on en croit l'ONU, la population mondiale atteindra les 6,9 milliards cette année. Une tendance démographique qui, couplée à ce que Fenner appelle notre «*consommation débridée*», mènera à terme à la disparition de l'espèce humaine.

L'Homo sapiens va disparaître, peut-être en l'espace d'un siècle. Et beaucoup d'animaux aussi. C'est une situation irréversible. Je pense qu'il est trop tard. J'essaie de ne pas trop le dire car il y a des gens qui essaient de faire changer les choses.

Impossible d'échapper à notre destin pour Fenner: on ne fait que repousser l'incontournable.

Si beaucoup de scientifiques partagent ce constat, tous ne sont pas aussi catégoriques sur l'impossibilité de changer les choses. Ainsi, son collègue Boyden, immunologue reconverti dans l'écologie humaine, est plus optimiste:

Frank a peut-être raison, mais certains d'entre nous caressent l'espoir que l'on prenne conscience de la situation. Et qu'on en arrive aux changements nécessaires pour en arriver au développement durable. (Slate.fr 24.06)

C'est l'évidence même que l'humanité court à la catastrophe si le capitalisme n'est pas rapidement aboli, c'est dialectique ! C'est peut-être la seule conviction solide qu'il nous reste, ce qui légitime encore plus si besoin était notre combat pour le socialisme.

Etats-Unis. Quand démocratie rime avec dictature des multinationales, suite.

La Cour suprême des Etats-Unis a décidé, jeudi 24 juin, d'annuler les condamnations de Jeffrey Skilling, ancien PDG d'Enron, et de l'ancien magnat de la presse Conrad Black pour manquement à leurs 'obligations morales'. (LeMonde.fr avec AFP 24.06)

Le 26 juin

J'ai passé trop de temps sur le second sujet de causerie pour terminer la mise à jour du site aujourd'hui, il est déjà 15h25 et j'y suis depuis 8h ce matin, le reste attendra aussi, rien ne presse ! J'ai mangé un paquet de gâteaux en buvant un coup devant l'écran pour gagner du temps !

Quand je lis les articles ou tracts des uns et des autres, je me demande où l'on va, c'est franchement désespérant. Ne me demandez pas de vous soutenir, adressez-vous à vos dirigeants syndicaux ! Allez Martine, Pierre, Jean-Luc, faites un petit effort, c'est pour la bonne cause ! Réponse attendue et implacable : Laquelle ?

Par contre, ceux qui soutiennent la ligne politique que je défends ont le droit de soutenir financièrement le site que je m'acharne à actualiser quotidiennement. J'ai envie de dire aux militants : choisissez ! Soyez socialistes et... matérialistes ! Un petit soutien vaut mieux qu'un grand chagrin, pensez-y ! Eh oui, c'est cela la dialectique ! Vous voyez à quoi cela sert le marxisme ! On se détend un instant camarades, on l'a bien mérité bordel !

J'ai oublié un truc, il y avait grève et manifestation en Roumanie hier, j'ai aperçu cela aux infos sur TV5Monde Asie hier soir, ce fut assez mouvementé apparemment, par contre rien dans les articles des agences de presse ce matin.

Bon week-end.

1- Réaction d'un internaute au double langage du gouvernement :

"Nous y sommes dans la rigueur. Les impôts ont déjà augmentés puisque les tranches ont changé, et ceux qui payaient peu d'impôts, payent maintenant quasiment un mois de salaire. Quand ils vont annoncer la rigueur, on va nous dépouiller. Mais dans un sens, ce sera peut être un mal pour un bien. Les gens qui critiquent les grévistes, les syndicats, les fonctionnaires et plus encore, vont peut être se réveiller ?" (Lepoint.fr 25.06, suite à l'article : Budget : Le double discours du gouvernement)

2- C'est grave d'être aussi aveugle. Comment peut-on comparer le CPE (en 2006) avec les retraites ? Comment peut-on comparer l'attitude des dirigeants syndicaux face à deux questions dont la portée est sans commune mesure et imaginer un seul instant que le gouvernement pourrait être contraint d'adopter la même attitude, c'est-à-dire retirer son projet sur les retraites comme il l'avait fait avec le CPE ?

Vous prenez vos désirs pour la réalité, vous confondez tout, du coup vous n'êtes même pas en mesure de discerner ce qui saute pourtant aux yeux. Cela vient du fait que vous tenez un raisonnement d'appareil à l'adresse des appareils, par mimétisme et inconsciemment peut-être, vous vous identifiez à ceux auxquels vous dites ne pas vouloir ressembler. On doit étudier cela en première année de psychologie.

Vous en êtes restés à la version qui veut que l'unité des dirigeants syndicaux sur le mot d'ordre du retrait du CPE soit à l'origine de la mobilisation contre le CPE, puis son retrait par le gouvernement Chirac-de Villepin, idem pour la mobilisation contre la remise en cause des régimes spéciaux en 1995. Avant en 2003, puis après en 2009, on a connu des mobilisations aussi importantes en vain. Et pour ce qui était du CPE, le patronat pouvait s'en passer du fait déjà de l'existence d'une vingtaine de contrats de travail précaires. Il ne vous aura pas échappé non plus que depuis le nombre d'apprentis et de stagiaires a augmenté, le patronat compensant ainsi à moindre frais encore le CPE, sans parler de la possibilité de négociier "à l'amiable" la rupture du contrat de travail avec l'employeur ou les nouvelles dispositions qui sont intervenues entre temps et qui permettent au patron de licencier encore plus facilement que par le passé, bref de remplacer les CDI par des CDD ou de se débarrasser des travailleurs ayant de l'ancienneté et qui coûtent le plus cher au profit de jeunes en contrats précaires, etc. Bref, en deux mots le patronat n'en avait rien à cirer du CPE, il a tenté un coup, il a échoué, il s'est rabattu sur d'autres dispositions en vigueur qui lui permettent d'atteindre les mêmes objectifs, une main d'oeuvre taillable et corvéable à merci à moindre frais quand elle n'est pas carrément gratuite, par exemple la semaine d'essai non payé...

La question des retraites a une toute autre portée, car l'objectif à terme du patronat c'est d'aboutir à leur privatisation, le remplacement du système par répartition par un système par capitalisation géré par des entreprises cotées en Bourse, exactement comme pour la Sécurité sociale, et dans ce domaine il n'existe pas d'équivalent, il ne peut se rabattre sur rien.

L'enjeu se monte à des centaines de milliards d'euros.

Les salaires et retraites des fonctionnaires étant intégrés dans le budget de l'Etat à la case dépense, une fois le gouvernement passé sous la coupe des marchés et la satisfaction des besoins des capitalistes devenue sa seule préoccupation et raison d'être, une fois diminuées ou pas augmentées les recettes tandis que les dépenses tendent à toujours augmenter, donc endetté dans des proportions colossales, pour l'Etat les fonctionnaires deviennent un boulet insupportable dont il faut se séparer au plus vite. Et il y parvient partiellement en ne procédant pas au remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, mais cela n'a aucune incidence sur les comptes des caisses de retraite du secteur privé. L'Etat n'entend pas revenir sur les exonérations de cotisations sociales dont bénéficient les patrons qu'il compense en grande partie auprès des organismes sociaux, car c'est un moyen de rendre plus compétitive les entreprises françaises et d'éviter davantage de délocalisations, donc sur le plan social de voir encore plus augmenter le chômage.

Le gouvernement français n'a pas d'autre possibilité que de gérer le pays et le budget de l'Etat en s'alignant sur le modèle du capitalisme dominant, l'impérialisme américain et chinois, pour assurer à la fois la survie du capitalisme français, garantir tant bien que mal ses parts de marché dans le monde, s'assurer le soutien des marchés et des agences de notation, et ne pas voir l'influence politique du pays déclinée au point de devenir insignifiante. Il ne faut pas oublier non plus que dans les sommets internationaux qui réunissent les chefs d'Etat, l'influence de chaque Etat et pour ainsi dire sa part du gâteau du marché mondial est proportionnelle à sa puissance économique.

La concurrence mondiale faisant rage a un degré jamais atteint dans le passé, le gouvernement doit s'aligner autant que possible sur le moins social de ses concurrents, c'est la tendance qu'il doit favoriser absolument, la seule orientation compatible avec la survie des entreprises françaises. Ne pouvant pas agir directement sur les salaires, il peut les bloquer ou permettre qu'ils n'augmentent que très faiblement, il lui est impossible de les ramener au niveau de ce qui existe en Chine par exemple, il lui faut donc se rabattre sur un des aspects du salaire, les retraites. Il lui est difficile d'augmenter les cotisations sociales des travailleurs, encore moins de baisser directement les retraites, il s'y prend là aussi autrement pour arriver à ses fins, mais dans des proportions qui demeurent limitées, insuffisantes à son goût lorsqu'on garde à l'esprit qu'il vise un hold up sur les centaines de milliards d'euros que représentent l'ensemble des retraites du secteur privé.

L'allongement du nombre d'années de cotisation nécessaires pour prendre sa retraite, le report de 60 à 62 ans, celui de 65 à 67 ans, l'ensemble de ces mesures correspond à un seul objectif, diminuer le niveau des retraites pour ceux qui en profiteront par chance après avoir cessé de travailler et faire en sorte que les travailleurs crèvent littéralement au boulot ou peu de temps après avoir pris leur retraite de façon

à leur verser une retraite sur une durée moins longue. Le système qu'ils sont en train d'instituer s'apparente à une véritable escroquerie, qui consiste à nous faire travailler toute notre vie, à cotiser durant toute notre vie pour au bout du compte ne rien avoir à nous verser à l'arrivée.

Une véritable guerre de rapine est engagée par le gouvernement contre le prolétariat et l'ensemble des exploités.

Si vous regardez bien, c'est exactement ainsi que fonctionnent les banques et les compagnies d'assurance : vous déposez votre salaire à la banque, la banque dispose de votre argent sans vous verser le moindre intérêt, par contre elle va s'en servir pour spéculer et empocher de juteux profits, mieux encore, comme cela ne suffit pas, elle vous taxe pour la gestion de votre compte qui ne vous rapporte rien mais lui rapporte à elle, génial non ! Il paraîtrait même que c'est sa principale source d'enrichissement ! Tandis que vous versez de l'argent à une compagnie d'assurance pour assurer votre habitation et/ou votre moyen de transport, vous n'avez pas le choix, c'est obligatoire, la plupart du temps elle ne vous reversera rien tout au long de votre vie, elle accumulera ainsi les milliards que l'ensemble des assurés lui auront versés et qui seront toujours supérieurs à l'argent qu'elle aura déboursé au titre de l'indemnisation des sinistres, la balance est toujours positive et ses profits s'accumulent chaque année, elle spéculera sur les marchés avec ces supers profits et ses actionnaires se rempliront indéfiniment les poches pratiquement en dormant.

L'air de rien, ils sont en train de procéder de la même manière avec la Sécurité sociale et leur objectif est de parvenir au même résultat avec les retraites. Vous payez des cotisations sociales, mais vos soins médicaux ou vos traitements sont de moins en moins remboursés. Cela revient à verser des cotisations sociales qui ne vous servent à rien tant que vous êtes en bonne santé, et le jour où vous tombez malades, c'est encore à vous de passer à la caisse, vos cotisations ne suffisant pas à couvrir l'ensemble de vos dépenses de santé, c'est donc à vous de payer le complément ou de crever comme un chien. Sans parler des mutuelles auxquelles on vous invite à souscrire, quand ce n'est pas obligatoire dans les entreprises, mais qui ne vous remboursent pas non plus 100% vos dépenses de santé.

Banques, assurances, mutuelles, caisses de retraite, assurance maladie sont en passe de correspondre au même modèle que l'on peut qualifier de mafieux, puisqu'on vous prend votre argent et qu'on ne vous donne rien en échange ou de moins en moins. C'est dans ce contexte qu'il faut replacer la question des retraites. On est loin d'une simple abstraction qui serait soustraite aux lois de fonctionnement du régime capitaliste.

Et quand on va encore plus loin, on se rend compte que leur intention est tout bonnement d'appliquer à la protection sociale la même loi qui est à l'origine et qui régit le capitalisme et qui repose sur le vol, le vol et rien d'autre. Stupéfiant quand on y pense et c'est pourtant la stricte réalité.

L'existence du système de retraite par répartition est à l'origine aussi incompréhensible avec la loi générale qui régit le capitalisme, que l'existence de deux modes de production antinomiques dans la société sans que finalement l'un n'élimine l'autre, la propriété privée des moyens de production ou capitalisme et la propriété collective des moyens de production ou socialisme. Le système de retraite par répartition est une anomalie dans le fonctionnement du capitalisme, ils tentent donc d'y remédier, et à défaut de pouvoir le réformer pour lui appliquer les mêmes lois que celle du capitalisme ou de l'intégrer tel quel dans le système capitaliste, ils doivent le vider de son contenu, le détourner de sa mission d'origine, bref, le liquider. Ne pouvant pas y parvenir d'un coup du fait de la lutte de classe du prolétariat, ils s'y attaquent petit bout par petit bout. Et ils progressent dans cette voie.

Hier en URSS, aujourd'hui en Chine, on ne peut que constater que c'est la même loi qui est à l'oeuvre et qu'elle aboutit toujours à la disparition ou à la survie d'un mode de production au détriment d'un autre...

Alors en ne plaçant pas le combat pour la défense de nos retraites dans la perspective du renversement du régime, on se condamne à l'impuissance et à voir disparaître le système de répartition des retraites ou à le voir complètement vidé de son contenu pour des millions de travailleurs, qui dans l'avenir ne profiteront jamais d'une retraite, j'ai envie d'ajouter que cela concerne en premier lieu toujours les mêmes couches du prolétariat qui n'intéressent ni les syndicats ni les partis ouvriers qui sont inféodés au capitalisme. A un degré différent mais dans des proportions identiques au niveau d'un pays, la liquidation du système par répartition est pour les capitalistes aussi déterminant que le retour dans l'économie de marché des pays où le capitalisme avait été exproprié. A côté le CPE, c'est du pipi de chat !

Abrogation des lois de 1993 et 2003, retrait du projet de loi du gouvernement qui doit être soumis au Parlement à partir du 7 septembre, en cas de refus du gouvernement il faut le chasser du pouvoir !

A bas le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner au service des banquiers, à bas le capitalisme et les institutions de la Ve République des nantis, tout le pouvoir aux travailleurs !

Retraites.

1- Au lendemain de la manifestation de l'intersyndicale contre l'actuel projet de réforme des retraites, les leaders syndicaux de la CGT et de la CDFT ont mis en garde le gouvernement et le chef de l'État contre de nouvelles manifestations en septembre. Ainsi, Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, a-t-il assuré que *"si le gouvernement, le chef de l'État font comme s'il ne s'était rien passé, s'ils jouent les apprentis sorciers compte tenu du mécontentement qui existe sur ce projet de loi (...), il ne faudra pas s'étonner que le conflit prenne une autre intensité à la rentrée"*. *"On sera plus nombreux à la rentrée"*, a affirmé de son côté François Chérèque. (Lepoint.fr 25.06)

Thibault : *"On ne peut pas prendre les Français pour des ignares ou des illettrés"* (Lepost.fr 25.06)

2- Jeudi dans une interview accordée à France Soir, Michel Rocard avait affirmé que le PS *"se tromp(ait) de combat"* en défendant le droit à la retraite à 60 ans.

"Je crois que le PS se bloque sur une carte perdante. Quant à faire reposer les retraites sur la fiscalité, c'est absurde et 'dangereusement'. Je parlerai même d'imbécillité", déclarait-il au journal.

Ce vendredi, la responsable socialiste lui a répondu au micro d'Europe1 en mettant les points sur les "i"

"Peut-être Michel Rocard s'est-il laissé intoxiquer par le gouvernement qui pense que nous demandons que tout le monde parte à 60 ans ?", a ironisé Martine Aubry.

Elle a ajouté : *"Ce n'est pas ça que nous demandons. Nous disons qu'il faut laisser la possibilité à ceux qui ont commencé tôt, qui ont leur durée de cotisation, de partir à 60 ans"* (Lepost.fr 25.06)

3- Selon M. Fillon, on ne peut financer les retraites *"que par l'allongement de la durée du travail"*. *"On peut tourner le sujet dans tous sens, faire miroiter"* d'autres solutions *"dont l'augmentation des impôts"*, la *"seule"* mesure *"véritablement efficace est le relèvement de l'âge de départ à la retraite"*, a-t-il insisté. (Lemonde.fr 25.06)

François Fillon, jusqu'alors en retrait dans ce dossier, a dit lors d'un *"point d'étape"* comprendre *"les inquiétudes"* et écouter *"l'avis des Français qui ont manifesté"* comme celui de ceux *"qui n'ont pas manifesté"*. (Lepoint.fr 25.06)

"L'intérêt général nous commande de ne pas transiger sur les principaux paramètres de la réforme", a-t-il précisé vendredi. (Reuters 25.06)

L'indépendance de la justice à géométrie variable.

L'ex-Premier ministre, Dominique de Villepin s'est demandé, ce vendredi matin sur RMC-BFM TV, si la justice était *"aujourd'hui indépendante"* au sujet de l'affaire Bettencourt.

"Ce qui me paraît grave, c'est d'abord l'absence de réaction de la justice, le doute qui pèse sur elle. (...) Est-ce qu'elle est capable d'aller jusqu'au bout d'un dossier comme celui-ci?", s'est demandé Villepin. (Lexpress.fr 25.06)

Tarif en hausse.

Les tarifs de la SNCF pour les trains Corail, Intercités et TER augmenteront en moyenne de +2,5% au 1er juillet prochain, a annoncé vendredi la SNCF. (Lepoint.fr 25.06)

Etats-Unis.

L'économie américaine a crû de 2,7% en rythme annualisé au premier trimestre, d'après l'estimation définitive publiée vendredi, une progression inférieure aux attentes des économistes et à la projection précédemment annoncée. (Reuters 25.06)

Canada.

L'organisation du G8 à Huntsville, ce vendredi, et du G20 à -Toronto, ce week-end, devrait coûter la bagatelle de 1,2 milliard de dollars (960 millions d'euros) aux contribuables canadiens.

La sécurité, à elle seule, devrait coûter quelque 930 millions de dollars (758 millions d'euros). 20.000 policiers ont été mobilisés et les mesures sont telles que Toronto va ressembler à une ville fantôme ces prochains jours.

En comparaison, le sommet du G20 de Londres en avril 2009 n'aurait coûté que 30 millions de dollars (24 millions d'euros). (20minutes.fr 25.06)

Le 27 juin

Ci-dessous voilà à quoi j'ai passé les trois quarts de la matinée, pas le temps de faire autre chose, il est 13h59 et j'ai commencé à bosser à

7h45h. Je compte évidemment sur votre soutien...

Je suis un peu loin pour estimer la situation en France, apparemment tout le monde semble satisfait de la journée de mobilisation du 24, dont acte. Comme dira Engels en 1892 (?) en refusant de participer au congrès du parti ouvrier social-démocrate allemand parce qu'il avait mieux à faire (terminer le troisième volume du *Capital*), j'ai mieux à faire que d'extrapoler sur la suite du 24 qui n'a rien changé. Pour le NPA c'est un "*tournant*", chez eux aussi tous les quatre matins ils feront le monde à défaut de faire un pas en avant pour le changer !

On ferait mieux de se concentrer sur notre analyse de la situation afin qu'elle soit la plus précise possible, sinon il est impossible de défendre sérieusement une ligne politique et d'être crédible aux yeux des militants. A tort peut-être, mais c'est inévitable, par facilité ou économie, pour gagner du temps, il nous arrive de reprendre des formulations émises par les uns ou les autres qui sont très approximatives ou dont on n'a pas forcément vérifié auparavant la justesse, il faut donc y revenir ou prendre le temps de s'y arrêter.

Il y en a qui parlent d'un "*régime capitaliste en faillite*". Est-ce vrai ? Que faut-il entendre par là ? D'un autre côté, les mêmes nous expliquent que tout serait possible en régime capitaliste comme s'il n'était pas en crise. Est-ce vrai ? Qu'est-ce que cela signifie ? Il faudrait s'entendre, le régime capitaliste ne peut pas être à la fois en faillite et capable de satisfaire tous nos besoins, ce discours est inaudible pour les travailleurs.

Et puis si le capitalisme n'est plus qu'un champ de ruines, que faut-il espérer à sa suite sinon toujours et encore des larmes et de la sueur, cela donne vraiment envie de combattre pour le socialisme ! Ils feraient tout pour détourner les travailleurs du socialisme qu'ils ne s'y prendraient pas autrement. Sans issue politique à l'horizon, on aura envie de venir en aide au capitalisme pour éviter qu'il ne s'effondre totalement, non ? Quel espoir pour le futur peut-il jaillir de ce catastrophisme ? Aucun, tout est foutu ! Merci le POI, vous rendez un fier service aux travailleurs. Dites-nous, c'est dans cette perspective que vous organisez les travailleurs ? Ah ils sont *perplexes* face à votre discours, et nous donc !

Dans faillite il y a à l'origine le mot faille synonyme de faiblesse ou d'imperfection dans le cas présent. Une faillite est donc le produit d'une faille poussée à l'extrême et avec laquelle la réalité se confond, elle a pris une telle importance qu'elle met en danger l'existence du système dont elle est issue. Un système en faillite, c'est un système où le passif a fini par engloutir l'actif réduit à néant

Une faiblesse ou une imperfection, cela peut se résorber mais pas forcément, elle peut être inhérente à un système ou à une cause originelle, dans ce cas-là elle aura une existence permanente, mais selon son degré d'acuité elle apparaîtra plus ou moins à la surface de la réalité, de telle sorte qu'on en percevra plus ou moins nettement les contours ou les conséquences.

Le régime capitaliste est un système économique qui comme tout système comporte ses propres contradictions et limites, mieux il repose sur ces contradictions. Or ces contradictions ne sont pas figées pour l'éternité, les rapports par lesquels elles s'expriment évoluent sans cesse de même que chacun des éléments qui composent ces rapports. C'est la loi du mouvement qui s'applique ici comme dans toute chose et être, à ceci près qu'en s'appliquant dans le cadre d'un système, ces rapports tendent à créer en permanence les conditions de la négation de ce système lui-même.

C'est un peu comme avec une cocotte-minute. Elle est conçue pour supporter une certaine pression créée sous l'effet de l'élévation de la température qui transforme l'eau en vapeur de 0 à 100°C, cette limite ayant été atteinte si on obstruait le petit trou permettant d'évacuer la vapeur en trop et de limiter ainsi la pression à l'intérieur de notre récipient, elle finirait par exploser sous la pression devenue incompatible avec sa structure.

Cette analogie n'est pas parfaite non plus, à défaut de mieux on peut dire que le système capitaliste présente la particularité d'avoir à l'origine un trou trop petit pour permettre à la pression qui s'est accumulée (forces productives) de s'évacuer normalement, du coup à intervalle régulier il risque d'exploser et donne lieu à une crise qui finalement lui sert de soupape de sécurité. Au fil du temps, la pression tend à augmenter plus rapidement car le petit trou se rétrécit encore du fait qu'il est obstrué par un dépôt de calcaire (accumulation du capital à un pôle de notre contradiction). Deux éléments et les rapports qu'ils entretiennent ont donc subi une transformation, qui à terme condamne l'existence de notre système ou conduit notre cocotte-minute à exploser, la pression qui augmente davantage qu'auparavant du fait que la soupape de sécurité ne remplit plus sa fonction d'origine, dans l'hypothèse où le rapport de cause à effet qu'entretiennent ces deux facteurs évoluerait constamment dans la même direction, il arriverait un moment où l'inéluctable se produirait.

On aurait pu faire l'économie de cette démonstration et se contenter de proclamer qu'un jour où l'autre on finira bien par nous séparer de notre cocotte-minute pour une raison ou une autre ou qu'on finira bien par avoir la peau du régime capitaliste, mais on se priverait d'un exercice sur la dialectique qui permet de cerner, qu'avant de passer d'une situation à une autre qui en constitue la négation, il nous faut considérer avec attention les différents stades par lesquels chaque facteur et chaque rapport évoluent dans certaines conditions sans perdre de vue que leur destin ainsi que celui de l'ensemble de notre système était inscrit dès l'origine de leur formation.

Cette démonstration semblera peut-être académique ou inutile à certains militants. Si maintenant on la transpose sur le terrain pratique, ils en comprendront sans doute tout l'intérêt.

Si dès l'origine le système capitaliste porte en lui sa négation, le communisme, c'est qu'il est voué à disparaître un jour ou l'autre, certes, mais il peut disparaître aussi d'une autre manière, par exemple en emportant dans sa folie l'humanité toute entière et dans ce cas-là, pas de

communisme, c'est la première chose.

Ensuite, s'il porte en lui sa négation dès sa naissance, cela signifie que tous les ingrédients conduisant à sa disparition existent, il suffirait donc de profiter de la première occasion qui se présente à nous pour précipiter sa fin et passer à autre chose, au socialisme, puis au communisme, du royaume de la nécessité à celui de la liberté, c'est la deuxième chose.

Si l'on tient compte qu'il porte en germe les éléments de sa propre destruction - qui ne coïncide pas forcément avec la destruction de la société, c'est en s'appuyant sur les facteurs susceptibles de faire monter la pression le plus vite possible (l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat que l'on recrute pour construire le parti) que l'on parviendra à rendre l'existence de ce système insupportable et à le faire exploser (révolution). Autrement dit, on a tout intérêt à lier notre combat politique quotidien à l'objectif final que l'on s'est fixé (prise du pouvoir) pour avoir une chance de l'atteindre, à maintenir en permanence la pression à un niveau élevée (la question de l'Etat et du pouvoir en relation avec chaque revendication) jusqu'au moment où les conditions (objectives et subjectives) seront enfin réunies pour que le long travail de sape du régime capitaliste porte ses fruits, c'est la troisième chose.

Si à l'opposé on se contente d'entretenir une faible pression dans notre cocotte-minute ou que l'on fait en sorte de la contenir dans des limites acceptables (les revendications alimentaires ou démocratiques bourgeoises) quand elle monte malgré tout (période de crise), elle ne risquera pas d'exploser un jour.

Vous aurez compris que ne pas poser clairement et en toute (n'importe lesquelles) circonstance la question du pouvoir et de l'Etat, ne proposer aucune issue politique, refuser de mettre en avant la nécessité de renverser le gouvernement et les institutions, revenait en fait à soulager la pression dans notre cocotte-minute, à soulager le gouvernement ou à le soutenir indirectement, à s'interdire finalement de faire exploser notre récipient ou de faire sauter le régime en place. On le comprendra d'autant mieux qu'en agissant de la sorte, on a réussi à faire en sorte que les conditions subjectives (le parti et l'organisation des masses) ne soient jamais réunies pour parvenir à cet objectif.

Etait-ce voulu de la part de nos dirigeants ? C'est absolument certain et établi pour ceux du PS (admettons ici qu'ils en fassent partie, ce n'est pas mon point de vue), du PC et du PG, le destin de ces partis est lié à celui du capitalisme et ils n'ont pas leur place au côté des partis ouvriers combattant pour le socialisme, les travailleurs n'ont rien à en attendre. Ils sont le produit de l'incapacité du prolétariat jusqu'à présent à se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire, d'un véritable parti communiste, autant que de la décomposition du capitalisme dont ils sont l'expression au sein du mouvement ouvrier.

Etait-ce le produit d'une incompréhension de la part des dirigeants se réclamant du marxisme du POI, du NPA ou encore de LO, ne sont-ils pas à la hauteur de leurs responsabilités, tout simplement parce qu'ils n'auraient pas les qualités requises ? Ils sont le produit déformé des enseignements que les marxistes du milieu du XIXe siècle au XXe siècle ont tiré de l'histoire et du développement du capitalisme et de la lutte des classes, ce qui ne les place pas dans le même camp que le PS, le PCF ou le PG dont la place est auprès de l'UMP, du Nouveau Centre et du MoDem au sein des institutions bonapartistes de la Ve république.

Tandis que le POI, le NPA et LO tiennent leur légitimité du combat qu'ils mènent au côté du prolétariat, le PS, le PCF et le PG tirent leur légitimité des institutions qui les nourrissent et sans lesquelles ils n'existeraient pas ou plus, ce qui devrait suffire à les caractériser sans ambiguïté comme des partis contre-révolutionnaires, fondamentalement réactionnaires. Mais hélas il y en a toujours dans nos rangs pour les présenter sous un jour plus favorable et entretenir l'illusion qu'ils pourraient un jour servir notre cause ; c'est aussi une manière au moment où sonnera l'heure de régler son compte au capitalisme de faire baisser la pression pour préserver l'ordre établi.

Cela dit, je vous laisse répondre librement à ces questions et réfléchir au meilleur moyen de faire sauter le plus tôt possible notre cocotte-minute.

Je ne sais pas pourquoi j'ai pris cet exemple puisque je n'ai jamais voulu posséder de cocotte-minute, la température y est trop élevée pour conserver les quelques vitamines présentes dans nos légumes et puis cela dénature leur goût.

On n'a plus le temps aujourd'hui d'aborder d'autres formulations plus ou moins bidons, le capitalisme porte en lui sa faillite depuis le premier jour, tout comme la Ve République est le produit depuis 1958 d'un régime déjà en crise...

Une autre causerie sur la dialectique pourrait porter sur les rapports de cause à effet qui sont omniprésents, et montrer comment tous les partis se concentrent uniquement sur les effets ou les conséquences (par exemple de la crise), pendant qu'ils font minutieusement passer à la trappe dans leur propagande les causes qui en sont à l'origine, pour bien montrer qu'en ne reliant pas en permanence cause à effet, il est impossible de saisir comment une même cause pourrait aboutir dans certaines conditions à d'autres effets, ce qui explique pourquoi ils font passer à leur tour ces effets à la trappe, par exemple comment se traduirait dans la vie pratique de chaque travailleur la mise en oeuvre d'un programme économique et social socialiste, ce qu'aucun travailleur dans ce pays ou ailleurs n'est en mesure de définir aujourd'hui, ce qui explique en grande partie l'impasse politique dans laquelle nous nous trouvons.

Dès lors que le fil est rompu entre notre point de départ (les fondements du capitalisme) et notre point d'arrivée (la question de l'Etat, du pouvoir, le socialisme), pas besoin d'être un intellectuel pour comprendre qu'on ne l'atteindra jamais. C'est comme si vous montiez dans votre voiture, que vous mettiez le contact, que vous commenciez à rouler sans savoir au juste où vous allez, vous avez décidé de vous passer d'une carte, vous avez une boussole à la place du cerveau paraît-il, c'est le meilleur moyen de ne jamais arriver nulle part, en tout cas

certainement pas à l'endroit que vous vous destiniez de rejoindre si vous ne connaissez pas la route.

Les militants et les travailleurs sont vaccinés à force d'être trompés ou trahis ou encore menés en bateau. Ils veulent tout savoir, trop parfois, parce qu'il y a des choses qu'ils ne sont pas forcément en état de comprendre mais ils l'ignorent. Qui, quoi, comment, ils sont exigeants et ils ont raison, ils sont méfiants et ils ont raison de l'être plutôt deux fois qu'une, à leurs yeux seul un discours cohérent susceptible de répondre à toutes les questions qu'ils se posent à grâce à leurs yeux, les généralités les laissent perplexes, ils voient dans les grandes théories un moyen de les enfumer et ils n'ont pas tout à fait tort, dans les programmes un catalogue de bonnes intentions sans lendemain, au regard de l'activité pratique des partis on est bien obligé de leur donner raison là aussi, etc. ce qu'ils veulent en premier lieu c'est parvenir à comprendre par eux-mêmes comment fonctionne la société et cela personne ne leur en donne les moyens, du coup ils restent sur leur faim ou ne franchissent pas le pas de l'organisation.

Nos dirigeants sont des aventuriers, des combinards, des manoeuvriers qui tentent des coups, qui cherchent en vain des raccourcis, qui égrainent à longueur de temps les mêmes généralités ou dogmes - c'est le seul moyen qu'ils leur restent pour continuer de se réclamer du marxisme, ils semblent ignorer que les militants et les travailleurs finissent toujours par s'en apercevoir, à moins qu'ils s'en foutent en se disant qu'un militant en remplacera un autre et ainsi de suite ; c'est ce que pense le boutiquier au coin de ma rue qui est honnête avec moi pendant un certain temps, et qui s'imagine qu'une fois mis en confiance il pourra me voler sans que je m'en aperçoive, il fait certes un mauvais calcul, mais en même temps il sait que d'autres clients s'approvisionnant chez ses concurrents sont victimes des mêmes pratiques et qu'il en récupèrera forcément quelques-uns, alors un client de perdu dix de retrouvés, pas de quoi se formaliser et changer d'habitudes...

Un dernier mot quand même, car il y a des choses insupportables qu'on ne peut pas laisser passer. Ils creusent notre tombe.

Quand le POI affirme que *"les travailleurs sont en droit de s'adresser aux dirigeants du PS, du PCF, du PG"*, que leur dit-il au juste : placez votre destin entre les mains de vos bourreaux d'hier qui vous trahissent aujourd'hui à travers leur double langage et qui seront vos bourreaux demain, c'est la seule issue que nous POI pouvons vous proposer. Après ils s'étonnent que les travailleurs ou militants soient *"perplexes"* en entendant ce genre de discours. On le serait à moins ! Vraiment sans façon, ce sera non merci en ce qui nous concerne !

Trois infos en bref.

Le sommet de l'Etat se fissure

Le président Nicolas Sarkozy a exprimé samedi son soutien total à son ministre du Travail Eric Woerth, en pleine affaire Bettencourt.

Nicolas Sarkozy a renouvelé sa confiance à son ministre du Travail alors que le directeur général des finances publiques Philippe Parini a affirmé n'avoir *"reçu aucune instruction de la part d'Eric Woerth, alors ministre du Budget, concernant le dossier fiscal de Mme Liliane Bettencourt"*.

Patrice de Maistre, qui gère une partie de la fortune de Liliane Bettencourt, a par ailleurs confirmé que la milliardaire française possédait 78 millions d'euros sur deux comptes à l'étranger. *"S'il y a eu des négligences, ce n'était pas volontaire de sa part"*, a-t-il assuré dans un entretien publié samedi dans "Le Figaro".

M. Woerth fait l'objet d'accusations de conflit d'intérêts depuis la divulgation par le site Mediapart d'enregistrements audio pirates suggérant de possibles fraudes dans la gestion de la fortune de Liliane Bettencourt. On y entend Patrice de Maistre, le patron de Clymène, la société qui gère certains actifs de L'Oréal et pour laquelle travaillait l'épouse du ministre, Florence Woerth. M. de Maistre y évoque notamment des manoeuvres pour échapper au fisc, tout en faisant allusion à Florence Woerth.

Patrice de Maistre affirme n'avoir "découvert qu'en novembre dernier l'existence d'un compte (de Liliane Bettencourt) en Suisse. (AP 26.06)

Si on comprend bien, ni la propriétaire de ces 78 millions d'euros ni celui qui gérait sa fortune ne savaient qu'en planquant ce fric dans des paradis fiscaux, donc en le détournant du fisc, ils commettaient un délit au regard de la loi ! Autrement dit, on ne peut raisonnablement rien leur reprocher puisqu'ils ne savaient pas ce qu'ils faisaient, pour un peu ils ignoraient même l'existence de cet argent ! Et il y a un juge qui va croire cette fable ? Pourquoi pas. Faute avouée à moitié pardonnée, mieux, amnistiée, pourquoi la charité chrétienne ne s'appliquerait-elle pas à soi-même, enfin ?

Derrière son masque propre d'homme comme-il-faut Woerth serait en réalité une crapule, tout comme l'était Strauss-Kahn lorsqu'il régularisa à minima la situation du très fortuné Karl Lagerfeld, ou encore l'avocat Roland Dumas, une autre tempe grise qui inspire confiance au premier abord, mais qui est véreux à l'intérieur (affaire Elf, Giacometti, etc.).

Une gamelle de plus à trimballer pour l'épileptique du Palais, à force de les accumuler, selon la dialectique de la transformation de la quantité en qualité elles devraient déboucher sur une crise politique...

L'arlésienne.

Les principaux pays industrialisés réunis au sein du G8 ont renoncé à s'engager pour un accord sur la libéralisation du commerce mondial dans le cadre du cycle de Doha cette année, tout en estimant que des négociations bilatérales ou régionales pouvaient en attendant contribuer à lever les obstacles au libre échange.

Lors du sommet du G8 de l'Aquila, en juillet 2009, tout comme lors du dernier sommet du G20 de Pittsburgh, en septembre dernier, l'échéance de 2010 pour un accord à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) avait été confirmée.

Entamées en 2001, les négociations du cycle de Doha se sont enlisées faute d'accord sur des questions comme la suppression des subventions agricoles dans les pays riches et l'ouverture des marchés dans les pays émergents. (Reuters 26.06)

Roumanie.

Le gouvernement roumain a décidé de faire passer la TVA de 19 à 24% à compter du 1er juillet afin de réduire le déficit budgétaire et de garantir l'octroi de l'aide internationale (20 milliards d'euros), a déclaré samedi le Premier ministre Emil Boc. (Reuters 26.06)

Et étrangement aucun article de presse sur les manifestations qui ont eu lieu avant-hier, elles ne sont même pas évoquées.

Le 28 juin

Pas le temps de causer, alors quelques réflexions en vrac que je me suis faites hier?

1-Une fois le "coup" plutôt foireux ou pour ainsi dire inutile du 15 juin de FO-POI, il ne restait plus à Mailly qu'à annoncer sa participation à l'intersyndicale du 29. Je dis coup, parce qu'ils ne pensent qu'en termes d'appareils ou d'institutions.

2-Le 24 juin la direction de FO est apparue aux yeux des travailleurs comme responsable de la division, ceci explique sans doute cela.

3-Pour revenir sur la déclaration de Thibault les "*Français ne sont pas des ignares*". Sachant que tout flatteur vit aux crochets de ceux qui l'écoutent, c'est à croire qu'il est à la recherche de légitimité, mais on peut penser aussi exactement le contraire, qu'il s'emploie à le faire croire alors qu'il s'en fout, son objectif n'étant pas de mobiliser des millions de travailleur pour faire barrage au plan du gouvernement.

Si maintenant les travailleurs sont prêts à se mobiliser pour défendre leur droit à la retraite, tandis que les dirigeants syndicaux sont disposés à laisser appliquer le projet du gouvernement, en concentrant l'attention sur eux, ne feraient-ils pas en sorte d'entraîner les travailleurs à leur suite, ne serait-ce pas le meilleur moyen d'en garder le contrôle pour les emmener dans une impasse ? Qu'est-ce qui est déterminant à ce moment précis de la situation, que le gouvernement fasse passer son projet sur les retraites ou que les dirigeants syndicaux n'apparaissent pas une fois de plus comme des traîtres ? Je penche pour la première option car la question des retraites est capitale autant pour le gouvernement que pour le capitalisme, donc Thibault est prêt à sacrifier l'idée (favorable) que les travailleurs peuvent avoir des syndicats. Les syndicalistes de la CGT apprécieront sans doute.

4-Après Strauss-Kahn, c'est au tour de Rocard d'obliger Aubry à préciser que le PS est favorable à l'allongement de la durée de cotisation, autrement dit reporter l'âge effectif du départ à la retraite ou réduire la retraite de ceux qui décideront de la prendre avant de crever au boulot.

5-Je regrette les quelques lignes que j'ai écrites sur les deux "humoristes" virés par la direction de France Inter, elles étaient déplacées à ce moment-là, c'était une erreur. J'en ai commises d'autres du même genre et pas des moindres, en réagissant trop rapidement peut-être.

Tiens par exemple, il y a quelques années lorsque j'avais apprécié la biographie de Lénine de Jean-Jacques Marie, je ne l'ai pas relu depuis, je me suis dit plus tard qu'elle devait servir à justifier l'abandon du léninisme, le parti de type bolchevik au profit du PT à l'époque, bref, à force de faire dire à Lénine *fusillé, fusillé, fusillé*, il aurait voulu le faire passer pour un horrible dictateur auprès des lecteurs qu'il ne s'y serait pas pris autrement, et ce ne sont certainement pas les précisions qu'il apporta qui devaient retenir l'attention des lecteurs, chose qu'il ne pouvait pas ne pas ignorer avec son expérience. D'ailleurs *fusillé* est le seul mot que j'ai retenu de cette lecture ou que je pourrais encore citer quelques années après et je suis sincère.

Par contre, je n'ai pas commis l'erreur de certains qui ont critiqué FO ou le POI sur la question des retraites sans faire la part des choses, car les positions défendues par FO et le POI étaient globalement correctes, même si l'on a à l'esprit des déclarations contradictoires ou des manoeuvres en coulisses, l'essentiel était qu'ils rejettent en bloc le projet du gouvernement, y compris l'allongement de la durée de cotisation ou l'alignement du public sur le privé.

Qu'est-ce qui est le plus important ma poule, que la volaille ait une patte déformée et un plumage défraîchi ou qu'elle continue de pondre des

oeufs ? Le prochain coup ont prendra des cubes pour leur expliquer et essayer de leur faire comprendre, qui sait ?

Bonne semaine ou bonnes vacances à tous.

Quelques infos en bref.

Quand sélection naturelle et marchandage font bon ménage ou les deux mamelles du social-libéralisme.

1- *"On n'est pas obligé de se disputer pour se sélectionner. Si vous avez deux personnalités, Martine Aubry et Dominique Strauss-Kahn, qui sont globalement sur la même orientation, pourquoi voulez-vous que l'on offre le spectacle, à un an des élections présidentielles, d'une division majeure? Non".*

Pour lui, les critères de sélection du candidat sont *"évidemment les sondages"* mais aussi *"l'adéquation politique, l'adéquation à la demande française, l'adéquation à l'alliance des forces de gauche"*.

M. Cambadélis pense qu'aux primaires prévues à l'automne 2011, *"les militants de l'extrême gauche, de l'UMP, voire du FN, sont assez connus et que le déplacement de ces foules pour peser dans le débat des socialistes sera marginal"*.

Il espère *"entre huit cent mille et un million de personnes qui voteront, ça donnera à notre candidat ou à notre candidate une force qu'il n'a pas nécessairement en étant désigné par les seuls militants du Parti Socialiste"*. (lepoint.fr 27.06)

Le PS en quête de légitimité. Plus opportuniste tu meurs ! Darwin a manqué quelque chose, la sélection naturelle... par les sondages !

2- Le Mouvement républicain et citoyen (MRC), regrettant la tournure qu'ont prise les primaires, a décidé de soutenir un *"candidat républicain"* pour la présidentielle de 2012 qui pourrait bien être Jean-Pierre Chevènement, désormais président d'honneur du parti.

Lors du 5e congrès du MRC ce week-end à Paris, à l'Auditorium George V (VIIIe arr.), les quelque 200 délégués ont voté à la quasi-unanimité pour *"se préparer à présenter un candidat républicain"* à cette *"élection primordiale, la mère des batailles"*, selon les mots de l'ancien ministre de la Défense et de l'Intérieur.

"Nous avons répondu oui aux primaires de toute la gauche dès lors qu'un contenu politique précédait les primaires proprement dites", a expliqué à la tribune Jean-Luc Laurent élu, à 53 ans, nouveau président du MRC à 91,7%.

Mais il n'est pas question de *"participer aux primaires dans les conditions définies par le PS, entraînant inéluctablement notre ralliement automatique au candidat socialiste sans connaissance ni discussion du projet"*, a ajouté M. Laurent, maire du Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne).

Dénonçant un PS qui *"nous écrase"* et *"reste prisonnier d'une vision libérale et européiste dépassée"*, M. Chevènement a estimé, devant le secrétaire national PS aux élections Christophe Borgel, que ces primaires risquaient de *"se résumer à une campagne médiatique arbitrée par les sondages"* après le *"pacte"* Martine Aubry, Dominique Strauss-Kahn, Ségolène Royal.

Dans un parti qui reproche au PS d'avoir renié les accords électoraux aux régionales (19 élus obtenus au lieu de 26 prévus), la candidature de M. Chevènement qui doit rencontrer Martine Aubry en juillet, semble donc se profiler.

Mais une autre ambition pourrait changer la donne. Selon un proche du sénateur de Belfort, *"M. Chevènement pourrait être un bon candidat à la présidence du Sénat"* en cas de basculement à gauche aux sénatoriales de 2011, car il est *"respecté à droite et apparaîtrait comme une candidature d'équilibre"*. (Lejournal.fr 27.06)

Que serait la République sans l'Auditorium George V, franchement ? Ils sont bourrés de fric ces gens-là dites-les donc ? Normal, ce sont des bourgeois et ils ne s'en cachent même pas ! Après on devrait s'interdire de dire que le PS et ses satellites sont des partis bourgeois, de dire la vérité aux travailleurs quoi.

Au fait, vous allez sceller votre front unique avec ces gens-là au Georges V ou au Ritz ?

Doha enterré.

Obama a noté qu'en l'état, les propositions de Doha feraient perdre aux Etats-Unis leur avantage comparatif sur les pays aux marchés émergents dans le domaine des services, a rapporté le responsable sous le sceau de l'anonymat.

Il ne s'agit pas de *"légères modifications et les dispositions du projet d'accord doivent être modifiées"*, a-t-il ajouté en citant Obama.

L'ambassadeur de Chine à l'OMC à Genève a accusé dimanche les Etats-Unis de demander de fait à ce que le cycle de Doha soit repris avec leurs revendications.

Signe du peu de chances d'une issue rapide, les dirigeants du G20 ont abandonné leur référence à 2010 comme objectif pour la conclusion des discussions et ils n'ont fixé aucune nouvelle date, d'après le projet de communiqué final. (Reuters 27.06)

L'impérialisme américain veut demeurer le maître du marché mondial, alors que les Chinois n'acceptent pas qu'en échange de leur soutien à l'économie américaine de nouvelles concessions ne leur soient pas accordées.

La position américaine ne changera rien à la tendance actuelle qui conduira la Chine à devenir rapidement la première économie mondiale, et les restrictions sur les échanges dans le secteur des services sont un leurre car elles sont compensées par des accords bi-latéraux entre les Etats dans ce secteur ou plutôt.

Si Obama peut empêcher qu'une entreprise privée chinoise délocalise ses services aux Etats-Unis, mais on n'en voit pas l'intérêt pour les Chinois, en revanche il ne peut empêcher qu'une entreprise privée américaine délocalise ses services en Chine, par conséquent sa sortie hier s'apparente davantage à un aveu d'impuissance à contrer l'inexorable domination de la Chine dans tous les secteurs de l'économie mondiale, pas seulement, ce n'est pas parce que des sociétés américaines délocalisent déjà leurs services dans les pays dits émergents ou même moins développés, qu'il faudrait encourager les autres pays à les imiter.

Le 29 juin

Pas le temps de causer.

Que la population consomme davantage et que la machine capitaliste tourne à plein régime, amen !

Avec 5 millions de fonctionnaires, les dépenses de personnel représentent à elles-seules 36,7% des dépenses de l'Etat en 2010, selon la loi de Finances.

La hausse de 1% du point d'indice coûte ainsi près de 1,8 milliard d'euros pour les trois fonctions publiques (Etat, territoriale, hospitalière), d'après les derniers chiffres de la Cour des comptes.

«Entre l'augmentation des cotisations retraites et le gel de l'indice jusqu'en 2013, nous estimons que les fonctionnaires vont perdre 7% de pouvoir d'achat», explique Anne Baltazar, secrétaire générale de FO-fonctionnaires. *«Ce n'est pas qu'une question pour la fonction publique. La reprise économique sera mise à mal si ces ménages ne peuvent plus consommer, faute de pouvoir d'achat»,* analyse-t-elle. (20minutes.fr 28.06)

Quel malheur !

D'après vous, quelle autre motivation peut-on avoir pour se faire embaucher dans la fonction publique que d'attendre tranquillement la retraite et de se foutre au passage du sort réservé aux trois quarts des travailleurs du secteur privé dans ce pays ? On comprend pourquoi la fonction publique est le fond de commerce des bureaucrates syndicaux et pourquoi le mouvement ouvrier est si gangrené par le réformisme.

En devenant fonctionnaire on épouse pour ainsi dire définitivement l'idéologie dominante, sauf de rares exceptions qui confirment la règle. On souhaitera naturellement longue vie à l'Etat qui nous garantit le couvert et la retraite, on ne le combattra pas pour l'abattre, on se syndique ou combat uniquement pour améliorer notre propre sort. De la même manière, on devient prof pas spécialement par vocation comme me l'ont expliqué des enseignants, mais de préférence pour profiter de vacances toutes les huit semaines, plus les deux mois d'été...

Les uns et les autres ont raison quelque part même si personnellement je ne suis pas d'accord avec eux, il ne s'agit pas de les juger, il n'y a que des arriérés pour taper sur les fonctionnaires, mais de les aider à comprendre qu'il faudrait peut-être un jour penser un tout petit peu plus loin que le bout de leur nez et que finalement le sort des travailleurs de l'ensemble du pays est lié... et leur avenir, car si la crise finissait pas prendre une vilaine tournure dans le style de celle des années 30 à 45, personne ne serait épargné. Mais de cela aussi on peut se foutre en affirmant que c'est impossible que cela se (re)produise, il y a donc un véritable travail de fond à faire avec les fonctionnaires pour les ramener sur la voie du socialisme. C'est un défi passionnant à relever, non ? Vous désertez ?

Qu'ils ne craignent rien, au contraire, le socialisme leur donnerait quasiment le pouvoir, mais cela les fonctionnaires l'ignorent comme ils ignorent tout du socialisme, c'est bien là qu'est le drame. Imaginez maintenant l'énorme responsabilité de nos dirigeants qui se refusent à mener campagne en direction des fonctionnaires pour les aider à se détacher du capitalisme et de l'Etat du même nom. S'il fallait trouver un responsable ou un coupable il est là et pas ailleurs, ce n'est pas le fonctionnaire qui spontanément va adhérer au socialisme, ce n'est pas

L'Etat qui va lui montrer le chemin, c'est uniquement le boulot des syndicats et des partis dont malheureusement ils ne veulent pas du tout entendre parler. A qui profite ce refus ? Poser la question c'est y répondre : à l'Etat des capitalistes. A les entendre ces messieurs combattent le capitalisme, l'Etat, les institutions, ce sont des socialistes, des communistes, des trotskistes, tu parles !

Un camarade m'a adressé un nouveau courriel à propos d'un groupe qui s'intitule Les communistes. Très critique et virulent en apparence, mais en y regardant de plus près on s'aperçoit rapidement qu'ils font la retape pour... l'union nationale entre toutes les forces de progrès du PCF aux gaullistes sociaux ou de gauche, tout un programme qui se termine comme il se doit par une référence au Conseil National de la Résistance. J'ai été visité (rapidement) leur site Internet par curiosité et j'ai lu quelques articles, nulle part je n'y ai trouvé trace des institutions de la Ve République. A chacun les références qu'il peut !

Retraites.

Les plus grands syndicats ont refusé d'émettre un avis sur le projet de loi en expliquant que la Commission nationale de la négociation collective (CNCC) qu'Eric Woerth réunissait ce lundi n'était pas le cadre approprié.

La CGT a critiqué une "*instrumentalisation*" de cette commission, tandis que la CFDT a fait part de sa surprise de voir le sujet à l'ordre du jour de la réunion.

"*Il n'y a pas de négociation, c'est simplement un effet d'affichage de la part du gouvernement pour montrer qu'il consulte les organisations syndicales*", a dit à Reuters Mohammed Oussedik, représentant CGT, à la sortie du ministère.

"*Il n'y a pas eu de discussion, on n'a pas donné d'avis parce qu'on considérait que ce n'était pas le lieu*", a ajouté Mijo Isabey, responsable retraites de la CGT.

Pour la CFDT, "*j'ai dit que ce n'était pas la peine de rappeler la position de mon organisation*", qui est elle aussi hostile au projet de réforme, a dit Laurence Laigo à Reuters.

Le ministre du Travail a exclu de revenir sur le relèvement de l'âge légal de départ de 60 à 62 ans mais a laissé ouvertes les discussions sur trois points : la pénibilité, les carrières longues et les polypensionnés. (Reuters 28.06)

Vous avez bien lu, ils ont "*refusé d'émettre un avis sur le projet de loi*" du gouvernement, ils ont donc décidé de ne pas le rejeter ou d'en exiger le retrait, le gouvernement peut être provisoirement rassuré.

Après avoir pris connaissance des propositions de différentes formations politiques, on pourrait peut-être proposer à l'appel des syndicats et des partis l'organisation d'une manifestation nationale à Paris devant l'Assemblée nationale le samedi 4 septembre pour exiger le retrait du projet du gouvernement, assorti d'un appel à la grève générale illimitée dès le lundi 6 septembre (premier jour de l'examen du texte du gouvernement à l'Assemblée nationale) en cas de refus du gouvernement de céder, ainsi cela laisserait une journée pour commencer à organiser la grève générale avec comités de grève élus ou assemblée populaire dans chaque commune, les militants rassemblant, organisant la population, puis se répartissant les tâches... L'important étant de dresser l'ensemble du prolétariat contre le gouvernement et le régime dans la perspective de le renverser, ce qui implique dès le départ un minimum d'organisation pour que cette proposition soit cohérente et crédible.

L'appel à la grève pourrait être lancé dès le 4, mais le débrayage des agents de la SNCF pourrait perturber la montée en masse à Paris par le train. Pourquoi un samedi, parce que la plupart des ouvriers ne travaillent pas ce jour-là et comme nombreux sont ceux qui terminent plus tôt le vendredi, ils auraient le temps d'organiser leur départ pour Paris...

Bienvenue dans le monde des "zombis."

Pour le directeur général de la BRI, Jaime Caruana, il n'y a pas de temps à perdre.

"*Nous ne pouvons attendre le retour à une forte croissance pour amorcer la réorientation des politiques*", a-t-il dit devant l'assemblée générale de la BRI.

"*Retarder l'assainissement des finances publiques, en particulier, risquerait simplement de raviver la volatilité financière, les dysfonctionnements des marchés et les tensions sur les financements.*"

La BRI, qui joue le rôle de banque des banques centrales et celui de forum de discussions pour les autorités monétaires, estime que la réforme des systèmes financiers reste capitale pour prévenir de nouvelles crises.

Les banquiers centraux réunis à Bâle, en Suisse, où se trouve le siège de l'institution, ont souligné l'importance des effets collatéraux des mesures de soutien et ajouté que les risques créés commençaient à apparaître.

Elle estime qu'un maintien exagérément long des mesures extraordinaires de soutien risquerait de créer des banques ou des entreprises "zombies", dépendantes des aides publiques.

Mais elle reconnaît que les décideurs se trouvent dans une situation délicate et, en particulier, les banques centrales.

Le système bancaire est loin d'être assaini, les bénéfices générés ces derniers mois par les activités obligatoires et de changes dans un contexte de taux d'intérêt historiquement bas n'étant sans doute pas pérennes, alors que les pertes liées à la crise ne sont pas encore totalement comptabilisées.

"Plus les taux directeurs resteront bas dans les grandes économies avancées, plus les distorsions qu'ils créeront au niveau national ou international seront fortes", ajoute la BRI.

Des taux réels extrêmement bas altèrent les décisions d'investissement, retardent la comptabilisation des pertes, accentuent la prise de risque et encouragent l'endettement, explique-t-elle.

De plus, les banques centrales pourraient sous-estimer les risques inflationnistes, la crise ayant réduit le potentiel de croissance. (Reuters 28.06)

Le 30 juin

Etant donné la longueur de la causerie d'aujourd'hui, le site ne sera actualisé que partiellement.

Dans tous les pays de l'Union européenne les différents gouvernements composés de partis représentant officiellement les intérêts du capital ou totalement inféodés au capitalisme, ce qui revient exactement au même, appliquent les mêmes mesures réactionnaires contre les fonctionnaires, contre notre notre à la retraite ou au travail, s'attaquant au niveau de vie du prolétariat et de la petite-bourgeoisie, accentuant encore la précarité.

De plus en plus souvent comme hier en Espagne et en Grèce, les manifestations contre ces mesures se terminent par des affrontements entre une partie de la jeunesse attirée par le discours radical des anarchistes et les forces de l'ordre qui défendent le régime en place. Ce sont les dirigeants du mouvement ouvrier (tous partis confondus sans exception) incapables de proposer la moindre issue politique au prolétariat et sa jeunesse révolutionnaire qui portent seuls la responsabilité de cette situation et de la répression qui s'abat sur la jeunesse.

En France, alors que les affaires d'Etat qui secouent le sommet du pouvoir font chaque jour la Une des médias et alimentent les discussions partout dans le pays, vous ne trouverez pas un seul parti politique pour poser directement la question de l'Etat et du pouvoir politique, à croire qu'ils ont déjà tous démissionné.

Une fois ce triste constat dressé, que tous les militants ont quotidiennement sous les yeux et que par conséquent personne ne peut nier, serait-il exagéré de prétendre qu'ils préparent tous le prolétariat à connaître de nouvelles défaites si ce n'est pire encore ?

Nous savons pertinemment que la plupart des militants refusent encore de regarder la réalité en face, encore moins de la dire aux travailleurs. Cette fuite en avant devant la vérité des faits sera-t-elle le prélude d'un nouveau cauchemar pour le mouvement ouvrier ou marquera-t-elle la fin d'une époque dominée par l'incurie politique de ses dirigeants incapables d'analyser le développement de la situation à l'échelle mondiale, d'organiser le prolétariat et de donner une orientation révolutionnaire à son combat politique ? Au regard de la situation, c'est-à-dire en prenant en compte les principaux facteurs qui la constituent, en tenant compte de leur évolution au cours des dernières décennies et plus particulièrement des trois dernières années, on est en droit d'être profondément pessimiste pour la suite de notre combat, et l'on ne voit pas comment le socialisme pourrait l'emporter.

Chacun préfère se raconter des histoires et les colporter aux premiers naïfs venus qui en y adhérant vous donne l'impression d'avoir raison et renforce ainsi vos propres illusions. Le trait le plus frappant et le plus déterminant de la situation au cours du demi-siècle écoulé à l'échelle internationale, demeure l'incapacité du prolétariat à se doter d'une nouvelle direction (révolutionnaire). Quand on évoque cette question, les militants se disent spontanément qu'elle s'adresse au prolétariat, pour un peu elle ne les concernerait pas directement, c'est une très grave erreur, car en réalité elle s'adresse en premier lieu à leurs propres dirigeants, c'est d'eux dont il est principalement question ici et non des dirigeants qui n'existent pas. C'est une façon comme une autre de ne pas aborder cette question. Quel militant peut croire sincèrement un instant que c'est ainsi qu'on règlera cette question ? La question n'est pas de tirer à boulets rouges sur ces dirigeants, bien que rien ne doit nous interdire de dire ce que l'on en pense, mais de reconnaître honnêtement les faits tels qu'ils se présentent à nous aujourd'hui.

La crise du capitalisme qui a surgit de nouveau il y a trois ans déjà devait être une aubaine, une occasion exceptionnelle pour le mouvement ouvrier et son avant-garde pour repasser à l'offensive contre l'Etat et le régime, pour les remettre en cause, or elle se transforme en un champ de lamentations stériles et de larmes avant de céder la place à un torrent de sang.

Qui en a pleinement conscience ? Apparemment aucun dirigeant du mouvement ouvrier. Ils sont tous tombés dans un état cataleptique proche de la mort clinique, ils sont totalement incapables de saisir les événements qui se présentent à eux et qui sont si riches d'enseignements sur le système capitaliste et l'avenir épouvantable qu'il réserve à tous les peuples, pour en faire autant d'éléments susceptibles d'organiser les masses et d'élever leur niveau de conscience politique à la hauteur du programme de la révolution socialiste. Ils ont déserté ce combat, préférant se réfugier dans un réformisme nauséabond teinté de social-patriotisme qui ne fait qu'alimenter les illusions des travailleurs dans le capitalisme et les institutions, au lieu de les aider à s'en détacher dans la perspective du socialisme.

Aujourd'hui en France (et ailleurs), je vous mets au défi de trouver un seul travailleur qui serait capable de vous expliquer en quelques mots en quoi le socialisme changerait sa condition, autrement dit cela signifie que le prolétariat ne peut concevoir son existence et son devenir que dans le cadre étroit et décomposé du capitalisme et de la Ve République. Voilà à quoi a abouti concrètement la politique de la totalité des partis ouvriers en France.

Dès lors, certes la situation est grave, mais le plus grave demeure encore l'état de décomposition avancée dans lequel se trouve plongé le mouvement ouvrier et plus particulièrement son avant-garde et l'impossibilité dans laquelle il se trouve d'en sortir.

Mon propos n'est pas de faire dans le catastrophisme pour marquer les esprits, ce n'est pas ma méthode, ce qui ne m'empêche pas de me demander si les militants et surtout les cadres et les dirigeants sont encore capables d'une réaction salutaire face à la politique profondément réactionnaire du gouvernement, j'en doute fortement et je vous dirai plus loin pourquoi je suis fondé à le penser, la catastrophe on l'a déjà sous les yeux tous les jours quand on a à l'esprit en permanence les deux milliards d'hommes et de femmes avec leurs enfants qui par le monde survivent dans la misère et connaissent au quotidien les pires souffrances sans espoir d'en voir un jour la fin.

L'incapacité du prolétariat de se doter d'une nouvelle direction, c'est aussi l'incapacité dans laquelle se trouvent les militants et les cadres du mouvement ouvrier de progresser sur les plans théorique et politique, de s'attaquer à la sclérose ou au dogmatisme qui a frappé leurs dirigeants, de parvenir à faire la part des choses dans les enseignements du marxisme pour n'en retenir que l'essentiel qui correspond à la société et au monde tels qu'ils ont évolué au cours du XXe siècle, et de se rassembler sur cette base pour construire un nouveau parti communiste.

Je ne prétends pas avoir inventé le fil à couper le beurre, je ne suis ni un intellectuel ni un théoricien, je ne fais pas partie de ces dirigeants qui se prennent pour ce qu'ils ne sont pas, par contre, au cours des dernières années je me suis employé minutieusement à essayer de renouer avec le fil conducteur du marxisme en passant au crible de la critique l'essentiel des leçons qu'il nous a légués et c'est armé de cette enseignement et de cette méthode que je me suis livré à l'examen de la lutte des classes au cours des 65 dernières années afin de tenter de comprendre pourquoi nous en étions là aujourd'hui, comment les choses s'étaient passées et quelles erreurs avaient été commises pour les corriger et éviter de les reproduire dans l'avenir. Je me suis livré à cette étude sans aucun a priori, sans savoir ce que j'allais découvrir.

Je suis revenu cent fois sur les mêmes questions en les reprenant sous des angles différents, parfois je suis parvenu aux mêmes conclusions, d'autre fois j'ai dû corriger l'appréciation que j'avais porté auparavant sur certaines questions, d'autre fois encore j'ai dû laisser de côté certaines questions par manque de données suffisamment précises. J'ai été amené à aborder des sujets extrêmement divers que Marx, Engels, Lénine ou Trotsky avaient étudié à leur époque, et à cette occasion je me suis aperçu qu'un grand nombre d'entre eux n'avaient jamais été abordés par les différents partis aussi bien dans leurs journaux que dans leurs revues théoriques, comme s'ils étaient tabous ou que leurs dirigeants les fuyaient comme la peste. Evidemment, il n'en fallait pas davantage pour aiguïser encore plus ma curiosité et approfondir l'étude de chaque sujet ainsi banni de nos discussions entre militants. J'ai repris à la lettre la méthode de Marx que Trotsky appelait couper les cheveux en quatre, afin de trouver des réponses satisfaisantes à toutes les questions qui me venaient à l'esprit chaque fois que je poussais plus à fond l'analyse d'un sujet particulier. Je ne vais pas dresser ici la liste des sujets que j'ai abordés dans mes articles ou mes causeries, vous les connaissez aussi bien que moi, et si je n'ai pas abordé certaines questions qui vous viennent à l'esprit, rien ne vous empêche de me les soumettre, je tenterai d'y répondre dans la mesure du possible, immédiatement ou un peu plus tard, une fois réuni suffisamment d'éléments pour vous soumettre une réponse cohérente reposant sur des faits connus ou vérifiables.

Je ne vais pas m'éterniser sur cette causerie. Elle avait deux objectifs, le premier de vous dire ce que je pense de la situation sans se leurrer ou chercher à tromper quiconque, le second pour vous confirmer que je ne pensais pas continuer le site tel qu'il existe aujourd'hui parce que cela me prend vraiment trop de temps et qu'il n'est pas normal que je n'ai pas une minute pour lire ou étudier sérieusement. Je vous avouerais que je n'ai pas encore trouver la bonne formule, ce qui explique que j'ai continué malgré tout jusqu'à aujourd'hui. Je me pose des questions sur l'intérêt de ma contribution politique.

Pour en revenir à ce que je disais plus haut, ce qui caractérise la situation du mouvement ouvrier et de son avant-garde, c'est une sorte de pensée unique qui l'a envahi et dans laquelle elle est engluée. Certes, tous les dirigeants ou responsables politiques ne sont pas tous exactement sur la même longueur d'onde, mais en y regardant de plus près on s'aperçoit qu'ils présentent tous les mêmes défauts ou faiblesses.

Par exemple, vous n'en trouverez pas un dans ce pays pour remettre en cause le financement des syndicats par l'Etat, or c'est l'un des aspects fondamentaux de la corruption qui a gagné le syndicalisme, c'est l'un des principaux piliers sur lequel repose la collaboration de classe entre les dirigeants syndicaux et l'Etat, l'autre est essentiellement idéologique et s'identifie à leur adhésion au capitalisme. Cette question est d'une importance cruciale pour le prolétariat, pour le syndicalisme, pour l'ensemble du mouvement ouvrier et son avant-garde,

et personne ne tient à l'aborder. Faut-il en déduire qu'ils sont tous pourris pour faire court ?

Ce n'est pas tout, j'ai aussi abordé des questions apparemment embarrassantes (un euphémisme !) qui nous concernent directement, telles que la place et le rôle de l'aristocratie ouvrière, ceux des fonctionnaires dans l'appareil d'Etat et comment ils ont assuré la stabilité du régime pendant plus d'un demi-siècle, la place des intellectuels dans la société, la disparition des emplois dans l'industrie au profit des services, un ouvrier ne porte pas tout à fait le même regard qu'un employé sur le capitalisme, la généralisation du travail des femmes, etc., bref, j'ai aussi tordu le cou à bien des généralités dont nos dirigeants s'accommodent sans que l'on sache au départ pourquoi, par facilité mais pas seulement, j'ai persévéré et j'ai poussé des portes pour en savoir davantage et ce que j'ai découvert allait à l'encontre de tout ce qu'on nous avait servi sur un plateau jusqu'à présent...

A l'arrivée, sachant que les dirigeants et cadres des différents partis connaissent parfaitement l'existence du site Lutte de classe, constatant qu'aucun d'entre eux ne s'était signalé par courriel ou en m'adressant une contribution critique, qu'aucun d'entre eux n'avait essayé d'engager la discussion avec moi sur un des thèmes abordés dans mes causeries, à la limite je conçois très bien qu'ils me méprisent profondément, constatant qu'aucun d'entre eux n'a depuis abordé dans son parti une des questions que j'avais traitées dans mes longues causeries, auquel cas je m'en serais rendu compte ou des militants me l'auraient signalé, j'en suis arrivé à la conclusion que vous trouverez sans doute péremptoire qu'aucun de ces partis, aucun de ces dirigeants n'est capable de mener le prolétariat au combat et qui plus est à la victoire contre l'Etat et son gouvernement ultra réactionnaire, et que dans ces conditions-là la défaite est assurée d'avance. Vous comprendrez j'espère, qu'il est inutile que je poursuive le travail que j'ai engagé sous la même forme et au même rythme, non pas que je déserterais ou que j'aurais finalement opté pour la sieste sous les cocotiers, mais je m'épuise en pure perte de temps et d'énergie au profit de quelques militants seulement, qui de plus semblent comprendre tout de travers ou presque d'après les derniers témoignages qui m'ont été adressés, ce n'est pas un reproche mais un constat.

Trouver une autre formule pour continuer ce travail va me demander un nouvel effort, une formule plus efficace si possible. Je me demande ce que les uns et les autres ont dans la tête, dans quelle langue il faut parler pour se faire comprendre, et je le répète l'incapacité du prolétariat à se doter d'une nouvelle direction concerne avant tout ce qui se passe dans les partis qui existent aujourd'hui et pas ailleurs, partis dans lesquels il n'existe apparemment de près comme de loin aucun dirigeant ou cadre disposant des qualités d'un Marx ou d'un Lénine, auquel cas là aussi cela se saurait, je pense que l'on est au moins d'accord sur ce point. Le camp de la réaction n'a pas ce problème, il regorge de champions pour mener à bien sa barque, de Napoléon à Sarkozy, ils détiennent tout le pouvoir et ils sont la classe dominante, donc pour eux c'est facile, mais pour nous quelle galère !

Je ne veux pas croire pour autant qu'on n'y arrivera pas, mais on n'est pas au bout de nos peines camarades. Vous voyez, on peut taper sur les dirigeants, cela aussi c'est facile, puérite la plupart du temps, mais on doit convenir qu'on a besoin d'eux autant qu'on a besoin du parti pour s'en sortir, il nous faut donc être patient par dessus tout, plus que jamais sans doute.

La morale de cette histoire s'il devait y en avoir une : le pire ce serait encore se bercer d'illusions pour se rassurer, de croire que les choses pourraient se passer autrement, que par miracle même sans un Marx ou un Lénine pour nous guider ou nous montrer la voie on s'en sortir... Pour avoir étudié un peu la nature humaine et ses horribles faiblesses, en réalité je n'ai jamais cessé de m'y intéresser quotidiennement depuis 30 ans, je crains que cela soit impossible, je voudrais bien me tromper, quel soulagement ce serait franchement, mais honnêtement je ne peux pas vous tenir un tel discours.

Retraites.

1- Les principaux syndicats français (CGT, CFDT, FO, CFTC, UNSA, FSU et Solidaires) ont confirmé leur intention d'organiser une nouvelle journée de grèves et de manifestations le 7 septembre contre la réforme des retraites au moment où s'ouvrira le débat parlementaire. (Reuters 29.06)

2- Le PS, VRP de l'UMP.

Le Parti socialiste ne défend pas le retour à l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans pour tout le monde, a fait valoir Martine Aubry mardi soir lors d'un meeting à Roubaix. "*Nous allons vivre de plus en plus longtemps et donc il va falloir travailler plus longtemps: nous en sommes tous d'accord*", a dit la maire de Lille aux journalistes, avant de le répéter à plusieurs reprises sur la scène du théâtre Pierre de Roubaix.

Elle a insisté "*Nous ne demandons pas le retour à 60 ans pour tout le monde: nous ne l'avons jamais demandé*". (Reuters 29.06)

Continuez à faire le sale boulot au PS, au moins on sait dans quel camp vous êtes... sauf les dirigeants du POI !

Les allocations chômage sous le coup du rabot.

Les allocations chômage seront revalorisées de 1,2% le 1er juillet, annonce l'Unedic, le gestionnaire de l'assurance chômage. Alors que l'inflation a atteint 1,6%. Fin avril, 2.572.500 chômeurs étaient indemnisés par l'assurance chômage, selon Pôle Emploi. (Reuters 29.06)

La France : un régime policier et liberticide.

1- Enseignants et proviseurs dans le rôle de délateurs et d'affameurs.

Les députés ont adopté mardi en première lecture la proposition de loi UMP sur le nouveau dispositif de suspension des allocations familiales en cas d'absentéisme scolaire.

Le texte porté par le député UMP des Alpes-Maritimes Eric Ciotti prévoit de placer l'inspecteur d'académie dans le rôle de "*pivot*", à la place du conseil général, qui était chargé de demander la suspension des allocations dans l'ancien système mis en place par la loi de 2006.

Après quatre demi-journées d'absence non justifiées en un mois, le chef d'établissement devra signaler l'élève à l'inspecteur d'académie, lequel se chargera de convoquer la famille pour lui adresser un "*avertissement*". Les parents seront alors rappelés à leurs obligations légales et informés des différents outils d'accompagnement à leur disposition.

Si l'élève réitère ses absences au cours de l'année scolaire, l'inspecteur d'académie aura l'obligation de saisir la Caisse d'allocations familiales (CAF) pour "*suspendre immédiatement*" les versements liés à l'enfant, selon le texte.

Les allocations ne seront à nouveau débloquées que si l'élève est assidu pendant au moins un mois. Leur versement sera alors rétroactif, sauf si de nouvelles absences ont été constatées depuis la date de leur suspension. (AP 29.06)

Quand j'étais prof chaque matin je devais remplir le cahier de présence et le responsable de classe le portait au secrétariat à la fin du cours. Si demain j'étais prof et qu'un élève manquait dans ma classe, je ne le signalerais pas.

2- Qui est le plus raciste?

Le 31 juillet 2009, M. Girot de Langlade, alors préfet chargé des Etats généraux de l'Outre-Mer pour la Réunion, se présente à un portique de sécurité d'Orly alors qu'il est en transit avec son épouse.

Le couple est fatigué par le voyage et pressé. Mais au moment du contrôle, l'alarme retentit et le ton monte avec les agents de sécurité.

Une certaine confusion s'ensuit et, en quittant le portique, M. Girot de Langlade s'emporte: "*On se croirait en Afrique ici!*", dit-il. Trois agents de Securitas, dont deux femmes noires, portent plainte.

A l'audience, l'ancien haut fonctionnaire de 63 ans, carrure imposante et voix de stentor, le reconnaît sans mal : il a bien tenu ces propos mais, jure-t-il, "*il n'y avait rien de raciste*".

"*J'ai simplement voulu dire que c'était le bordel (...)* Si le contrôle avait été rigoureux, j'aurais pu dire: *+on se croirait à Singapour ou aux Etats-Unis*", déclare l'ancien haut fonctionnaire, qui nie avoir évoqué la couleur de peau des agents.

Résultat : 5.000 euros d'amende ont été requis devant le tribunal correctionnel de Créteil contre l'ex-préfet Paul Girot de Langlade, jugé pour injures racistes pour avoir lâché cette phrase lors d'un contrôle à l'aéroport d'Orly. (Lepoint.fr 29.06)

Combien de fois quand je suis retourné en France en voyant le bordel qu'était devenu ce pays, je me suis exclamé : on se croirait en Inde ! Je n'ai même pas besoin d'aller aussi loin, il suffit de se rendre à 4kms de chez nous au consulat de France de Pondichéry pour constater que tout se délite en France. Magueswary d'origine indienne, qui passe 9 mois par an en France à Aubagne, ne cesse de le répéter et moi de lui répondre de quitter ce pays pourri, pas l'Inde mais bien la France. Et me voilà raciste envers les Français ! On doit être forcément racistes puisqu'on dit les choses telles qu'elles sont. A quel niveau de connerie on en est arrivé en France ! Moi je dis en France, on se croirait en Inde, parce que j'y ai passé près de 20 ans de ma vie, je sais de quoi je parle, tout comme j'imagine M. Girot de Langlade qui revenait de La Réunion et qui a dû passer quelque temps en Afrique.

La meilleure encore, c'est que l'avocat de M. Girot de Langlade, Me Collard, courbe l'échine devant ces salopards de la Licra, du Mrap et de SOS Racisme qui se sont portés parties civiles pour faire parler d'eux et récupérer du fric, en déclarant que l'ex-préfet "*a dit une connerie mais ce n'était pas raciste*". Quelle connerie ? Il n'a pas dit une "*connerie*" il a dit la vérité, la France est devenu un vrai bordel digne de ce qui se passe en Afrique, je dirai même mieux, c'est devenu pire en France par certains aspects. Mais M. Girot de Langlade a eu le malheur de prononcer ces mots anodins devant des personnes originaires d'Afrique qui ont saisi immédiatement l'occasion qui se présentait à eux pour porter plainte, faire parler d'elles et se faire un peu de fric. En réalité, ce sont elles que l'intelligence n'a pas encore eu le temps d'atteindre qui sont racistes ; en haut on est raciste par idéologie, en bas on est raciste par ignorance ou pure connerie.

Tous ces "*anti-racistes*" ne sont que des mouches à merde, en réalité ils sont plus racistes que ceux qu'ils accusent de l'être. Bien le bonjour à la ribambelle de crétiens du mouvement ouvrier qui les soutiennent, ils partagent avec l'UMP et le FN la responsabilité de l'atmosphère délétère qui règne dorénavant dans ce pays. A vomir. A tout prendre, je préférerais encore la compagnie de cet ex-préfet à celle de ces misérables "*anti-racistes*" qui font le lit des dictatures en Afrique et au Proche-Orient... et en France !

3- A droite toute !

La "droite décomplexée doit peser davantage au sein de l'UMP." Pétris par cette conviction, treize députés de la majorité ont lancé leur "laboratoire politique", baptisé Collectif de la droite populaire, lors d'un petit-déjeuner à l'Assemblée nationale, le 23 juin.

"Notre leitmotiv est clair. C'est : *Touche pas à mon pays et Touche pas à mon drapeau. Nous avons notre pays à fleur de peau*", résume Lionnel Luca

Le député de Seine-Saint-Denis Patrice Calmégane - qui a rallié le collectif à la première heure - abonde en ce sens. "Les citoyens en ont assez de l'insécurité. Et puis aujourd'hui, il est urgent de mieux respecter la Marseillaise et notre drapeau français", note-t-il. Autre préoccupation du collectif : renouer avec "l'électorat populaire" formé par "les classes moyennes, le monde rural, les artisans et les commerçants". "En échangeant entre députés sur ces sujets, des idées nouvelles pourront naître pour notre pays", se réjouit Thierry Mariani, qui a fait des questions de sécurité ou d'immigration sa spécialité.

Après le revers des régionales, une partie de l'UMP a conscience que le FN est une "menace réelle" pour 2012.

La "droite populaire" entend donc bien damer le pion au parti frontiste d'ici à la présidentielle. "Il n'est pas question de laisser au FN le terrain de l'immigration ou de la sécurité, ni le monopole des valeurs de la nation", répètent à l'envi les députés du collectif. (Lepoint.fr 29.06)

Les nazillons de l'UMP montent au créneau, normal en période de crise... Et ce n'est qu'un début !

4- Que l'ordre règne en Sarkoland.

Raymond Domenech et Jean-Pierres Escalettes seront entendus mercredi par les députés. N'en font-ils pas un tout petit peu trop, quand même, sur ce sujet ? Certes, le football passionné, mais de là à mobiliser jusqu'au plus haut sommet de l'Etat. (Lepost.fr 29.06)

Les grandes manœuvres avant la saigner.

1- La lettre adressée lundi par le chef de l'Etat au Premier ministre François Fillon répondait à une double nécessité : montrer que l'Etat est exemplaire quand un effort est demandé à tous les Français et allumer un contre-feu après les révélations à répétition des dernières semaines sur les abus de ministres.

Il a annoncé que les budgets des différents ministères vont être réduits de 10%, mais en 2009 les dépenses de personnel avaient augmenté de 21%. Par ailleurs ni l'Elysée ni Matignon ne sont concernés, alors la vie de château continue. De l'aveu même de sénateurs de l'UMP les économies attendues sera de quelques dizaines de millions d'euros.

"C'est l'épaisseur du trait. Ce n'est pas ça qui va faire chuter les déficits publics", souligne le sénateur centriste Jean Arthuis. Ce que l'on ne nie pas à l'Elysée. Evidemment cet effet d'annonce est destiné à la plèbe qu'ils s'approprient à saigner. (Reuters 29.06)

2- La France n'échappera pas à une politique de rigueur, estime Alain Juppé dans un entretien à l'express.fr, qui juge par ailleurs inéluctable une hausse de la TVA pour favoriser la réduction des déficits publics.

"Je dis parfois que mon rêve est de faire aimer la TVA aux Français ! C'est un bon impôt. Ils sont absolument convaincus du contraire, parce qu'il apparaît sur toutes les notes qu'ils paient. Pourtant, il ne frappe ni l'investissement ni les exportations. En 1995, en baissant les charges sociales (la ristourne Juppé) et en augmentant parallèlement la TVA, j'avais fait une forme de TVA sociale", dit-il.

"La contrainte est telle qu'on n'aura pas le choix, on ne pourra pas attendre 2012. On parle d'une taxe carbone européenne, pourquoi le relèvement de la TVA dans les pays européens, une forme de TVA verte, ne pourrait-il pas en faire office?", suggère-t-il. (Reuters 29.06)

L'impôt le plus injuste qualifié de "bon impôt, il fallait oser le dire, c'est fait !

La ministre de l'Economie, Christine Lagarde, déclare que le gouvernement n'a pas l'intention de revenir sur la baisse de la TVA de 19,6 à 5,5% dans la restauration. "Je pense que, si les restaurateurs faisaient un effort sur les prix, ça arrangerait tout le monde", a-t-elle fait valoir.

Dimanche, le ministre du Budget, François Baroin, a prôné, à titre personnel, un "coup de rabot" sur la TVA à 5,5%. (Reuters 29.06)

3- Il faudra cinq à dix ans de rigueur budgétaire pour sortir totalement de la crise actuelle, a estimé mardi sur Europe 1 le gouverneur de la Banque de France. Il a ajouté que les banques françaises se portaient bien et qu'elles n'auraient aucun problème à rembourser leurs échéances auprès de la BCE.

4- Jean-Pierre Raffarin a lancé mardi soir l'idée d'une "*commission éthique*" pour réguler la fonction ministérielle, en suggérant le nom de "Lionel Jospin" pour la co-présider avec un ancien Premier ministre de droite.

"*Pourquoi pas une commission qui serait co-présidée par (le socialiste) Lionel Jospin et un autre ancien Premier ministre de droite?*", a-t-il encore suggéré. L'ex-locataire de Matignon, aujourd'hui vice-président de l'UMP, n'a avancé aucun nom pour le co-président de droite.

Il entend ainsi apporter sa contribution à "*l'apaisement*" des récentes polémiques liées au train de vie des ministères, et veut éviter leur répétition à l'avenir, a-t-il expliqué. (Lepoint.fr 29.06)

[Haut de page ↗](#)